

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

QUELQUES TENTATIVES du GOUVERNEMENT PRUSSIE

POUR ÉTENDRE SON INFLUENCE

SUR LA PROPRIÉTÉ MINÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 18 Mars 1908, à 1 heure

PAR

Henri ROSSIGNOL

Président : M. TRUCHY, professeur

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
HITIER, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

QUELQUES TENTATIVES du GOUVERNEMENT PRUSSIE

POUR ÉTENDRE SON INFLUENCE

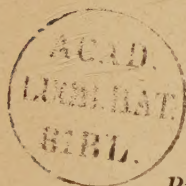
SUR LA PROPRIÉTÉ MINÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 18 Mars 1908, à 1 heure

PAR

Henri ROSSIGNOL



Président : M. TRUCHY, professeur

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
HITIER, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

De quelques Tentatives du Gouvernement Prussien
POUR ÉTENDRE SON INFLUENCE
Sur la Propriété Minière

PRÉAMBULE

On a l'intention d'exposer sommairement dans ce court travail les différents projets de loi discutés pendant ces dernières années devant le Parlement prussien et dont le but était, soit de modifier le régime de la propriété minière, soit de permettre au Gouvernement d'acquérir pour son compte des gisements miniers ou des mines en exploitation.

L'étude de ces projets, qu'ils émanent du gouvernement ou qu'ils soient issus de l'initiative parlementaire, qu'ils aient acquis force de loi ou qu'ils n'aient

pu prendre forme définitive, celle des discussions dont ils ont été l'occasion, des polémiques qu'ils ont soulevées, manifesteront avec évidence l'intention du gouvernement prussien d'accroître son influence sur la propriété minière : d'où le titre de cette thèse.

Un exposé de la nouvelle législation minière prussienne a paru plus particulièrement intéressant au moment où divers Etats Européens modifiaient ou semblaient vouloir modifier leur législation minière (1), où, tout particulièrement en France, les questions de nationalisation semblaient vouloir enfin sortir du domaine des pures conceptions théoriques.

Non certes que l'on puisse prétendre trouver dans les lois ou projets de loi que l'on désire exposer des modèles dont se devrait inspirer le législateur français ou bien y découvrir des écueils qu'il doit soigneusement éviter. Les événements qui ont été l'occasion de ce mouvement législatif intense, la situation générale du marché minier allemand, la situation politique des partis, l'état général des esprits sont trop différents entre les voisins d'en deçà et d'au delà des Vosges pour que l'on se garde d'étendre

1. La plupart des Etats allemands ont édicté pendant ces dernières années ou sont occupés en ce moment à élaborer de nouvelles lois minières ; la Hollande et la Belgique également.

hâtivement à l'un ce qui a pu paraître excellent à l'autre et vice-versa. Cependant, il ne faudrait pas exagérer ce point de vue. Une loi sur les mines, à l'époque actuelle, se heurte à des difficultés, doit remplir des conditions qui, dans presque tous les pays sont analogues, et, malgré les divergences qui peuvent et doivent exister dans une législation sur la propriété minière en France et en Prusse, il peut être intéressant et utile d'étudier les lois prussiennes pour se faire une idée plus nette des obstacles à vaincre et des conditions que doit remplir en France, une loi sur les mines, pour satisfaire, au mieux de l'intérêt économique général de la nation, les différents intérêts particuliers en présence (1).

Il serait d'ailleurs prématuré de vouloir, dès à présent, tirer des conclusions de la nouvelle loi publiée en Prusse le 18 juin 1907, qui modifie si profondément l'ancien régime de la propriété minière. Elle est beaucoup trop récente pour que l'on puisse préjuger d'une façon certaine de son excellence ou de ses défauts.

Les événements économiques et politiques, qui ont provoqué ces modifications législatives, sont trop complexes, pour qu'on se permette de porter

1. Avant de discuter la loi de 1907 modifiant la loi générale sur les mines de 1865, le Landtag prussien a pris soin de faire dresser un rapport détaillé sur les lois minières alors en vigueur dans les différents pays.

un jugement d'ensemble, et d'en tirer des conclusions en faveur de tel ou tel régime de la propriété minière. On ne prendra parti pour aucune thèse, comme on ne partagera contre aucune les violentes indignations de certains, et l'on se gardera de toute conclusion dogmatique.

« Les institutions ne sont pas des créations arbitraires ; elles poussent comme des organismes, suivant les conditions du milieu historique où elles sont nées ; elles ne sont à aucune période des monstruosités imaginées par un esprit malfaisant, elles apparaissent comme des phénomènes de masses ayant leur raison d'être dans l'état économique et psychologique du groupe social où elles se sont établies ; elles ne sont jamais non plus un but définitif, un modèle immuable sur lequel l'humanité puisse se reposer ; elles sont dans un perpétuel devenir et se transforment progressivement sous l'action de facteurs toujours en mouvement dans le sein de la société (1). »

Cette conception si exacte de l'inéluctable transformation des sociétés et de leurs institutions doit également s'appliquer aux lois particulières. La loi sur les mines de 1865, base de toute la législation minière, pouvait, avec ses défauts, répondre d'une

1. Maurice Bourguin. *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, 1904, p. 127.

façon satisfaisante aux besoins de l'industrie minière d'il y a cinquante ans en Allemagne ; la législation actuelle s'efforce de satisfaire aux besoins nouvellement ressentis, et de parer aux dangers que la précédente n'avait pas même pu soupçonner.

Mais elle est loin de donner satisfaction définitive à la question du régime des mines. Les transformations économiques deviennent aujourd'hui de plus en plus rapides et les lois vieillissent vite. On peut même concevoir, dès à présent, que dans cette question de la propriété minière, de nouvelles solutions, qui soulèvent encore à l'heure actuelle de violentes protestations, rencontreront des résistances de moins en moins vigoureuses et finiront par s'imposer. Aussi veut-on s'abstenir de juger si les idées directrices différentes qui dominent ces lois conçues à un demi-siècle de distance sont en elles-mêmes préférables les unes aux autres. On se bornera à marquer le but que chacune d'elles poursuivait et les besoins auxquels elles voulaient donner satisfaction.

Mais cette étude des lois récentes présentées par le gouvernement prussien en matière de mines et des tentatives qu'il a faites pour accroître son influence sur le marché minier ne peut être comprise que si l'on a exposé tout d'abord la législation antérieure, en l'espèce la loi générale sur les mines de 1865, et les transformations profondes qui,

depuis lors, se sont produites au sein du marché minier allemand.

Aussi, a-t-on cru devoir présenter d'abord l'une et l'autre questions, et l'histoire du Syndicat Rhénan-Westphalien dominera, comme il convient, la seconde. On traitera ensuite des tentatives faites par le gouvernement prussien pour accroître son domaine minier, et l'action connue sous le nom « d'Hiberain-Affaire » donnera lieu à un assez long développement. C'est qu'elle apparaît d'autant plus intéressante que les obstacles infinis auxquels s'est heurté le gouvernement prussien se retrouveraient, semble-t-il, dans toute action de ce genre entreprise par un gouvernement quelconque dans le but d'une étatisation partielle ou générale ; c'est qu'enfin les discussions dont elle a été l'objet ont mis de nouveau à l'ordre du jour la question si grave et si complexe de la nationalisation des mines.

On étudiera ensuite le projet de loi présenté par le gouvernement prussien pour parer à l'abandon des mines par leurs propriétaires et à la cessation des exploitations, projet dont il ne put obtenir le vote par la Chambre des Seigneurs. Enfin, on exposera la loi provisoire due à l'initiative du député Gamp, qui n'était qu'une sorte de prologue à la modification générale de la loi de 1865 par la loi définitive que viennent de voter, au mois de juin 1907, les Chambres prussiennes.

Dans un dernier chapitre, on dira quelques mots des mines de potasse. L'importance énorme qu'elles ont prise dans la vie économique et qu'elles sont appelées à développer de jour en jour, le monopole dont jouit la Prusse à cet égard, expliquent qu'on donne à cette question un développement spécial (1).

1. Il ne sera question dans cette thèse des questions ouvrières qu'en tant qu'elles aient pu influencer soit la législation de la propriété minière, soit la politique gouvernementale.

CHAPITRE PREMIER

LA PRODUCTION MINIÈRE PRUSSIENNE

Avant d'entreprendre l'étude qui fait l'objet de cette thèse, il semble utile, pour montrer l'importance capitale que doit avoir pour la Prusse et l'Allemagne tout entière la législation minière et toute modification qui y est apportée, d'indiquer brièvement la richesse minérale du sous-sol prussien, et de marquer par quelques statistiques le développement de la production minière allemande et la place qu'elle occupe par rapport à la production mondiale.

La Prusse possède des gisements houillers d'une richesse infinie. Quatre bassins principaux se partagent la presque totalité de la production houillère : Basse-Silésie, Haute-Silésie, bassin de la Sarre, bassin Rhénan-Westphalien. Des gisements houillers nouvellement découverts, dont des sondages récents ont manifesté la richesse, assurent à la Prusse des

réserves de charbon pour de nombreux siècles encore (1).

Production des houillères prussiennes

Années	Tonnes
1892	65.442.558
1893	69.659.844
1894	70.643.979
1895	72.621.509
1896	78.993.655
1897	84.253.393
1898	89.573.528
1899	94.740.829
1900	101.966.158
1901	101.203.807
1902	100.115.315
1903	108.780.155
1904	112.755.622
1905	112.229.916
1906	128.287.911

1. C'est particulièrement dans les régions du Nord de la Westphalie et dans le Bas-Rhin que de nouveaux terrains houillers ont été découverts. Des sondages prouvaient également l'existence en Alsace-Lorraine de très importants gisements salifères et de terrains riches en minerai de fer.

Tableau de la production des principaux bassins exprimés en tonnes

	Ruhr	Soit o/o de la production totale	Syndicat Westphalien	Soit o/o de la production totale	Mines fiscales de La Sarre	Soit o/o de la production totale	Haute-Silésie	Soit o/o de la production totale
1892	36.969.549	56.30	33.539.230	49.57	6.258.890	9.56	16.437.489	25.12
1893	38.702.999	57.20	35.044.225	49.61	5.883.177	8.70	17.109.736	25.27
1894	40.734.027	57.66	35.347.730	48.67	6.591.862	9.33	17.204.272	24.35
1895	41.277.921	57.47	38.916.112	49.26	6.886.098	9.48	18.066.401	24.88
1896	45.008.660	56.98	42.195.352	50.08	7.705.071	9.75	19.613.189	24.83
1897	48.519.899	57.59	44.865.536	50.09	8.258.404	9.80	20.627.961	24.48
1898	51.306.296	57.28	48.024.014	50.69	8.768.562	9.19	22.439.707	25.11
1899	55.072.422	58.13	52.080.898	51.08	9.025.071	9.53	23.470.095	24.77
1900	60.119.370	58.96	50.411.926	49.81	9.397.253	9.22	24.329.284	24.35
1901	59.006.609	58.30	48.609.645	48.55	9.376.023	9.26	25.265.147	23.23
1902	58.626.580	58.56	53.822.137	49.48	9.473.666	9.48	25.426.493	22.55
1903	65.433.452	60.15	67.255.901	59.65	10.067.338	9.25	27.014.908	23.91
1904	65.455.778	60.71	65.382.522	57.86	10.364.776	9.19	29.659.656	23.12
1905	66.706.674	59.90	76.631.431	59.73	10.637.502	9.41		
1906	78.280.645	61.02			10.131.381	8.68		

La production totale de l'Allemagne était en millions de tonnes :

Années	Houille	Lignite
1850	5,2	1,5
1860	12,4	4,4
1870	26,4	7,6
1875	37,4	10,4
1880	47	12,1
1885	58,3	15,6
1887	60,3	
1891	73,7	(1)

A partir de 1899, elle était de :

Années	Houille	Lignite
1899	101.739.753	34.204.666
1900	109.290.237	40.498.019
1901	108.539.444	44.479.970
1902	107.473.933	43.126.281
1903	116.637.765	45.819.488
1904	120.815.503	48.635.080
1905	121.298.107	51.512.062
1906	136.479.885	56.235.189 (2)

La production des principaux pays possédant des mines de houille était en 1905 :

1. Adolf. Arndt. *Bergbau und Bergbaupolitik.*, 1894, p. 20.
2. Comité des houillères de France, circulaire 3.327.

Etats-Unis	651.454.088	tonnes
Angleterre.....	239.918.239	—
Allemagne	173.810.669	—
France.....	35.927.704	—
Autriche.....	32.454.004	—
Belgique.....	22.775.280	(1)

Ce qui classe l'Allemagne au troisième rang. On peut se rendre compte, d'après les tableaux précédents, que la Prusse fournit à l'Allemagne la presque totalité de sa production houillère avec 128 millions 287.911 tonnes en 1906 sur une production totale de 136 millions 479.885 tonnes.

Il est intéressant de noter la part que prend l'Etat dans cette production.

Elle ressort du tableau suivant :

ANNÉE 1905

	Production totale en millions de tonnes	Production des mines de l'Etat
	—	—
Haute-Silésie.....	27,	5,4
Westphalie.....	66,7	0,7
Saar.....	13,2	10,9

On voit que si, dans la Saar, l'Etat possède la presque totalité de la production, déjà bien plus faible

en Silésie, celle-ci devient presque nulle en Westphalie.

Enfin, l'exportation de houille allemande était

en 1899 de	13.943.174	tonnes
— 1900 —	15.175.805	—
— 1901 —	15.266.267	—
— 1902 —	16.101.141	—
— 1903 —	17.389.934	—
— 1904 —	17.996.726	—
— 1905 —	18.156.998	—

Et l'importation de :

en 1899.....	6.220.489	tonnes
— 1900.....	7.386.049	—
— 1901.....	6.297.389	—
— 1902.....	6.425.658	—
— 1903.....	6.766.513	—
— 1904.....	7.299.042	—
— 1905.....	9.399.693	— (1).

Ces différents tableaux nous ont montré le développement rapide de la production houillère en Prusse et en Allemagne. La houille noire devant rester, pour longtemps encore, malgré l'utilisation chaque jour multipliée de sa rivale « la houille blanche », un facteur indispensable de tout développement industriel, ses mines mettent la Prusse dans un état de supériorité évidente sur la plupart des États européens.

1. Glüchauf, 14 juillet 1906, p. 912.

Après la houille, les gisements immenses de sels de potasse que possède la Prusse autour de Stassfurt, de Erfurt et dans le Hanovre, et dont elle a pour ainsi dire le monopole mondial, puisqu'elle fournit environ 95 o/o de la consommation totale universelle, assurent à son agriculture et à son commerce des ressources immenses.

Enfin, la Prusse possède également des mines de fer, de zinc, de plomb, de cuivre, de cobalt, de nickel, d'antimoine et même d'argent et d'or. Voici le tableau de la production générale minière de la Prusse en 1905 et de sa valeur exprimée en marks :

Production minière de la Prusse en 1905

	Tonnes	Valeur en Marks
Houille	113.000.657	961.560.890
Lignite.....	44.148.751	98.801.949
Asphalte.....	28.872	275.575
Pétrole.....	57.741	4.044.503
Sel gemme.....	436.942	2.198.785
Kaïnite	1.580.530	22.312.827
Autres sels de potasse.	1.734.033	16.909.975
Sulf. de magnésie....	338	2.106
Boracite.....	151	24.268
Fer.....	4.130.210	31.857.999
Zinc	727.104	47.525.309
Plomb	138.928	15.163.276
Cuivre	769.381	23.130.600
Argent et or.....	4	10.828
Cobalt	22	2.378
Nickel	10.432	208.926
Arsenic.....	4.022	378.258
Manganèse.....	51.048	592.152
Pyrites.....	174.661	1.356.721
Vitriol et Alun.....	97	583
Total.....	166.993.905	1.226.337.928 (1)

1. Glückauf, 11 août 1906, p. 1050.

Notons ce que le fisc Prussien exploitait en 1905 :

Mines de houille	21
— de lignite.....	6
— de fer.....	2
Plomb, zinc, cuivre et argent.....	5
Sels de Potasse et Salines	4
Total.....	38 (1)

Les mines de l'Etat Prussien lui ont procuré pour les exercices de 1903-1904-1905 un revenu net :

		Valeur exprimée en millions de Marks
en 1903	de	24,8
— 1904	de	19,3
— 1905	de	18,6

Les recettes totales de l'Etat Prussien pour la même période étaient de :

en 1903	de	453,5
— 1904	de	542,6
— 1905	de	570,4 (2)

On voit l'importance que prend dans la balance du

1. Exposé du ministre du commerce Prussien à la Chambre des députés. En 1899, la Prusse comptait 276 mines de houille, 112 de lignite, 486 de fer, 163 de plomb, 37 de cuivre, 65 de zinc, 3 de nickel, 23 de manganèse, 2 d'or et d'argent, 6 de pyrites de fer, 3 d'asphalte.

2. A Plate. *Das Preussische Abgeordnetenhaus Sessions-bericht* 1904-1905. p. 82

budget prussien le revenu des mines appartenant à l'Etat.

■
* *

Les statistiques exposées ci-dessus marquent la place capitale occupée par l'industrie minière dans la vie économique du peuple allemand. Elle est la base de sa prospérité industrielle générale. Tout développement ou tout ralentissement dans la production des mines a sa répercussion immédiate sur la prospérité du pays. Les crises du marché minier se font douloureusement sentir non seulement dans les milieux industriels mais encore dans l'organisme social tout entier. Aussi, comprend-on que la législation minière ait en Prusse une importance capitale, et que le gouvernement veille à assurer avec un soin jaloux par toute mesure qu'il peut croire nécessaire la prospérité de cette branche de la production. Mais justement parce que la question minière domine et pour ainsi dire englobe presque toutes les autres questions économiques, parce que de brûlantes questions politiques en dépendent, on comprend les difficultés que peuvent rencontrer devant tant d'intérêts opposés, souvent groupés en coalition formidable, les mesures qui tendent à la satisfaction de l'intérêt général de la nation.

CHAPITRE II

LA LOI DE 1865.

Si le but que doit poursuivre toute législation minière « est d'assimiler la propriété des mines, en tant que la nature des choses le comporte, à la propriété pleine et entière du droit commun, en assurant à l'exploitation des mines la même liberté technique et économique qu'à tout industriel ou agriculteur » (1), la loi prussienne de 1865 « qui a érigé la complète liberté et l'absolue indépendance de l'industrie des mines, la *Bergbaufreiheit*, entendue à tous les points de vue dans son sens le plus large » (2) doit se rapprocher de l'excellence. Il est en effet peu de lois sur les mines qui soient plus libérales.

C'est qu'elle est l'expression d'un mouvement de réaction contre le fameux principe de direction

1. Aguillon. *Législation des mines françaises et étrangères*. Préface, p. IX.

2. Aguillon. *Op. cit.*

« Directions prinzip » qui, depuis plusieurs siècles, dominait la politique minière et s'était montré impuissant à assurer la prospérité des mines.

*
* *

Il semble bien que, de tout temps, en Allemagne, différents minerais — métaux et sels — ne furent jamais considérés, ni comme faisant partie de la propriété du fonds, ni comme *res nullius* susceptibles de libre appropriation, mais que l'Etat était nécessairement la source de tout droit sur ces minéraux (1). Quoi qu'il en soit, avant 1865, le principe du droit régalien dominait la législation allemande. — Par droit régalien minier, il faut entendre ce droit dont l'Etat jouit seul, à l'exclusion de tout autre, même du propriétaire de la superficie, de disposer de certains minéraux.

Ce droit, jadis exercé par le roi seul, peut-être concédé à ses vasseaux.

La Bulle d'Or, « ce triste compromis où les seigneurs territoriaux se tiraient au sort la robe de la nation allemande », et où s'affirma le principe de la régimité des mines nous en donne un exemple.

Le « Bergregal » ne signifie pas que le possesseur du droit régalien exploite seul les mines, mais que personne ne les peut exploiter si ce droit ne lui est

1. Adolphe Arntd. *Op. cit.*, p. 27 et suiv.

pas conféré par le possesseur du droit régalien. Le fait de légiférer en matière de mines, de percevoir sur elles un impôt spécial ou d'édicter des règlements de police, n'implique pas l'exercice d'un droit régalien ; ces attributions sont des conséquences du droit de souveraineté.

En général, le droit du possesseur du « Bergregal » ne s'exerçait pas arbitrairement. Les particuliers recevaient la faculté d'exploiter quand ils avaient rempli certaines conditions prévues par la loi. La recherche du minerai ne pouvait être entreprise qu'après autorisation.

Le premier inventeur d'un gisement du minerai soumis au droit régalien avait le droit d'obtenir une concession de l'Etat (*Verleihung*), s'il en avait adressé la demande (*Mutung*) dans un délai déterminé. Le concessionnaire ne pouvait arbitrairement cesser son exploitation sous peine d'être déchu de son droit.

Mais ce qui caractérisait particulièrement le régime minier avant la loi de 1865, c'était la constante intervention de l'Etat dans la direction de la mine. La gestion était remise de la façon la plus complète dans la main des autorités minières nommées par l'Etat. Celles-ci fixaient discrétionnairement la direction de la conduite des travaux, la production annuelle, les prix de vente. Les propriétaires étaient à peine consultés. Cette substitution de l'adminis-

tration aux particuliers se comprenait d'ailleurs, étant donné l'impôt prélevé par l'Etat sur le revenu des mines, impôt qui s'élevait parfois à 14 ou 16 o/o de la valeur de la production. Dans ces conditions, il fallait nécessairement, pour que l'exploitation fût rémunératrice, établir un cours artificiel des prix (1).

C'est cette constante intervention de l'Etat dans la direction de l'exploitation des mines qui a reçu le nom de *Directionsprincip*.

Sous un tel régime, l'industrie minière languissait. Les impôts extrêmement lourds qui pesaient sur elle ne laissaient place à aucun bénéfice suffisamment rémunérateur pour attirer les capitaux. D'autre part, la possibilité d'un retrait de la concession sans indemnité ne laissait aucune sécurité au propriétaire de la mine, si toutefois, on peut appeler droit de propriété, ce droit du concessionnaire sur sa mine ; droit si mutilé, qu'il semble bien n'être que celui d'un détenteur précaire, le véritable droit de propriété étant resté à l'Etat.

Enfin, cette tutelle minutieuse préjudiciait extrêmement à l'économie générale du pays, l'Etat s'efforçant de maintenir un cours élevé des prix pour s'assurer une rentrée satisfaisante des impôts, sans se soucier d'augmenter la production dans l'intérêt général des consommateurs (2).

1. Aguilon, *op. cit.*

2. Une circulaire du gouvernement du 26 mai 1783, ordonne

*
* *

Le but de la loi de 1865 était donc de créer une propriété minière assurée contre les empiétements de la bureaucratie, de la rendre suffisamment indépendante et rémunératrice pour attirer vers elle les capitaux sans lesquels l'industrie minière ne pouvait que végéter (1).

Pour atteindre ce résultat, le principe du droit régalien de l'Etat fut abandonné, la liberté d'exploitation des mines fut entendue dans le sens le plus large et les impôts considérablement diminués.

On conserve de l'ancienne loi le principe de la séparation absolue entre la propriété du tréfonds et celle de la surface. Les matières minérales sont

« de ne commencer l'exploitation d'une nouvelle mine que quand le manque de houille se fera manifestement sentir ».

1. L'exploitation des mines, à moins qu'elle ne se limite à la surface du sol, a toujours pris la forme de grande entreprise capitaliste dans ses périodes d'activité et de progrès. Les mines du Harz, comme celles de Mansfeld, dépendaient des associations capitalistes puissantes de Magdebourg. Leipzig et du Brandebourg ; celles du Tyrol et de Hongrie, des riches marchands de Prague et de Breslau. Viennent des temps troublés, les capitalistes retirent leur argent et les mines disparaissent. Après la guerre de Trente ans, les ruines accumulées ne permettent pas pendant longtemps aux capitaux privés de se reconstituer et les efforts de l'Etat qui devient fournisseur d'argent ne peuvent donner aux mines l'impulsion nécessaire.

retirées à la libre disposition du propriétaire du fonds, en ce sens qu'il n'aura jamais aucun droit à faire valoir sur elles à ce titre. L'éparpillement toujours plus accentué de la propriété foncière, la profondeur des fosses augmentant chaque jour et entraînant l'extension de leur champ d'exploitation, telles sont les principales raisons techniques et économiques qui, en dehors des pures conceptions juridiques sur le droit du propriétaire du sol, imposaient impérieusement une telle solution. La recherche des matières minérales est donc libre, sans distinguer si l'on est ou non propriétaire du sol ou autorisé par lui ; le droit exclusif de les exploiter est acquis à l'inventeur ou à celui qui, par suite de la priorité de la demande, est assimilé à l'inventeur. Cependant une indemnité est due au propriétaire, en raison des travaux de recherche entrepris sans qu'il puisse s'opposer à ces travaux.

La nouvelle loi fait complètement abstraction de l'ancien droit régalien de l'Etat, mais les seigneurs territoriaux (Landesherrn) qui possèdent des droits régaliens, les conservent : question d'indemnité trop considérable et d'influence. On estime que, par rapport aux mines, les droits généraux de souveraineté de l'Etat suffisent absolument. Un droit de propriété de l'Etat sur tous les minéraux est expressément écarté. Leur exploitation dépendra de l'autorisation donnée par l'Etat en tant que suzerain (Verleihung). Ce droit de l'Etat de concéder

des mines dérive de son droit de police générale ainsi que, d'ailleurs, son droit de surveiller les mines dans un intérêt économique et social⁽¹⁾. Il faut bien remarquer que « la concession n'est en aucune façon une vente, car l'Etat, ayant abandonné son droit régalien, ne peut concéder un droit d'occupation qu'il n'a pas lui-même. La concession est bien plutôt l'exercice du droit de souveraineté de l'Etat (*Hoheitsrecht*), c'est-à-dire du droit de surveillance et de réglementation de l'établissement et de l'exercice de la propriété minière. » (2).

La propriété minière, qui a pour source la concession de l'Etat, est considérée comme propriété immobilière, et, comme telle, inscrite au livre foncier, (*Grundbuch*). Elle donne au concessionnaire le droit d'exploiter les minéraux énumérés dans l'acte de concession et compris dans un certain périmètre : « C'est la propriété d'un droit et non d'une chose que la propriété minière : droit à l'acquisition des minéraux concédés. Il est juridiquement possible de donner à des droits réels les conséquences de la propriété, mais ce ne sera pas la propriété » (3). Aussi,

1. Eberhardt Gothein. *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozial politik*. 1905. p. 417 et suiv.

2. Turnau. *Das Bergwerkseigentum. Zeitschrift für Bergrecht*. Bd. XVIII.

3. E. Gothein. *Archiv. für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1905, p. 417 et suiv.

certain auteurs, devant la nature particulière du droit du concessionnaire de la mine et devant les limitations qu'il reçoit, pensent-ils que ce mot de Bergwerhseigentum (propriété minière) ne devrait pas être employé (1).

D'autres pensent que si le mot Bergwerkseigentum ne correspond pas au système de la propriété entière du Code civil, cependant il n'y a pas de motif suffisant pour s'écarter de la terminologie courante (2). Quoi qu'il en soit de ces discussions peut-être un peu oiseuses, les droits du concessionnaire sont largement étendus et assouplis par la nouvelle loi.

L'institution de cette propriété suit des règles fixes, sans que l'appréciation de l'Administration ait à intervenir. L'explorateur doit simplement faire la preuve qu'il est le premier à avoir rencontré le gisement dont il demande la concession ; il n'a nul besoin d'en prouver l'exploitabilité. Quand un explorateur a rencontré un gisement, il en fait part à l'Administration minière, pour que celle-ci constate officiellement la découverte. Puis il adresse une demande de concession (Mutung). Cette Mutung lui assure à partir de sa date un droit de priorité, grâce auquel il se

1. Gerber. *Deutsches Privatrecht*, p. 264.

2. Klostermann. *Allgemeines Berggesetz für die dreussischen Staaten von*, 24 juin 1865. 1896, p. 23.

verra protégé contre toute demande ultérieure, dans le périmètre qu'il devra fixer dans un délai de six semaines à compter de sa Mutung. Ce périmètre, que le demandeur en concession (Muter) délimite et oriente à son choix, doit comprendre le point où a lieu le sondage; sa superficie doit être telle que deux points du périmètre ne soient pas éloignés de plus de 4184 m. 50 l'un de l'autre. Mais ce plan n'est que provisoire, il peut le modifier. Enfin, quand il plaira au Muter, il adressera à l'administration une demande définitive, qui se terminera par la Verleihung qui instituera le requérant propriétaire du périmètre minier qui sera nécessairement celui réclamé par lui, à moins que d'autres demandeurs ne soient parvenus à prouver des droits antérieurs.

Dans les cercles de Siegen et de Olpe, et dans ceux d'Altenkirchen et de Neuwied, la superficie maxima d'une concession obtenue en raison d'un sondage est de 25.000 quadratlachtern. Pour le reste de la Prusse, elle est de 500.000 (1).

La consolidation des mines, c'est-à-dire la réunion de plusieurs mines faisant disparaître leur entité juridique en les groupant sous une direction unique, ne peut être refusée que s'il n'y a pas contiguïté entre ces mines ou si des motifs d'intérêt public s'y

1. 25.000 quadratlachter = 109.450 quadratmeter.
500.000 — = 2.189.000 —

opposent. La réunion des mines laissant à chacune d'elles leur personnalité juridique distincte et leur administration particulière, est permise sans aucune autorisation.

Le paragraphe 196 de la loi énumère limitativement les objets qui rentrent dans la police administrative des mines et sur lesquels l'Etat possède un droit tout particulier de surveillance : 1° La sûreté des travaux ; 2° protection de la vie et de la santé des ouvriers ; 3° protection de la surface dans l'intérêt de la sûreté des personnes et de l'intérêt public ; 4° protection contre les faits d'exploitation qui pourraient être dommageables à la chose publique.

On voit, qu'en comparaison du régime antérieur, où l'administration minière s'ingérait dans les moindres détails de l'exploitation, le régime actuel ne laisse à l'Etat qu'un droit de surveillance de haute police absolument normal, étant donnés les dangers tout particuliers que peut faire courir aux ouvriers et aux propriétés de la surface l'exploitation des mines.

Mais, il semble bien que l'Etat ne peut borner à cela son rôle de surveillance, et que des raisons économiques puissantes lui donnent le droit de prononcer la déchéance des propriétaires de mines qui abandonneraient, sans motifs suffisants, leur entreprise en exploitation. Mais, d'autre part, menacer les concessionnaires de mines de déchéance, leur faire

craindre tous les dangers d'une exploitation forcée, c'est effrayer les capitaux, les détourner des entreprises minières.

Aussi la législation prussienne, dans l'article 65 de la loi, plus restreint que notre article 69, puisqu'il ne prévoit pas le cas où l'exploitation est seulement réduite, a-t-il soin d'exiger « des motifs impérieux » d'intérêt public, pour que la déchéance soit possible et, par là, il faut entendre le manque de houille dans toute une région. A cela, ajoutez une procédure d'adjudication extrêmement compliquée ; et l'on comprendra que, comme l'a dit un commentateur de la loi, cet article était dans les mains du gouvernement une épée sans tranchant, et que jamais on n'ait pu lui donner une application pratique.

*
* *

Telle est, esquissée dans ses grands traits, la loi de 1865. Elle peut être considérée comme l'œuvre la plus ferme et la plus claire de l'école libérale. De la liberté de recherche, de la liberté d'exploitation, de la liberté de concurrence, les partisans de cette école attendaient les meilleurs résultats. La liberté de recherche et la concession accordée à celui qui, le premier, découvrirait un nouveau gisement, devaient aiguillonner l'esprit d'entreprise des chercheurs audacieux, multiplier les sondages, provoquer ainsi la découverte de nouveaux gisements.

La consolidation de la propriété minière, la liberté d'exploitation, le rôle effacé de l'État qui se cantonne dans un rôle de haut policier, devaient rendre confiance aux capitaux, les attirer vers l'industrie minière, lui assurer un développement rapide.

La liberté de la concurrence, enfin, devait mettre à la disposition des consommateurs les produits des mines à des prix modérés et donner ainsi aux industries tributaires des mines la possibilité d'augmenter leur production et leur nombre.

Ces prévisions de l'école libérale se sont en partie réalisées, et, sans aller jusqu'à prétendre que le développement des mines allemandes, l'augmentation énorme de leur production et, par suite, l'état en général si satisfaisant et les progrès rapides de l'industrie métallurgique allemande, sont les conséquences de cette loi, on peut penser qu'ils lui en sont en partie redevables. Les capitaux, rassurés par la loi nouvelle, ne furent plus marchandés aux mines, et, même aux époques de stagnation économique, ne lui ont plus jamais manqué. Grâce à eux, l'industrie minière a pu vaillamment supporter les moments de crise et aux demandes croissantes de l'industrie allemande et de la population sans cesse accrue répondre par un nouvel élan de production. Enfin, grâce aux exploitations prospères on voyait des procédés techniques de plus en plus perfectionnés donner un rendement plus élevé et faciliter une

mise en valeur plus méthodique des richesses souterraines.

Les auteurs de la loi de 1865 ne pouvaient prévoir d'autre part les modifications profondes qui, peu à peu, devaient donner au marché minier un aspect si différent. On ne peut leur reprocher de n'avoir pas soupçonné la formation de puissantes sociétés par actions, la concentration capitaliste qui devait aboutir à la création des cartels et à la naissance de puissantes sociétés de sondages. Ils ont fait œuvre utile pour un certain laps de temps, et c'est tout ce que l'on est en droit de leur demander. Mais ce n'est pas parce que la solution imaginée par eux a pu rendre des services appréciables que l'on doit y voir une formule définitive.

Les transformations économiques survenues depuis le vote de la loi devaient nécessairement imposer de nouvelles mesures et l'Etat allait se voir obligé de se départir du rôle effacé qu'il s'était réservé.

CHAPITRE III

TRANSFORMATION DU MARCHÉ MINIER ENTRE 1865 ET 1904

La formation et le développement du syndicat Rhénan-Westphalien

On a vu précédemment l'importance si considérable des mines de houille prussiennes. Du rôle capital joué par la houille dans l'industrie, des multiples et impérieux besoins qu'elle est appelée à satisfaire, il résulte que dans les pays à gisements houillers considérables, c'est presque exclusivement de ce minéral dont on se préoccupe, quand il est question d'édifier ou de modifier une loi minière. Il en est ainsi pour la Prusse, et c'est à raison principalement d'événements survenus dans le marché houiller, et tout particulièrement dans le bassin Rhénan-Westphalien, ce grand producteur de la houille en Allema-

gne (1), que le gouvernement prussien s'est vu contraint d'intervenir, et de présenter des projets de loi modificatifs de la loi générale prussienne de 1865.

La caractéristique du mouvement industriel moderne semble bien être la concentration des entreprises. Les progrès incessants de la technique industrielle, la mobilisation des capitaux assurés par les sociétés par actions, les moyens de communication de plus en plus rapides et de moins en moins coûteux créant une concurrence non plus provinciale ni

1. La Westphalie, quoique ne couvrant que 1/150 de la superficie totale de l'Allemagne, possède 1/18 de sa population et fournit aux chemins de fer allemands 1/4 du tonnage de l'empire. La prospérité de cette région est due au développement de l'industrie houillère.

En 1840 l'extraction était de 1.000.000 de tonnes.

« 1902	«	58.000.000	»
--------	---	------------	---

Le nombre des ouvriers mineurs

en 1840	était de	9.000
---------	----------	-------

« 1902	«	244.000
--------	---	---------

D'après une évaluation du directeur des Mines de Bochum, P. Schulty, on aurait reconnu jusqu'à présent :

Jusqu'à 1.000 m.	29 milliards de tonnes
------------------	------------------------

de 1.000 à 1.500	25 »
------------------	------

au-dessous.....	75 »
-----------------	------

Total.....	129
------------	-----

En admettant une production annuelle de 100 millions de tonnes les richesses reconnues jusqu'à mille mètres suffiraient pour 300 ans et les richesses totales pour 600, même si on doublait la production annuelle.

(Houillères de France, 18 juillet 1904. Circ., 2.701)

même nationale mais bien mondiale, en sont les facteurs les plus importants.

L'industrie minière ne devait pas être la dernière à entrer dans cette voie. L'importance des travaux nécessaires à la mise en valeur d'un gisement houiller, la quantité de capitaux qui doivent s'y employer, le temps souvent très long où pendant le forage des puits et l'organisation de l'exploitation ces capitaux restent improductifs, ne peuvent permettre qu'à de puissantes sociétés une exploitation méthodique et rémunératrice des richesses minérales.

Tandis qu'une entreprise de médiocre importance ne peut avec des puits peu profonds qu'atteindre les couches supérieures des gisements, des entreprises mieux outillées permettent l'exploitation des couches minérales à de grandes profondeurs et assurent ainsi une mise en valeur plus productive des richesses souterraines.

D'autre part, un certain espace de terrain devant être laissé entre chaque mine pour éviter la confusion des galeries et les accidents possibles, la multiplicité des entreprises augmente le gaspillage des minéraux.

Enfin, les grandes exploitations minières possédant tous les avantages des entreprises puissantes : réduction des frais généraux, technique plus perfectionnée, aptitude plus grande à supporter les crises

économiques, s'assurent une évidente supériorité sur les petites exploitations.

La loi de 1865 laissant aux mines prussiennes toute liberté de consolidation et de réunion, on vit peu à peu se dessiner un mouvement de concentration résultant de la disparition progressive des petites entreprises absorbées par leurs puissantes voisines, mouvement qui devait dans ces dernières années s'accroître rapidement. Le développement des sociétés par actions ne devait d'ailleurs qu'accroître ce mouvement.

Mais ce n'est pas seulement par la formation de puissantes compagnies houillères que devait se manifester ce mouvement de concentration.

Les partisans de l'école libérale attendent de la liberté de la concurrence les résultats les plus favorables. Ils espèrent voir surgir des luttes terribles qu'elle engendre et des ruines qu'elle accumule une ère de prospérité générale. « Par la multiplication des produits, par la pénétration mutuelle des marchés, le mouvement économique moderne conduisait à des abaissements de prix et à des réductions de profit pour le monde patronal. « Une sorte d'expropriation lente s'effectue, une évolution lente dont sont bénéficiaires les couches profondes de la démocratie... Une lutte à la fois hardie et singulière a été entamée contre ce progrès. » (1).

1. Georges Villain. *La politique des syndicats. Le fer, la*

Il est assez malaisé de se rendre compte si un régime de libre concurrence absolue donnerait un résultat aussi favorable que celui rêvé par ses partisans, car les luttes de la concurrence entraînèrent, dès qu'elles se développèrent sur un domaine un peu vaste et entre des adversaires assez puissants, des inconvénients tels que gouvernements et particuliers s'efforcèrent de les limiter par des séries de mesures qui ont rejeté, semble-t-il, le moment où s'épanouira de par le monde la concurrence universelle dans un devenir assez problématique.

Quoi qu'il en soit, avec le développement de ses voies ferrées et ses entreprises minières, la Prusse, voyait le déchaînement d'une concurrence sans limite jeter le désordre dans le marché des valeurs de chemins de fer, ruiner les compagnies, semer ainsi le désordre dans la vie économique générale de la nation, et obliger l'Etat à un rachat que la baisse des actions permettait d'ailleurs à un taux très avantageux, et bouleverser également le monde minier en produisant des crises qui pouvaient compromettre la prospérité industrielle du pays.

La lutte acharnée que soutenaient en effet entre elles les compagnies minières avait les conséquences les plus déplorables.

houille et la métallurgie à la fin du XIX^e siècle. Préface de Paul Delombre, p. 7 et suiv. Paris. Armand Colin, 1901.

Des oscillations de prix énormes, des crises de surproduction obligeaient les mines à ralentir ou à cesser momentanément leur exploitation, plongeant ainsi dans la misère les nombreux ouvriers congédiés ; une exploitation abusive des richesses minérales, des hausses ou des baisses brusques des valeurs minières perturbant le marché, une extrême difficulté en raison du défaut d'entente à lutter contre la concurrence étrangère : telles étaient les conséquences funestes d'une concurrence sans frein.

Aussi, l'idée d'une entente entre les producteurs, recommandée et bientôt répandue en Allemagne avec succès par des économistes et des philosophes, entente qui aurait pour but d'atténuer autant que possible ces crises économiques, et de permettre aux producteurs nationaux de lutter contre l'importation étrangère, devait bientôt se faire jour. Et c'est en Prusse, où l'esprit de discipline est si fortement établi, que ces sortes d'entente devaient trouver le terrain le plus favorable pour naître et se développer.

Aussi, vit-on bientôt, à l'abri des barrières douanières, se former dans toutes les branches de l'industrie une multitude de cartels.

Dès 1877, on voit se former en Westphalie un premier *consortium* entre différentes mines dans le but de trouver des débouchés extérieurs à la production minérale allemande et d'obtenir du gouvernement des commandes de charbon, jusque-là acheté

en Angleterre. En 1879, un nouveau *consortium* se forme à Dortmund, dans le but de déterminer les prix de vente par une limite conventionnelle de la production. D'autres ententes suivirent, mais toutes furent éphémères. Elles ne réunissaient pas un assez grand nombre d'adhérents (1), ou manquaient de cohésion. C'est en 1893 seulement, après de longs pourparlers, qu'une entente définitive réunit, sous le nom de Syndicat rhénan Westphalien, l'immense majorité des producteurs de houille, bouleversant ainsi toutes les conditions de la concurrence, et jetant la base d'une puissance économique qui, se développant chaque année davantage, devait devenir assez forte pour entrer victorieusement en lutte avec l'Etat.

Toutes les mines affiliées aux cartels, s'engageaient à vendre au syndicat, constitué sous forme de société par actions, la totalité de leur production, à l'exception toutefois de la houille nécessaire à leur consommation personnelle et à celle de leurs ouvriers. Afin d'éviter toute crise de surproduction, et pour maintenir les prix à un taux raisonnable, procurant aux mines participantes un bénéfice suffisant, la quote-part de chacune d'elles dans la production totale

1. On a remarqué que pour un produit donné, ces sortes d'entente ne peuvent avoir des chances de succès qu'en groupant au moins 90 o/o des producteurs.

était fixée d'après certaines règles à un taux de participation théorique qu'elle ne pouvait dépasser, et qui pouvait d'ailleurs être réduit, suivant l'état du marché.

Le syndicat se chargeait de répartir sur le marché la totalité des produits qui lui étaient fournis. Il fallait considérer trois sortes de prix : les prix étalons, le prix de prise en charge et le prix de vente. Les prix étalons constituaient la limite au-dessous de laquelle le cartel ne pouvait vendre ; ce sont les prix considérés comme normaux, dans une période économique donnée, pour un produit de qualité normale.

C'est d'après les prix étalons que sont calculés les prix de prise en charge et de vente ; les premiers sont les prix d'achat du cartel au producteur, les seconds, les prix de vente du cartel au consommateur. Il est possible que le prix de prise en charge excède le prix de vente : le cartel se couvre alors de la perte qu'il subit au moyen de retenues proportionnelles effectuées sur les comptes créditeurs de ses membres. C'est au moyen de ces retenues qu'il pourvoit également à ses frais généraux.

*
* *

Quelle allait être l'attitude du gouvernement prussien vis-à-vis de ce puissant organisme ? Elle lui fut franchement favorable, et, pendant longtemps, le

cartel put compter sur l'appui formel ou tacite de l'Etat.

C'est qu'en effet, le gouvernement prussien abandonnant le système libéral, avait évolué vers la politique protectionniste et s'efforçait, en établissant des barrières douanières, et en limitant la concurrence, de favoriser l'industrie nationale.

« L'Etat voyait alors dans le cartel comme un prolongement de la politique protectionniste, une ligue formée par l'industrie nationale pour diminuer autant que possible la concurrence intérieure et la mieux garantir contre la concurrence extérieure. » (1).

Les cartels ayant pour objet de mettre une industrie nationale à l'abri d'une dépression, de lui faire traverser des temps difficiles, étaient assurés de la faveur du gouvernement.

Le gouvernement prussien voyait également dans la formation des cartels la possibilité d'atténuer, par une plus grande régularité de la production, les misères du chômage et de diminuer ainsi les chances des conflits entre patrons et ouvriers.

« On a très bien compris, dans le monde officiel allemand, non seulement l'importance intrinsèque des questions économiques, mais les répercussions

1. André Colliez. *Les coalitions industrielles et commerciales d'aujourd'hui*. Trusts, cartels et corners. Paris, Guillemin et Cie, 1904.

qu'elles ont sur la situation générale d'une nation. C'est à ce point de vue que le gouvernement allemand paraît s'être placé lors de l'évolution dont la constitution des cartels a été une des manifestations les plus caractéristiques. — Il a eu en effet, dès le début, le sentiment très net que les cartels, en maintenant avec le moins d'à-coups possibles l'activité dans les établissements industriels, constitueraient un obstacle, soit aux mécontentements que procure le chômage, soit aux grèves ouvrières. Ils lui apparaissaient comme un moyen non négligeable, en attendant mieux, d'enrayer la propagande socialiste.» (1).

Aussi, dès la constitution définitive du syndicat des houilles (Kohlensyndicat), en 1893, M. de Thielen, ministre des chemins de fer, prit sa défense à la tribune du Parlement contre les attaques dont il était déjà l'objet au Landtag et qui devaient se renouveler chaque année.

* * *

C'est qu'en effet, dès sa fondation, le cartel, comme toutes les ententes de ce genre, ne fut pas accueilli d'enthousiasme par les consommateurs qui comprenaient bien que si ces ententes pouvaient avoir des résultats favorables, ce n'était qu'au prix de lourds

1. *Réforme économique*, 20 mars 1904.

sacrifices qu'ils devaient supporter, et ils pouvaient songer avec inquiétude à l'opinion d'Adam Smith : « Lorsqu'on laisse s'assembler et délibérer les marchands d'un même état, on peut être assuré qu'il se trame quelque chose contre les poches du public. »

La politique du Syndicat Rhénan-Westphalien vint bientôt démontrer que ces craintes n'étaient pas absolument dénuées de fondement. En exerçant un monopole absolu presque sur une région déterminée, le cartel vend ses produits à des prix très élevés dans la zone où il possède ce monopole, à des prix plus bas dans les régions où il est concurrencé par les houilles des autres bassins ou par l'importation étrangère, à des prix extrêmement bas dans les pays étrangers, afin de pouvoir victorieusement concurrencer les producteurs nationaux, garantir ainsi l'écoulement de ses stocks et assurer à la production une certaine régularité. Et la conclusion s'impose aussitôt : ce sont les consommateurs prussiens qui vont, par les prix exagérés auxquels ils sont obligés de payer leur houille, subir les conséquences d'un tel système.

Le syndicat Rhénan-Westphalien, exerçant son monopole dans la partie la plus peuplée et la plus industrielle de l'Allemagne, on conçoit la violence et l'âpreté des attaques dont il devait être l'objet (1).

1. Le syndicat ne peut, il est vrai, élever ses prix au delà du prix maximum où la concurrence des charbons étrangers

Voici donc que sous le régime de liberté institué par la loi de 1865, on voit réapparaître, mais cette fois établi au profit de particuliers, l'ancien système du principe de direction que l'Etat s'était interdit de continuer. La similitude est remarquable en effet entre la politique du cartel rhénan, et la politique autrefois suivie par l'Etat pour la formation des prix.

Même prix uniforme et très élevé naturellement, fixé pour permettre un certain bénéfice aux mines les moins favorisées, même fixation arbitraire de la production pour parer à un abaissement de prix, même discipline exacte et minutieuse (1).

Aussi, nombreux deviennent en Prusse ceux qui, admettant que les nécessités de la concurrence mondiale, la nocivité d'une concurrence sans limite, demandent une organisation rationnelle du marché

au bassin deviendrait possible, mais le coût du transport formant le facteur principal du prix de la houille, les charbons anglais qui seuls pourraient faire aux charbons westphaliens une concurrence sérieuse ne parviennent dans la région westphalienne qu'en quantité insuffisante pour avoir une action quelconque sur les prix. Aucun tarif protecteur ne vient d'ailleurs mettre une barrière à l'importation des charbons étrangers. D'autre part, les autres bassins prussiens étant trop éloignés ou ayant des clients plus rapprochés à satisfaire ne peuvent non plus exercer aucune influence sur le marché westphalien.

1. Eberhard Gothein. *Archiv. fur Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1905, p. 417 et suiv.

dans les branches les plus importantes de la production pensent que : « cette concentration économique nécessaire doit être assurée par l'Etat, que ce rôle lui est particulièrement dévolu » (1).

Cependant, malgré les attaques auxquelles se livraient tous les ans au Landtag les conservateurs agrariens dont M. de Kanitz, était le fougueux porte-parole, attaques où se donnait libre cours l'animosité de ces hauts et puissants seigneurs terriens contre la classe enrichie des propriétaires de mines et des grands industriels Westphaliens, fervents soutiens du parti national libéral ; malgré les plaintes des petits consommateurs, le gouvernement prussien, persuadé que ce puissant cartel, en donnant aux prix une certaine stabilité et en atténuant les crises, en développant l'exploitation et en ouvrant certains marchés étrangers aux houilles allemandes, favorisait l'expansion de l'industrie et du commerce allemands, et servait ainsi la grandeur de l'Allemagne, ne cessait de marquer sa sympathie au syndicat Westphalien, et c'est seulement lorsque ce syndicat lui parut avoir failli à la mission que le gouvernement lui désirait voir remplir, quand sa puissance énormément accrue lui donna l'audace de se poser en adversaire de l'Etat, que celui-ci s'efforça

1. R. von Kienitz. *Zur Verstaatlichung des Kohlenbergbaues*. Stilke. Berlin, 1905.

de parer aux abus qu'un excès de concentration servant seulement à des intérêts particuliers pouvait engendrer (1).

C'est qu'en effet, si le gouvernement allemand encourageait et soutenait le syndicat, si son organisation cadrait avec les théories économiques et interventionnistes en honneur dans les milieux gouvernementaux et philosophiques de l'Allemagne, c'est à la condition essentielle que la consommation n'ait pas trop à souffrir de cette concentration de l'action économique de toutes les houillères dans le grand bassin de Westphalie.

*
* *

Si, jusqu'en 1901, la confiance qu'avait manifestée le gouvernement dans l'action bienfaisante et dans

1. Les sociaux-démocrates n'avaient pas vu non plus d'un bon œil la formation des cartels, et, en 1890, le Congrès de Stuttgart votait une résolution Kautsky, manifestement hostile à leur endroit « considérant que ces associations ont pour rôle d'élever les marchandises au delà de leur cours normal et nuisent ainsi toujours à la masse des consommateurs, en particulier aux ouvriers, et souvent aussi à l'industrie même que l'on dit être favorisée par la protection du travail national mais à laquelle ces associations font payer plus cher les matières premières les plus nécessaires. »

La démocratie socialiste allemande. Edgard Milhaud, 1 vol. in-8. Paris. Félix Alcan.

la modération du syndicat parut assez justifiée, il n'en fut plus de même depuis cette époque, et des causes multiples devaient obliger le gouvernement, tout en se montrant toujours le partisan déterminé de ces sortes d'entente, à parer aux excès auxquels le cartel pouvait se laisser entraîner, et c'est d'abord par des achats de mines, puis par des modifications à la législation minière qu'il devait s'efforcer d'y parvenir.

Pendant la période d'essor qui suivit la formation du syndicat Rhénan-Westphalien, celui-ci, docile aux conseils des théoriciens, ne se laissa pas entraîner à une hausse de prix exagérée (1), et si les prix moyens passaient de 1896 à 1900 de 7 à 10 m. 50, cette progression se manifestait également dans les autres bassins.

C'est alors que survint la fameuse période de disette de houille (Kohlennot). En raison du développement de l'industrie électrique, de la flotte de guerre et de commerce, de la diminution de l'importation anglaise causée par la guerre du Transvaal, un besoin pressant de houille se fit sentir. Résultat : une augmentation énorme des prix, et comme à cette période d'activité industrielle succédait une période

1. *Enquête sur les cartels*, t. I. Déposition Gothein, p. 384, 445, 486.

de dépression économique, les industriels ruinés, la masse des consommateurs obligés de payer extrêmement cher un produit de première nécessité, couvrirent de malédictions le syndicat qu'ils considéraient comme ayant profité de la crise pour grossir ses bénéfices et assurer sa prospérité sur la misère de ses clients.

Si les reproches qu'on lui adressa alors furent un peu exagérés par l'état de surexcitation des esprits, on ne peut cependant nier que la plupart ne fussent fondés. Si, en effet, le cartel ne fut pas la cause unique de la hausse des prix, si les grands marchands de houille profitèrent de la crise, pour augmenter parfois les prix du charbon de 100 o/o, cependant, les agissements du cartel devaient suffire pour mécontenter profondément la région la plus industrielle de l'Allemagne.

Pendant la crise, en effet, le Syndicat Rhénan-Westphalien, se prétendant libéré de ses engagements par un cas de force majeure, réduisit arbitrairement ses livraisons, favorisant tel client, se refusant à fournir tel autre, qui se voyait acculé à la ruine faute de combustible. Et ce traitement inégal des acheteurs devait surexciter au plus haut point l'opinion publique quand on vit, qu'au moment où l'industrie nationale se voyait entravée par le manque de combustible, le Syndicat continuait à servir intégralement

ses clients de l'étranger, et même augmentait ses exportations (1).

Enfin, le syndicat achevait de déchaîner contre lui l'opinion publique par sa politique de fusion des prix. S'il n'augmentait pas en effet ses prix en 1900 dans des proportions exagérées, du moins obligeait-il ses clients à passer avec lui des contrats à long terme pour 1900-1901-1902.

Ceux-ci, poussés par le pressant besoin de houille, durent accepter les conditions du syndicat. Mais au bout d'un an, la période d'activité intense prit fin, et les producteurs d'objets fabriqués, obligés par leurs contrats à long terme de payer la houille à des prix peut-être supportables dans une période de production intense, mais beaucoup trop élevés pour une période de stagnation des affaires, se virent acculés à la ruine. En vain, demandèrent-ils au syndicat de modifier leurs contrats. Celui-ci, se retranchant derrière le principe d'inviolabilité des conventions qu'il avait si bien méconnu pour son compte se refusa à aucune concession.

Puis, pour éviter un fléchissement des prix, on le vit diminuer le taux de participation des mines syndicataires de 10, 15, 20 o/o en 1901, 30 o/o en 1902, 35 o/o en 1903, la journée de travail descendant à

1. *Enquête sur les cartels*, t. I. Rapport Valker, p. 154. Déposition Gothein, p. 154. Déposition Kirdorff, p. 158.

six heures. Grâce à ces manœuvres, les prix élevés atteints en 1900 ne subissaient aucune baisse notable (1). « Aussi le cartel de la houille en convalescence rapide, n'accusait qu'une crise modérée, mais il le devait à sa politique léonine, et à la façon habile dont au moyen de contrats à long terme, et à son exportation en masse à l'étranger, il rejetait tout le poids de la crise sur les acheteurs nationaux. » (2).

Le mécontentement général se manifesta dans des meetings, des brochures, d'innombrables articles de journaux. La puissante société des industriels réclamait une enquête sur la situation du marché houillier.

Au Landtag Prussien et aux Reichstag ces plaintes trouvaient des échos passionnés. On réclamait des mesures contre le syndicat, la suppression des tarifs favorisant l'exportation, le développement de l'extraction des mines fiscales.

Le gouvernement, sans méconnaître que le syndi-

I. Bassin Rhénan Westphalien. Prix de la tonne en marks.

	1901	1902
Charbons à gaz.....	12 -13,50	11 -12,50
Charbons gras à longue flamme	9,50-10,50	9,25-10
Charbons gras.....	9,75-10,75	9 - 9,75
Charbons à coke.....	10,50-11	9.50-10
Charbons maigres.....	9 -10	8 . 9

Sayous. *La crise allemande* de 1901-1902. Paris, 1904.

2. Lescure. *Les crises générales et périodiques des surproductions*. Bordeaux, 1906.

cat s'était laissé aller à quelques abus, manifesta cependant sa sympathie pour ces sortes de groupements, mais voulant toutefois donner quelque satisfaction à l'opinion publique, entreprit une enquête officielle sur les cartels.

Les résultats de cette enquête sur les cartels et particulièrement sur le Syndicat Rhénan-Westphalien, leur furent en général favorables, mais cette enquête ne semble pas mériter entière confiance, car il apparaît bien qu'elle ne fut pas menée avec toute l'impartialité désirable. Le gouvernement, en effet, considérant toujours comme théoriquement et pratiquement bonne en général cette institution des cartels, ne voulait pas la voir compromise.

Les déclarations suivantes des ministres prussiens vont nous montrer pourquoi, en dépit des protestations qu'elles soulevaient, le gouvernement croyait ces ententes utiles.

En mai 1903, à Magdebourg, M. Moeller ministre du Commerce, à propos des doléances du commerce de combustible contre le cartel de la houille s'exprimait ainsi : « On ne peut, je crois, rien faire en faveur de ce commerce, si ce n'est d'engager ses représentants à se coaliser, à se concentrer, soit sous forme coopérative, soit sous toute autre forme qui leur conviendra. J'ai déjà eu l'occasion de déclarer, à Hanovre, que la concentration est la seule arme efficace que nous ayons pour lutter contre les forces

nouvelles, surgissant sur le marché mondial, surtout contre les Etats-Unis. On m'a reproché de prendre la défense des trusts et des syndicats. C'est là une erreur : j'ai simplement voulu dire que le pays qui ne suit pas l'esprit du temps, qui est la concentration, ne pourra pas soutenir la concurrence des grandes nations. Et nous aussi, nous ne pourrions soutenir cette concurrence sans nous spécialiser et nous concentrer. »

Et M. de Rheinbaben, ministre des Finances, déclarait au Landtag prussien le 19 janvier 1904, après s'être félicité du renouvellement du syndicat de la houille, à propos du cartel de l'acier en voie de formation :

« En ce qui me concerne, je considère une semblable organisation comme indispensable.

« L'énorme concentration des forces individuelles qui se trouvent dans les formidables associations de capitaux à l'étranger, nous indique la voie à suivre. Une concentration des forces individuelles peut seule nous rendre capables de protéger notre marché contre les associations formidables de l'étranger. J'aime à espérer que chez nous chaque industriel se rendra bien compte de l'importance de la question. Chaque individu doit apprendre à soumettre ses desseins personnels, sa façon de voir personnelle, et ses intérêts personnels, à ce qui est essentiel à l'intérêt général de la nation. Autant l'individualisme alle-

mand a porté des fruits précieux dans le domaine intellectuel, autant il est un obstacle au progrès dans la voie que je me permets de vous signaler.» (1).

Les ministres prussiens continuaient donc à voir, dans ces puissants cartels, les indispensables auxiliaires de la prospérité de l'industrie allemande ; aussi comprend-on qu'ils n'aient pas voulu laisser apparaître trop évidemment les défauts et les dangers de ces sortes d'entente.

On ne s'étonnera pas devant cette attitude des ministres, qu'on ait eu peu à compter sur l'impartialité des fonctionnaires chargés de diriger l'enquête (2), et comme d'autre part, la politique des prix des cartels ne put être sérieusement élucidée, on comprend que l'opinion publique n'ait eu qu'une médiocre confiance dans les résultats d'une enquête menée dans ces conditions (3).

1. *Réforme économique*, 21 février 1904.

2. Le *Berliner Tageblatt* du 31 mars 1904 annonçait que le Dr Voeleker, conseiller de l'Empereur au ministère de l'Intérieur, délégué du gouvernement allemand à la commission d'enquête sur les cartels, donnait sa démission pour faire partie du comité de Direction du cartel de l'acier.

3. M. Kirdoff, président du syndicat de la houille, quand il fut interrogé sur les conditions de vente du syndicat à l'étranger se borna à répondre : « Que les secrets commerciaux d'une certaine nature ne pouvaient être révélés à la commission d'enquête ; qu'autant qu'il le pourrait, il donnerait des explications orales au président, mais avec garantie qu'elles ne seraient pas divulguées. » Enfin, dans le mémoire publié par l'*Office Impérial* on lit que « toute une

*
* *

Mais si, comme nous venons de le voir, le gouvernement prussien considérait toujours les cartels comme des organisations extrêmement utiles, et s'il tenait en particulière faveur le syndicat Rhénan-Westphalien, il ne se dissimulait pas non plus les dangers d'un syndicat aussi puissant.

La crise de 1901 avait prouvé qu'on ne pouvait compter sur la sagesse constante de ses décisions, et qu'il était bon de prendre des précautions pour ne pas lui laisser entre les mains un monopole absolu et définitif. Cependant le danger ne semblait, ni assez pressant, ni assez menaçant, pour exiger, soit une loi restreignant la liberté syndicale, soit une modification de la loi de 1865, dont les résultats dans l'ensemble avaient paru favorables. Aussi, si en 1902, au moment où l'émotion soulevée par la crise commencée en 1900 n'était pas encore calmée, et où la hausse des prix du charbon suscitait contre le syndicat Rhénan-Westphalien de si vives attaques, le gouvernement prussien, combinant à la fois son intérêt personnel avec un souci bien entendu de l'intérêt public, s'arrêtait à un projet qui, sans bouleverser la législation minière ni la législation syndi-

série de questions n'ont pu être suffisamment élucidées pour se faire un jugement clair des choses ».

cale pouvait tout en le rendant indépendant du syndicat pour ses besoins de houille, lui faire également acquérir une influence suffisante pour contre-balancer l'action du syndicat, au cas où celui-ci voudrait abuser de son monopole.

Ce projet consistait dans l'achat par l'Etat d'un certain nombre de concessions dans le bassin Westphalien, où il ne possédait encore aucune mine.

Cette opération offrait à l'Etat de multiples avantages. L'administration des chemins de fer prussiens, en effet, sur une consommation totale de 5 millions 554.618 tonnes, demandait :

Au bassin de Haute-Silésie	2.191.972 tonnes	
— de Basse-Silésie	177.041	—
— de Saarbrücken	350.017	—
— de Westphalie	2.694.820	—

C'était essentiellement le syndicat Rhénan-Westphalien qui était le fournisseur du fisc pour ses charbons de la Ruhr. Or, en 1900 et 1901, le gouvernement prussien s'était vu forcé de passer par toutes les exigences du syndicat et de payer très cher le charbon nécessaire à la consommation de ses chemins de fer. Possesseur de mines dans le bassin Rhénan-Westphalien, il deviendrait dans cette région son propre fournisseur, comme il l'était déjà dans le bassin de Sarrbrücken en Haute-Silésie, et de cette façon, il réaliserait une économie considérable.

D'autre part, il désirait devenir également le fournisseur d'une marine de guerre qui prenait rapidement un essor considérable, et dont la consommation en charbon devenait chaque jour plus intense.

Le gouvernement prussien ne manquait d'ailleurs pas de faire ressortir ce que de tels achats pourraient avoir d'utile dans l'intérêt général des consommateurs. Propriétaire important en Westphalie, le fisc pouvait, en effet, se poser en concurrent du Syndicat et l'empêcher ainsi d'établir des prix de monopole : « En tant que propriétaire exploitant ses propres houillères en Westphalie, le fisc serait en outre mis à même d'exercer une certaine influence sur la fixation des prix dans ce district, ce qui lui serait avantageux en sa qualité de consommateur, et profiterait à l'ensemble de la nation », déclarait l'exposé des motifs.

Mais, en même temps, le gouvernement prussien voulait montrer que son projet n'était point le résultat d'un parti pris contre l'organisation syndicale dont il avait soin de faire l'éloge, mais une simple mesure de prudence pour les temps à venir, mesure dont on ne pouvait vraiment faire reproche à un gouvernement soucieux de prendre des garanties contre des abus toujours possibles.

Aussi M. Moeller déclarait-il au Landtag : « Je ne puis que constater que le Syndicat des houilles a exercé une action bienfaisante ; il a joué le rôle d'un

régulateur nivelant en quelque sorte les fluctuations subies par le marché houiller et, par suite, son action, prise dans son ensemble, a été excellente, bien que, dans des cas particuliers, certains consommateurs aient pu être lésés par le caractère de monopole que revêtaient les houillères syndiquées ; c'est pourquoi l'Etat doit s'assurer une certaine influence en ce qui concerne les prix de vente sur cette puissance tendant au monopole ».

Cependant, les propriétaires des mines syndiquées, se sentant menacés dans leurs intérêts, accusèrent le gouvernement d'avoir en vue une étatisation complète de la propriété minière, dont les achats proposés n'étaient que le prélude.

Les ministres prussiens répondirent par les déclarations les plus claires, en affirmant que toute pensée de nationalisation générale des mines était bien loin de leur esprit.

Au reproche qui leur était également adressé, de ne pas vouloir faire entrer dans le syndicat les mines dont ils proposaient l'achat, ils répondirent que, pour atteindre le but de la loi, ils ne pouvaient permettre que les mines du fisc fissent partie d'une organisation dont elles devaient accepter les prix, et que les mines achetées ne donneraient, pendant longtemps, qu'une production trop faible, pour que le fisc puisse prendre, dans le syndicat une place

qui lui permit d'avoir quelque influence sur la fixation des prix.

Les deux Chambres prussiennes adoptèrent sans difficulté le projet de loi proposé par le gouvernement.

Pour atteindre son but, celui-ci demandait à être autorisé à contracter un emprunt de 58 millions de marks en vue de l'acquisition d'un complex de concessions et de mines ainsi situées :

1^o Cinquante-deux périmètres soit 11.388 hectares déjà concédés mais non encore exploités.

Le charbon s'y rencontrait à la profondeur de 650 à 850 mètres.

Le gouvernement prussien annonçait son intention de forer plus tard une douzaine de puits, mais chacune de ses fosses ne pourrait donner de résultats équivalents à l'intérêt du capital investi qu'au bout de six à sept ans, et ne pourrait être en plein développement qu'au bout d'une douzaine d'années.

2^o La houillère Waltrop (860 hect.), où le gouvernement comptait établir deux fosses qui, respectivement, dans cinq et dix ans, pourraient donner des revenus.

3^o Comme il convenait que l'Etat ait en sa possession une fosse déjà terminée, lui permettant de servir des intérêts au capital engagé, il achetait les titres d'une société civile Gladbeck, dont une fosse était déjà presque achevée, ainsi que la concession Postdam

appartenant à la Deutschen Kaiser (en tout 7.227 hect.) et les droits que possédait cette dernière sur deux sondages situés près de la concession Postdam.

Ce domaine s'étendait sur une superficie totale de 20.475 hectares, dépassant ainsi les domaines des plus fortes compagnies. Il était situé presque tout entier dans le cercle de Recklinghausen au nord-ouest du bassin.

Une partie du domaine était achetée directement, le reste sous forme d'achats de parts de sociétés donnant à l'Etat la majorité dans les assemblées, avec engagement de la part des vendeurs de procurer à bref délai à l'Etat le reste des parts.

La somme nécessaire pour couvrir les frais d'acquisition, d'exploitation et d'équipement jusqu'au 31 mars 1903, était estimée à 58 millions. On présumait que l'extraction commencerait à Gladbeck en 1904, dans les autres concessions en 1909 et 1911, qu'à partir de 1908, l'Etat n'aurait plus de subvention à verser, et qu'à partir de 1915 les excédents de recette dépasseraient le montant des subventions effectuées depuis 1902 (1).

On voit que les achats opérés par le fisc ne pouvaient être d'une utilité immédiate. C'est en 1915 seulement que les mines de l'Etat pourraient com-

1. Circulaire du Comité des houillères de France, circ. 3.262, 22 nov. 1906.

mencer à jeter sur le marché une quantité appréciable de combustible : 4 millions de tonnes pensait-on, qui, sur une production évaluée par avance à 80 millions de tonnes, fourniraient 5 o/o environ de la production du bassin.

*
* *

Les nouveaux événements qui devaient se succéder rapidement et marquer tout à la fois une extension de puissance énorme du syndicat et une concentration de plus en plus rapide de la propriété minière, allaient rendre tout à fait insuffisante cette première tentative du gouvernement prussien, et légitimer des mesures plus radicales.

Majs, avant de les étudier, il convient de noter pourquoi c'est tout particulièrement dans le bassin Rhénan-Westphalien que nous avons vu et que nous verrons le gouvernement prussien s'efforcer d'acquiescer par des achats de mines une influence prépondérante, pourquoi les mesures législatives qui furent prises le furent, dans le but, il est vrai, de protéger la richesse minérale en général contre les abus possibles, mais aussi et surtout, parce que ce péril s'était, plus qu'ailleurs laissé entrevoir dans le bassin Rhénan-Westphalien, pourquoi enfin tous les efforts faits par le gouvernement prussien pour étendre de toutes façons son influence sur la propriété minière furent accueillis avec tant de faveur

en Prusse, parce qu'on les considérait comme une limitation imposée aux prétentions du Syndicat Rhénan-Westphalien.

Comment se fait-il que, dans une question aussi générale que la réglementation de la propriété minière, ce syndicat ait joué un rôle assez important pour que toutes les mesures législatives aient semblé prises, sinon toujours uniquement à son occasion, du moins en raison d'événements et de transformations économiques dont il avait été le principal facteur ?

C'est qu'à l'exception du syndicat de la potasse, dont il sera question dans le dernier chapitre de cet exposé, aucune organisation semblable en puissance et en cohésion n'avait groupé des propriétaires de mines dans aucune autre partie de la Prusse.

En dehors des mines de potasse et de houille, les autres mines prussiennes n'apparaissaient d'ailleurs que comme des facteurs secondaires de la richesse et de la prospérité nationales.

Bien moins nombreuses et bien moins riches, n'ayant pas subi un mouvement de concentration aussi accentué que les précédentes, n'intéressant d'ailleurs la masse populaire que d'une façon bien moindre, alors que les mines de houille et de potasse apparaissaient indispensables, celles-là à la totalité des citoyens, celles-ci le devenant bientôt à tous les agriculteurs, on comprend, par cela même,

que les mines de houille et de potasse aient été les seules dont on se soit pour ainsi dire préoccupé. Dans les réunions, dans les livres, dans les brochures, dans les discussions parlementaires, dans les projets de loi, c'est toujours de la houille et de la potasse qu'on nous entretient. Et si, élargissant la question, on nous parle de la richesse minérale en général, on sent bien, qu'en discutant des meilleurs moyens de la protéger ou de la faire valoir, c'est de la meilleure façon de protéger ou de faire valoir les mines de houille ou de potasse qu'on veut parler.

La houille occupant ainsi presque uniquement la pensée du grand public et du législateur, on comprend que ce soit sur l'association qui monopolisait la plus forte part de la production houillère prussienne, que se soit dirigée l'attention, et l'on conçoit que ce cartel ait provoqué, en majeure partie, le mouvement législatif minier de ces dernières années. Il devait, en effet, par sa puissance même, accentuer nettement aux yeux de tous les insuffisances de la loi ancienne, en manifestant les dangers d'une concentration sans limite, sans contrôle possible de l'Etat.

Sans ce fameux syndicat rhénan, et si l'on avait eu en Prusse que les bassins de la Saar et de la Silésie, il se peut que bien des années se fussent écoulées encore sans que l'on eût travaillé avec tant d'ar-

deur à étendre le domaine de l'Etat ou à modifier la loi de 1865.

Dans le bassin de la Saar, c'est l'Etat prussien, propriétaire de l'immense majorité des mines, qui régnait en maître incontesté.

On comprend que ce ne soit pas à l'occasion de ce bassin que le gouvernement se soit cru obligé de modifier le régime de la propriété minière. Si d'ailleurs le fisc n'avait pas échappé à certains reproches, du moins il faut reconnaître que jamais il ne vit se former contre lui ces mouvements de protestation générale, auxquels fut en but si souvent le syndicat westphalien. Le fisc, en effet, s'était abstenu des pratiques qui devaient irriter si violemment l'opinion publique contre le cartel de la Ruhr. « La caractéristique de la vente du charbon par les mines fiscales, c'est l'égalité pour tous les acheteurs, tous paient le même prix. Pendant la hausse, il maintient à des prix raisonnables, mais fait payer cher aux étrangers le charbon qu'ils lui viennent demander. Depuis un an, le fisc a fixé ses prix d'exportation à 3 ou 4 marks de plus que pour les pays allemands (1). »

1. Ce domaine minier de l'Etat qu'il possède en toute propriété comprenant les houillères de la Saar et de la Haute-Silésie avait été constitué par Frédéric le Grand. Weiss. *L'exploitation des mines par l'Etat*, 1901.

Pendant la crise de 1901, le ministre ordonnait de diminuer l'exportation. Dans le bassin de Saar, celle-ci passait :

de 34	o/o	en 1894-1895
à 24,8	o/o	« 1903
« 24,3	o/o	« 1904
« 23,8	o/o	« 1905

et en Haute-Silésie :

de 32	o/o	en 1896
à 12,2	o/o	« 1904 (1)

Or on sait que c'est par les traitements inégaux qu'il faisait subir à ses acheteurs, selon son bon plaisir, par son exportation toujours croissante devant une demande toujours plus pressante de l'industrie nationale, par ses prix d'exportation très inférieurs à ceux imposés au consommateur national, que le syndicat devait s'attirer tant de reproches.

On ne manquait pas, il est vrai, d'accuser le fisc de complication et de lourdeur dans la gestion de ses mines, de telle sorte que celles-ci ne pouvaient prendre un développement aussi rapide que les mines de la Ruhr, mais si, en effet, l'augmentation de la production des mines de la Saar n'était pas proportion-

1. Beilage n° 20, *der Berg und hüttenmännischen Zeitschrift Glückauf* von 18 mai 1907, aus 58 Sitzung (2 mai 1907), *des Hauses der Abgeordneten*, (Interpellation von Kanitz.)

nellement aussi rapide que celle des mines du bassin westphalien, cela tenait bien plutôt aux gisements moins faciles à exploiter que le fisc rencontrait dans la Saar.

D'autre part, si ses prix étaient plus élevés parfois que ceux du bassin westphalien, conséquence également d'une exploitation plus difficile, le consommateur prussien pouvait, tout au moins, se consoler en pensant que les bénéfices réalisés par les mines fiscales formant un large apport dans les recettes de l'Etat, servaient à la collectivité des citoyens, et n'allaient pas, comme en Westphalie, enrichir quelques puissants capitalistes.

Aussi, malgré les critiques de détail, l'exploitation de l'Etat au lieu d'être considérée avec méfiance, était-elle bien plutôt et devait-elle devenir de plus en plus l'idéal approximatif d'une grande partie du peuple prussien.

La Haute-Silésie que sa production mettait, comme on l'a noté, au deuxième rang^e comme région prussienne productrice de houille, n'avait pas vu se développer un syndicat aussi puissant que celui du bassin Rhénan-Westphalien, et l'entente qui, depuis 1890, groupait les producteurs de houille, entente qui avait été renouvelée en 1901, était loin d'avoir l'organisation minutieuse et puissamment centralisée du syndicat Westphalien.

Il n'y avait pas de bureau de vente, chaque adhé-

rent conservait sa clientèle ; l'association se contentait de fixer les prix minima auxquels devait être vendu la houille et les quantités maxima qu'on devait produire. Le fisc d'ailleurs, dont les mines entravent pour une proportion assez forte dans la production totale du bassin (environ 10 o/o), vivait sur un pied d'entente cordiale avec cette organisation. Que « cette convention Haute Silésienne de la houille » n'ait pas pris une forme aussi rigide que le syndicat Rhénan-Westphalien, et qu'elle n'ait donné lieu à aucune critique violente, cela tenait à plusieurs raisons.

Toutes les mines de houille étaient la propriété de quelques grands seigneurs prussiens munis de la régale. Seize magnats et le fisc se partageaient les mines en exploitation et les gisements concédés.

Cette concentration intense s'était produite en Silésie grâce à la persistance des régales privées, stipulées dans la loi de 1865, stipulation qui devait rapidement conduire à la suppression de la liberté d'exploitation. Car les seigneurs régaliens, en élevant les impôts qu'ils percevaient des exploitants des mines, devaient bientôt les mettre dans l'impossibilité de lutter contre les fosses déchargées de cet impôt et dont ils étaient les exploitants (1).

Cependant, la rapide concentration qui en était la

1. Eberhardt Gothein, *op. cit.*

conséquence, ne semblait pas avoir donné de mauvais résultats économiques.

La concurrence de la houille anglaise, un domaine de vente assez étroitement limité, l'influence modératrice du fisc assez puissant, soit par sa production, soit par l'influence toute particulière que le gouvernement pouvait exercer sur les quelques magnats prussiens qui se partageaient le domaine minier, avaient préservé cette région des abus qui sévissaient en Westphalie.

D'autre part, la crise de 1901, pour des motifs tout particuliers à ce bassin (importation anglaise, clientèle du chemin de fer prussien), s'était fait sentir moins longuement qu'en Westphalie (1) et la firme Wolheim, qui concentrait à Berlin la vente de la presque totalité de la Haute-Silésie, avait presque toujours su, avec un judicieux sentiment des intérêts économiques différents, ne pas trop mécontenter l'opinion publique.

La Haute-Silésie ne semblait donc pas nécessiter, en faisant courir aux consommateurs, par un monopole trop puissant et trop indépendant de l'Etat, des dangers manifestes, des mesures particulières du gouvernement.

Quant à la Basse-Silésie, d'une production infiniment plus limitée que celle des deux bassins précé-

1. Lescure, *op. cit.*

dents, aucun syndicat puissant n'y faisait sentir la menace d'un monopole dangeureux.

A l'exception donc du bassin westphalien, quoique la liberté de concurrence eut disparu presque partout, pour quelque motif que ce soit cependant, nulle part l'intérêt public ne semblait remis entre les mains d'un monopole agissant dans l'intérêt de quelques capitalistes puissamment groupés ; partout, en effet, le gouvernement prussien possédait soit le monopole, soit une influence assez grande pour rappeler à un plus juste sentiment des intérêts économiques nationaux les producteurs qui auraient été tentés de les oublier.

C'est pourquoi dans le bassin westphalien, il s'était, comme on l'a vu, efforcé de se préparer une influence analogue par les achats de mines en 1902.

On va montrer quels événements allaient le faire entrer plus résolument encore dans cette voie.

*
* *

En octobre 1903, après bien des démarches délicates, conduites avec une habileté extrême par M. Kirdorff, un nouveau contrat était signé ; prorogeant le syndicat Rhénan-Westphalien jusqu'en décembre 1915. Cette prorogation du syndicat était un événement d'importance capitale, tant par les conséquences qui devaient résulter des nouvelles clauses du

contrat, que par l'accroissement de force que devaient procurer au cartel les nouvelles adhésions qu'il groupait, et le laps de temps dont il disposait désormais pour augmenter rationnellement sa puissance.

Le fait caractéristique du nouveau contrat, c'était l'entrée dans le syndicat de puissantes mines de houille possédant à la fois des fonderies, des aciéries, etc. Cette tendance des mines à s'adjoindre des usines métallurgiques, à posséder des fosses dont elles tireraient la houille nécessaire à leur fonctionnement, s'expliquent aisément par les nombreux avantages que les unes et les autres retirent de cette combinaison. C'est pour les mines de houille l'écoulement de leur production assurée, pour les usines métallurgiques la houille et le coke à bon marché, la faculté d'échapper aux crises, enfin les multiples avantages que peuvent donner à ces groupements formidables la réduction des frais généraux et la possibilité d'être indépendants pour tous leurs achats de matière première.

Le syndicat Rhénan-Westphalien n'avait aucune chance de se proroger, s'il ne pouvait obtenir l'adhésion de ces « Hüttenzechen » (parmi lesquelles il faut citer Krupp, la Bochumer Verein, Deutscher Kaiser, etc.). Celles-ci lui faisaient en effet une concurrence redoutable. Pendant la période d'activité industrielle, elles employaient toute la production de

leurs mines, et avaient ainsi sur leurs concurrents l'avantage énorme de pouvoir se procurer la houille et le coke à bon compte, tandis que ceux-ci devaient les payer très cher, mais pendant les périodes de stagnation des affaires, elles jetaient sur le marché, déjà assez déprimé, le surplus de leur production non employée par leurs usines, lançant ainsi sur le marché une assez forte quantité de charbon, au moment même où le syndicat en avait à écouler des stocks considérables.

Pour obtenir leur adhésion, le syndicat introduisit dans ses statuts un article nouveau qui devait avoir les conséquences les plus graves.

On ne soumettait plus au régime des participations les houilles, cokes et briquettes nécessaires au fonctionnement des usines dépendant des mines. D'autre part, on supprimait le privilège jusqu'ici accordé aux nouvelles exploitations d'augmenter leur participation (privilège qui avait causé une disproportion croissante entre le chiffre de participation et la possibilité d'écoulement), et l'on introduisit des clauses subordonnant à l'avenir toute augmentation du chiffre de participation à la situation du marché (1).

Ces deux clauses nouvelles devaient hâter la concentration des entreprises au sein même du syndicat, et troubler profondément le bassin westphalien.

1. Circulaire du comité des houillères de France, n° 2.702, (18 juillet 1904).

Les avantages accordés aux mines possédant des usines métallurgiques et aux usines métallurgiques possédant des mines, avantages que la jurisprudence allait également reconnaître aux usines s'agglomérant à des mines, faisant partie du syndicat ou inversement même après le contrat de 1903, devaient fatalement conduire à une liaison de plus en plus étroite entre l'industrie minière et l'industrie métallurgique.

La conséquence la plus fâcheuse qui devait résulter de ce mouvement, c'étaient les achats toujours plus nombreux des petites mines et des exploitations de moyenne importance par les compagnies houillères les plus puissantes et les mieux outillées.

La possibilité reconnue aux propriétaires de mines faisant partie du syndicat de reporter le taux de participation des mines dont on cessait l'exploitation sur une autre mine en activité, devait permettre aux grands compagnies minières une opération des plus avantageuses. Elles avaient, en effet, un intérêt évident à faire donner un rendement complet aux mines les mieux outillées et les plus facilement productives, et à cesser l'exploitation des mines, dont les couches plus profondes ou moins bien disposées obligeaient à des dépenses considérables.

Ce mouvement d'achat des petites mines par des compagnies plus puissantes, pour augmenter leur taux de participation, commencé en 1896 par l'achat

de la mine Helen pour la société Nordstern, devait, en 1901 et 1904, prendre des proportions énormes et se continuer depuis lors sans interruption (1).

Le contingent global de la production ne s'en trouvait pas pour cela diminué, mais, les parties prenantes étant moins nombreuses, la part attribuée à chacune d'elles était ainsi plus importante.

Cette façon de procéder devait avoir une répercussion considérable sur la région où elle s'exerçait. A la fin de 1903, et au commencement de 1904, une partie de la population ouvrière du sud de la Westphalie se vit en effet subitement privée de travail. Ces ouvriers pouvaient, il est vrai, retrouver pour la plupart un emploi dans les mines dont on augmentait la production, mais, comme un grand nombre d'entre eux avaient acquis près des mines où ils avaient travaillé jusqu'alors une maisonnette et un jardin, on comprend la perte considérable qui leur était imposée par la nécessité de s'établir ailleurs. C'était, pour beaucoup d'entre eux, l'anéantissement des résultats de toute une vie de travail.

1. La concentration rapide de la propriété minière dans les mains de quelques puissantes compagnies est rendue saisissante par les chiffres suivants. Le 1^{er} janvier 1904, le nombre des mines syndiquées était encore de 100, le 1^{er} janvier suivant, il n'était plus que de 88, 12 mines ayant passé à d'autres compagnies qui avaient voulu accroître leur chiffre de participation globale. Le 1^{er} janvier 1906, on ne comptait plus que 84 mines syndiquées et actuellement elles ne sont pas plus de 74.

Et, non seulement les ouvriers se voyaient ruinés, mais encore tous ceux qui vivaient par eux. Les commerçants, les propriétaires d'immeubles, voyaient leur fortune disparue ou gravement compromise. La valeur des terrains baissait brusquement, les hypothèques perdaient toute valeur, le crédit dans toute une région était gravement compromis. Aussi, concoit-on les plaintes et les protestations violentes que devait soulever un tel bouleversement.

Et le syndicat se vit une fois de plus en but aux plus violentes attaques.

A l'accusation de ne tenir aucun compte de la misère dans laquelle ses manœuvres plongeaient toute une population, on ne manquait pas d'ajouter que sa politique entraînait le gaspillage des richesses nationales, en rendant inutilisables, par une cessation prolongée d'exploitation, ou par un abandon complet, des mines qui renfermaient encore du minerai en quantités considérables.

*
* *

On vient de montrer quels germes de dissensions, à l'intérieur même du syndicat, et quels nouveaux motifs de bouleversement économique et de mécontentement populaire allaient déterminer l'introduction et le développement dans le syndicat de puissantes mines à usine. Mais, au moment du renouvel-

lement du contrat syndicataire, ces conséquences n'apparaissaient pas encore nettement, et la puissance du syndicat, au contraire, s'affirmait considérablement accrue par de nouvelles dispositions, qui étendaient largement son domaine d'activité.

Un alinéa entièrement nouveau (parag. 6. 2.), déclarait en effet : « Que la société par actions du syndicat Rhénan-Westphalien des houilles, outre la vente de la production des mines syndiquées, aurait désormais pour objet l'acquisition des concessions et de parts de propriétés minières, ainsi que l'exploitation d'entreprise et la participation à des entreprises de toute nature organisées en vue de l'entrepôt, du débit et du transport de produits miniers. »

Les entreprises que le syndicat allait, soit fonder, soit réorganiser sur d'autres bases, mais sur lesquelles, en tout cas, il aurait la haute direction, et qu'il dirigerait selon les besoins de sa politique, devaient montrer l'importance d'une semblable clause.

Les transporteurs de houille se livraient sur le Rhin à une concurrence effrénée. Le syndicat, prétendant que cette concurrence était absolument préjudiciable à la bonne tenue du marché minier par les ruines qu'elle pouvait occasionner, groupait les principaux transporteurs et marchands de houille, et créait « la société Rhénane des commerçants en charbon et d'armateurs », à laquelle elle concédait le monopole

de la vente de ses produits dans l'Allemagne du Sud, la Suisse, le Vorarlberg, le Tyrol, le Doubs, la Haute-Saône, Belfort, les Pays-Bas. C'était une société à responsabilité limitée sous la forme « Rheinische Kohlenhandels und Rhecdereigesellschaft », dont la durée du contrat était égale à celle du contrat des mines entre elles, et dont la direction était donnée à l'un des directeurs du syndicat d'Essen. Son étroite dépendance de syndicat en faisait presque un de ses rouages.

Elle lui assurait le monopole du transport sur le Rhin et de la vente dans une immense région.

Désormais, les marchands de houille n'ont plus aucune indépendance, et ne sont plus que des agents aux ordres du syndicat (1). Le syndicat devait

1. Cette extension de la puissance du syndicat n'avait pas été accueillie sans de nombreuses protestations venant de divers côtés. Le syndicat n'avait en effet groupé dans la société nouvellement formée à laquelle il donnait le monopole du Transport sur le Rhin que les maisons les plus importantes (celles faisant un commerce supérieur à 50.000 tonnes). Beaucoup de petites maisons se voyaient ainsi ruinées par cette mesure et un grand nombre de personnes (on a parlé de 90 0/0) se voyaient atteintes dans leurs moyens d'existence. M. Knecht, consul de France à Dusseldorf s'exprimait ainsi dans un de ses rapports : « Les uns y voient la suppression de toute concurrence sérieuse, l'élévation des prix ; le consommateur paiera, mais aucune perturbation sérieuse ne se produira dans l'élévation des prix. » (Circulaire, du comité des houillères de France, n° 2603, 7 janv. 1904). D'autre part, on lui reprochait de rendre extrêmement difficile la situa-

d'ailleurs poursuivre rapidement ses avantages dans cette voie.

Non seulement, il allait, dans de nombreuses villes, multiplier ses comptoirs de vente, non seulement les marchands de houille allemands allaient devenir de simples agents de vente, mais encore, il devait bientôt s'attribuer le monopole de la vente des charbons anglais et belges (1).

Ce n'était donc plus uniquement sur la production, mais encore sur le transport et sur la vente en détail, que le syndicat avait désormais absolue puissance.

Autre aggravation de pouvoir : En 1904, les syndicats du coke et des briquettes jusque-là indépendants, se fondaient dans le syndicat Rhénan-West-phalien.

Enfin, il allait user de la clause lui permettant l'achat de concessions minières, en acquérant, des puissantes sociétés de sondages qui s'étaient for-

tion des petits consommateurs qui commandaient selon leurs besoins momentanés, en leur demandant des garanties qu'ils ne pouvaient fournir.

1. Extrait d'une correspondance adressée de Berlin au *Times* « Le comptoir du charbon vient de prendre le monopole de la vente du charbon anglais et belge en Allemagne. Depuis le 1^{er} avril, il est défendu aux clients du comptoir d'acheter directement ou indirectement du charbon anglais ou belge ailleurs qu'au comptoir. » *Réforme économique*, 9 avril 1905.

mées, des gisements suffisants pour empêcher toute éventuelle concurrence dans le bassin Rhénan-Westphalien.

Ainsi donc, la concentration de toute la production et de tout le commerce houiller du plus riche bassin de l'Allemagne se poursuivait avec une rapidité inouïe et ce mouvement était fortement aidé par quelques puissantes banques (1).

Usant de la grande influence qui leur était acquise en raison du nombre considérable d'actions qu'elles possédaient dans les entreprises minières et industrielles de la région westphalienne, elles dirigeaient de loin, en le favorisant de leur aide financière, le mouvement de progressif monopole du syndicat (2).

1. Les banques allemandes jouent en effet dans tout le mouvement économique un rôle prépondérant et fort actif. « Cette hardiesse des banques allemandes se manifeste par une intervention directe dans les constitutions d'affaires nouvelles, les fusions ou extensions d'entreprises déjà existantes. » (*Revue économique industrielle*, août 1905, p. 402 et suiv.) — « Avances pour la fondation des usines, avances pour la formation d'un fonds d'exploitation, avances pour le perfectionnement de l'outillage, avances en cas de crises pour soutenir l'entreprise ; toutes sont accordées largement et sans peine si l'homme qui est à la tête est recommandable par son intelligence et sa probité, et si l'affaire qu'il exploite promet quelques chances de réussite. » (Georges Blondel. *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, p. 468, appendice 5, éd., 1900.)

2. Les banques qui possédaient dans le bassin westphalien le plus d'entente et d'influence étaient surtout : « La Deutsche

La quantité d'actions dont elles étaient détentrices leur assurant la majorité dans nombre d'assemblées générales de sociétés, elles s'efforçaient d'y faire prévaloir toujours les vues d'entente et de groupement général dont elles pouvaient, à la longue, retirer avantage, l'état de monopole assurant des bénéfices plus considérables et plus réguliers que l'état de concurrence.

Ainsi donc, au commencement de 1904, pour l'immense majorité du peuple allemand, les mines se trouvaient en Westphalie à la discrétion de quelques banques puissantes qui, sans se soucier le moins du monde du consommateur, lui font payer très cher, dans un but qui lui apparaît uniquement la satisfaction d'intérêts égoïstes, un produit qui semble devoir être exploité dans l'intérêt de tous. Et ce but n'est pas atteint seulement en faisant payer cher la houille, mais encore en sacrifiant sans hésitation la situation de tous ceux qui ne peuvent être utiles à cette puissance redoutée, impersonnelle et mystérieuse, qui se cache derrière l'anonymat des Banques.

Bank, Diskontogesellschaft, Darmstædter Bank. » Exerçant cette influence tout à la fois dans les sociétés minières, dans les entreprises métallurgiques, elles pouvaient poursuivre un plan d'ensemble et de longue haleine plus facilement que ne l'eussent pu faire des sociétés n'ayant en vue que telle branche particulière de la production et par là même moins conscientes du mouvement économique en général.

Pour le gouvernement prussien, cette administration de la richesse minière par un syndicat chaque jour plus puissant, devait avoir des résultats généraux satisfaisants, et le ministre des Finances prussien déclarait le 19 janvier 1904, à propos de la prorogation du syndicat, montrant par là combien l'organisation nouvelle était alors dans les vues de la politique officielle : « A mon plus vif plaisir, et je crois dans l'intérêt de toute l'industrie, on a réussi à renouveler le syndicat des charbonnages, on a établi ainsi une base en vue d'un nouveau développement de toutes les industries, et je ne doute pas que, grâce à la sagesse de sa direction, et après avoir supprimé toutes les tendances ayant pour but de profiter le plus largement possible de la situation favorable, le syndicat des charbonnages saura à l'avenir ne pas abuser de cette situation, et laissera les prix se mouvoir dans une certaine limite (1).

C'était, tout à la fois, une approbation encourageante et un avertissement d'avoir à montrer quelque souplesse, de se considérer comme un rouage utile dans l'organisation économique, sur laquelle le gouvernement entendait garder la haute main, et de ne pas manifester trop de tendance indépendante.

1. *Revue économique internationale*, mai 1904.

CHAPITRE IV

TENTATIVE D'ACHAT DE LA HIBERNIA PAR L'ÉTAT (HIBERNIA-AFFAIRE)

A la fin du mois de février 1904, les actions de la société Hibernia, une des plus puissantes parmi les compagnies minières prussiennes, puisqu'elle se classait la troisième du bassin Rhénan Westphalien, avec une participation au syndicat de 5.416.500 tonnes, sur une participation totale des mines syndiquées de 73 millions de tonnes, étaient cotées à la Bourse de Berlin à 190 marks environ.

A la fin du mois de mars, on les trouvait cotées à 195 marks. Pendant les mois d'avril et mai, leur cours restait à peu près stationnaire, puis recommençait à monter lentement pour atteindre, à la fin de juin, 206 mk. 20

En juillet, la hausse s'accroissait subitement, et les actions de la Hibernia étaient cotées le 30 de ce

mois à 247 mk. 10, le 26 août : 259 mk. 25. En septembre, le cours variait autour de 270, et atteignait son maximum le 28 octobre à 290 marks. Le 31 octobre et le 1^{er} novembre, il se maintenait encore à ce niveau pour fléchir ensuite graduellement (1).

Jamais on n'avait noté pareil mouvement de hausse parmi les valeurs minières. Du mois de mars au mois de juillet, cette hausse, dont on ne parvenait pas à discerner les raisons, inquiétait au plus haut point le monde des affaires, et surtout les propriétaires de mines.

On s'accordait en général pour l'attribuer à des projets de fusions avec des sociétés d'aciéries. Le 25 juillet, le courrier de la Bourse de Berlin se faisait l'écho de ce bruit, en représentant le mouvement de hausse comme conséquence des achats considérables d'une grande banque, qu'il croyait mandataire d'industriels westphaliens résolus à de grandioses projets de fusion.

Le 28 juillet, l'agence Wolff dévoilait le mystère, en annonçant le projet du gouvernement prussien d'acquérir la Hibernia. Le lendemain, le *Moniteur de l'Empire* publiait officiellement l'offre d'étatisation, publication hâtée par la spéculation qui sévisait sur les actions de la Hibernia.

1. Stillich Oskar. *Steinkohlenindustrie*, Verlag von Jäh und Schunke. Leipzig, 1906, p. 123 et suiv.

Le gouvernement offrait aux actionnaires, pour chaque fraction de 3.000 mk. des 53 millions 1/2 de capital nominal de la société, 8.000 marks de consolidés prussiens 3 o/o, avec intérêts à partir du 1^{er} janvier 1905.

L'offre du gouvernement, étant donné le cours des consolidés prussiens, mettait à 240 marks l'achat d'une action de la Hibernia. Cela représentait, comme prix total d'achat de la société, environ 128 millions de marks.

Cet offre eut un retentissement immense, d'autant plus grand que l'officieuse agence Wolff, qui, la première, avait fait part du projet du gouvernement, ajoutait que d'autres nationalisations étaient projetées. Immédiatement, les actions de la Hibernia et, en général d'ailleurs, toutes les actions minières virent leurs cours monter brusquement.

Si l'Etat était décidé à racheter les mines, les actionnaires entendaient, tout au moins, se faire payer cher leurs actions. Le marché général des valeurs était bouleversé, et les industriels rhénans, les grandes banques, tous ceux qui possédaient dans les mines westphaliennes des intérêts considérables, contribuaient à augmenter l'alarme du monde de l'industrie, en répandant, malgré les démentis du gouvernement, le bruit que cet achat de la Hibernia n'était que le prélude d'une nationalisation plus complète.

En vain, le gouvernement faisait-il démentir par ses organes officieux ou officiels ses soi-disant projets d'étatisation générale des mines, assurant que son projet avait uniquement pour but de lui procurer dans le bassin westphalien une influence nécessaire en face d'un syndicat tendant au monopole absolu ; celui-ci étant soutenu par les Banques, n'en continuait pas moins à répandre ses bruits alarmistes, et groupait en quelques jours contre l'Etat une formidable coalition des intérêts menacés.

D'un côté : le gros capital de l'autre : l'Etat. Celui-ci était soutenu par la *Dresdner Bank* et la *Schaafhausenscher Bank* en communauté d'intérêts avec la première. Le plan d'action du gouvernement avait été en effet le suivant :

Désirant acquérir dans le bassin westphalien une influence que ne pouvaient lui assurer les gisements achetés en 1902, dont la plupart des puits n'était pas encore en exploitation, il s'était décidé à acheter une mine puissante, en pleine activité.

Pour cela, il s'était adressé à la *Dresdner Bank*, et, dans une entente secrète avec elle, il avait été décidé que celle-ci formerait un *consortium* de banques, qui se procureraient, pour le compte de l'Etat, plus de la moitié du capital actions de la société *Hibernia*, estimé par le ministre à 51 millions de marks, c'est-à-dire pour 26.800.000 marks au moins.

L'Etat s'engageait à faire voter par les Chambres la ratification de ce traité.

La Dresdner Bank avait commencé ses achats, mais le gouvernement s'était vu obligé de publier son offre avant qu'elle eût pu s'assurer plus de la moitié du capital lui donnant dans l'assemblée générale la majorité des voix.

Le syndicat fit aussitôt acheter par des partisans toutes les actions encore disponibles, pour faire échec au projet du gouvernement.

Il était soutenu, a-t-on dit, par les grandes banques, particulièrement la Berlinerhandelsgesellschaft, la Bleichröder, la Darmstæder Bank, la Disconto Commandite Gesellschaft, et la Deutsche Bank. Elles avaient, pour se poser dans cette affaire en adversaires de l'Etat, plusieurs raisons :

1° La Hibernia, devenue mine de l'Etat, c'était 60 millions d'actions retirées du commerce de Bourse, actions qui donnaient lieu à des spéculations avantageuses ;

2° Les gains qu'espéraient réaliser les banques par les fusions futures avec d'autres fosses ou des aciéries leur échappaient :

3° Elles étaient menacées dans l'influence prépondérante qu'elles s'étaient acquises dans les conseils d'administration des sociétés minières.

Tels sont les principaux motifs qui faisaient se coaliser la haute banque contre un projet « qui ten-

dait à arracher un de ses plus beaux joyaux au diadème de la Bourse ».

Elles joignaient leurs forces à celles des représentants de l'industrie métallurgique, qui n'attendaient aucune diminution du prix de la houille d'une étatisation, et, surtout, à celles du syndicat Rhénan-Westphalien qui, malgré les égards qu'avait toujours eu pour lui le gouvernement, n'hésitait pas à s'opposer de toutes ses forces à ce projet d'étatisation.

Pour atteindre leur but, ces alliés, tout à la fois s'efforçaient de convaincre l'opinion publique des conséquences détestables qu'aurait, pour la prospérité des mines, leur nationalisation par l'Etat, et, d'autre part, ils achetaient en masse les actions de la Hibernia, pour conserver aux adversaires du gouvernement la majorité des voix dans l'assemblée générale que le conseil d'administration avait convoquée pour le 27 août.

Celui-ci, dans sa séance du 3 août, feignant une profonde indignation contre le procédé de l'Etat, qui s'était secrètement servi d'une banque pour réaliser son projet, au lieu de faire à la Hibernia une offre loyale, rejeta l'offre du gouvernement.

De cette époque à la réunion de l'Assemblée générale, ce ne furent que brochures, circulaires, articles de journaux, réunions, flétrissant la conduite du gouvernement et proclamant que l'achat de la Hiber-

nia par l'Etat n'aurait pour conséquence rien moins que la ruine complète de l'industrie allemande.

Le 6 août, le bureau du Comité des houillères de Westphalie votait, à l'unanimité, la résolution suivante :

« Le prétexte invoqué par l'Etat de conquérir une influence modératrice sur la politique des prix du syndicat ne convaincra pas ceux qui considéreront la politique des prix du fisc dans le bassin de la Sarre.

« Ce prétexte justifie d'autant moins le projet d'achat de la Hibernia, que le fisc, l'an dernier, s'est, à plusieurs reprises, refusé à affilier au syndicat les concessions qu'il possédait et à s'assurer une influence correspondante. L'intervention actuelle de l'Etat, en dépit des démentis de la *Berliner Correspondenz* ne peut donc avoir pour but que la naturalisation des mines westphaliennes.

« Cette intervention constitue dans ce sens un grand danger pour l'industrie.

« Pendant le quart de siècle écoulé depuis la nationalisation des chemins de fer, l'État n'a réalisé qu'en partie sa promesse de réformer les tarifs, en tenant compte de l'évolution économique.

« De même, si les houillères étaient nationalisées, le capital qui, grâce à son opiniâtreté, a amené notre industrie houillère à son état de prospérité actuel, serait, au moment où le succès se dessine, dépos-

sédé et forcé de chercher une rémunération dans des placements moins sûrs, notamment à l'étranger.

« Les multiples offres de travail qu'assure aux travailleurs une industrie aussi morcelée que la nôtre feraient place à une coercition qui réduirait la liberté d'action de tout le personnel.

« Enfin, la nationalisation des mines mettrait fin aux mesures prises par le syndicat, dans l'intérêt général, pour soutenir les autres industries exportatrices et pour assurer ainsi un gagne-pain sur le sol national à tous ceux qui veulent travailler, malgré l'augmentation constante de leur nombre » (1).

Le groupe du nord-ouest de l'association allemande du fer et de l'acier se ralliait à cette proposition.

Mais, malgré le discrédit que cette argumentation, essayait de jeter sur le projet du gouvernement, celui-ci était cependant soutenu par l'approbation presque unanime de la population, dont la rancune contre le syndicat ne faisait qu'augmenter de jour en jour, et qui voyait, dans les achats en masse opérés par les banques, et dans la coalition capitaliste qui s'était si vite formée pour soutenir des intérêts qui n'apparaissaient pas clairement être ceux de la majorité de

1. Comité central des houillères de France, 21 août 1904, *cir.* 2721.

la nation, une tentative d'accaparement pour empêcher l'Etat d'intervenir dans la politique minière.

Le 27 août se réunissait l'assemblée générale de la société Hibernia, assemblée convoquée par le Conseil d'administration pour statuer ;

1° Sur la proposition de l'Etat ;

2° Sur l'émission de 6 millions $1\frac{1}{2}$ de marks d'actions nouvelles.

Les banques avaient entre les mains les $\frac{4}{5}$ des actions. La Dresdner Bank avait entre les mains pour 18 millions de marks d'actions.

Le président de l'assemblée proposa le rejet de l'offre du Gouvernement. Le directeur de la compagnie soutint cette motion, en prétendant insuffisantes les propositions faites étant données les brillantes perspectives de la société et l'état extrêmement satisfaisant des affaires. Puis M. Kirdorf, le président du syndicat Rhénan-Westphalien, vint soutenir la même thèse en déclarant que les projets de trusts, dangereux pour l'Etat tout entier, étaient chimériques ; que l'on avait offert à l'Etat, possesseur de la mine Gladbeck, l'entrée dans le syndicat avec une participation majorée, que l'on était allé jusqu'à lui offrir un droit de veto sur la fixation des prix du syndicat, lui permettant ainsi d'empêcher les augmentations exagérées, que le seul motif de l'Etat ne pouvait donc être que la décision de nationaliser les mines.

Le représentant de la Dresdner Bank répondit que le gouvernement tout entier avait affirmé qu'il n'avait jamais eu l'intention d'étatiser les mines, que son seul but était d'acquérir dans le bassin west-phalien une mine lui procurant l'influence qu'il ne pouvait obtenir avec la Gladbeck, donc la faible production ne lui permettait, ni d'entrer dans le syndicat, ni d'accepter le droit de veto.

On passa au vote : la proposition du gouvernement fut repoussée par 92 actionnaires, représentant un capital de 29.941.400 marks, contre 19 actionnaires, représentant un capital de 2.651.200 marks. Les représentants de la Dresdner Bank protestèrent immédiatement contre le résultat de ce vote, prétendant que les deux tiers du capital social, c'est-à-dire 34 millions de marks, n'étaient pas représentés comme l'exigeait la loi ; la Dresdner Bank, détentrice de 18 millions d'actions, s'étant en effet fait rayer de la liste de présence au début de la séance.

On en vint ensuite à la discussion de l'augmentation du capital social de 6 millions 1/2.

Cette proposition avait pour but de consolider la majorité des actionnaires hostiles au projet de l'Etat. Le consortium des banques amies de la compagnie offrait, en effet, de prendre le stock sans laisser les actionnaires user de leurs droits de préemption.

Malgré des offres plus avantageuses de la Dresdner-Bank, qui laissait d'ailleurs les actionnaires jouir

de leur droit de préemption, par 76 actionnaires représentant 28.297.400 marks contre 26 actionnaires représentant 21.961.600 marks, la proposition d'augmentation du capital fut adoptée, et, par une majorité à peu près semblable, l'administration de la compagnie fut autorisée à régler les conditions d'émission de ces nouvelles actions : « en repoussant les offres faites par des personnes dont le but serait d'utiliser ces actions pour mettre en péril l'existence même de la compagnie ».

Immédiatement, les actionnaires partisans de la nationalisation déclarèrent qu'ils allaient attaquer devant les tribunaux les décisions prises.

L'opinion publique se montra fort indignée en général de l'opposition violente faite aux banques représentant l'Etat, et des journaux qui, cependant, s'étaient toujours montrés favorables aux cartels n'hésitèrent pas à blâmer l'attitude que le syndicat Rhénan-Westphalien avait cru devoir prendre à cette occasion.

La *Gazette nationale* disait :

« Nous n'avons pas perdu une occasion de nous montrer les amis des grandes associations industrielles, car nous estimons que seule peut lutter avec succès sur le marché mondial l'industrie qui dispose de la meilleure organisation. Il nous paraît cependant nécessaire que l'Etat s'assure une influence sur ces grandes ententes patronales. L'industrie elle-

même y trouvera son compte, car c'est le seul moyen d'éviter des plans de nationalisation, ou une loi sur les syndicats qui mettrait obstacle au développement de l'industrie nationale.

« L'échec des plans du ministre du Commerce n'est que provisoire. Cet échec est dû à la méfiance de la grande industrie westphalienne qui s'obstine à voir dans l'achat de l'Hibernia le prélude d'une plus vaste nationalisation des mines. Mais l'Etat ne se tiendra pas pour battu, pas plus que les banques protestataires. »

D'autre part, le gouvernement faisait entendre par l'organe des officieuses *Berliner Politische Nachrichten*, que l'on faisait ainsi échec à ses desseins et qu'il avait en son pouvoir bien des moyens de faire payer cher au syndicat sa résistance.

« Si les intéressés, disaient-elles, avaient conservé leur calme, ils auraient compris que tous les éléments de la population sont persuadés qu'il convient d'assurer à l'Etat une grande influence dans le syndicat. La majorité du Reichstag, celle du Landtag, y compris beaucoup de nationaux libéraux et de radicaux manchestériens, sont de cet avis. Le gouvernement est porté par l'opinion. De toutes parts on demande une loi sur les cartels. On en est à reprocher au gouvernement de n'avoir pas commencé par là. Le gouvernement a offert au syndicat une soupape de sûreté en cherchant à entrer dans le syndicat des

houilles. Va-t-on l'en repousser systématiquement ? Il se tournera du côté du législateur. Qu'on y prenne garde. De plus, l'attitude des industriels pourrait avoir une répercussion sur l'ensemble de la loi minière. »

A ces menaces le syndicat répondait en accusant le gouvernement de chantage, et, entre ces deux amis d'autrefois, la situation se tendait de plus en plus.

Le 28 octobre, une nouvelle assemblée se réunissait et la discussion s'engageait une fois encore sur la proposition de rachat. Un nouveau vote eut lieu et, finalement, 7 votants représentant 27.430.800 marks votèrent le projet d'achat tandis que 100 actionnaires représentant 31.265.208 marks votaient contre. La proposition gouvernementale était définitivement repoussée.

Cependant, abstraction faite du capital nouveau, les partisans du syndicat avaient faibli ; près de 8 millions de marks d'actions avaient passé dans les mains de la Dresdner-Bank. Un déplacement de majorité pouvait être envisagé comme possible (1).

En attendant, il ne restait plus à l'Etat qu'à acquérir les actions de la Hibernia achetées par la Dresdner-Bank.

Dans ce but, il déposait au commencement de la session 1904-1905 (19 novembre 1905) un projet de

1. Circulaire du Comité des houillères de France, n° 2.755, 21 oct. 1904.

loi tendant à autoriser le gouvernement à acquérir de la Dresdner-Bank les actions de la société Hibernia à Herne, qu'elle s'était procurées pour son compte, actions d'une valeur nominale de 27.552.800 marks, et pour cela à dépenser la somme de 69.500.000 marks.

Après une première lecture, ce projet était renvoyé à la commission du budget qui l'adoptait par 14 voix contre 2. Il était adopté définitivement après discussion au Landtag, le 15 février 1905.

C'est à une très forte majorité que les Chambres approuvèrent le projet de loi présenté par le Gouvernement.

C'est, qu'en dehors des motifs qui avaient primitivement poussé le gouvernement à l'achat de la Hibernia, d'autres événements étaient survenus pendant le vote de la loi qui devaient irriter profondément une fois de plus la population contre le syndicat, et manifester plus clairement la nécessité où le gouvernement se trouvait de prendre contre lui des mesures de sauvegarde.

Pendant le mois de décembre, les actionnaires de la Hibernia, effrayés d'avoir vu leur majorité diminuer dans la dernière assemblée générale qu'ils avaient tenue en octobre, et pour interdire à l'Etat tout espoir d'acquérir un jour ou l'autre la majorité des actions, fondait sous la firme « Herne » une société à responsabilité limitée des actionnaires de la

Hibernia (1), dont le but était l'achat et l'administration des actions de la société Hibernia. Ils voulaient, en même temps, remédier à la situation désagréable où ils se trouvaient de ne pouvoir vendre leurs actions sans risquer de les voir tomber dans les mains du fisc.

Cette société avait un capital de 36 millions de marks. Elle émettait en même temps 30 millions de marks d'obligations. La moitié du capital était fournie par le syndicat rhénan westphalien, et le reste par les banques Bleichröder, Berliner Handelsgesellschaft, Bank für Handel und Industrie, Deutsche Bank et Diskontogesellschaft (2).

Cette société prouvait « combien certaines classes riches et influentes étaient résolues, en conservant la majorité des actions des entreprises les plus importantes du bassin de la Ruhr, à se protéger pour l'avenir contre les plans de nationalisation possible » (3).

Mais le gouvernement et le peuple y virent une provocation nouvelle des industriels westphaliens et des grandes banques.

Cette société, flétrie par le ministre du nom de « Trotztrust », apparut comme une ligne du capital

1. « Herne von Hibernia Aktionärer G. M. B. H. in Berlin. »

2. Stillich *op. cit.*, p. 141 et suiv.

3. Vossische Zeitung, 11 August 1904.

mutiné contre une entreprise en somme très justifiée de l'Etat, comme un défi lancé au gouvernement et à la population.

Les professeur Schmöeller remarquait, dans la séance de la Chambre des Seigneurs du 15 février 1905 (1) : « Toute la politique de la Hibernia, des banques et du syndicat houiller, sont le résultat d'une fausse compréhension de la situation et d'une mauvaise humeur momentanée. Il leur manque ces vues vastes qui savent discerner l'avenir ; ils ne comprennent pas que l'opinion publique entière de l'Allemagne est du côté du gouvernement, quand il veut corriger et amoindrir, par des moyens modérés, la puissance d'un monopole privé d'un développement trop formidable. »

La fondation de la Herne allait être un argument de plus entre les mains du gouvernement.

Mais, c'est surtout la fameuse grève de la Ruhr qui allait pousser à son maximum l'hostilité de la nation presque tout entière contre le syndicat rhénan, lui enlever, pour un temps, les sympathies que le gouvernement avait encore pour lui, et décider du vote des hésitants.

La fermeture des mines les moins lucratives, conséquence des mesures prises par le syndicat, devait être une des causes déterminantes de cette grève

1. Stenogr, *Protokoll*, p. 668.

qui, au mois de janvier 1905, devait réunir deux cent mille mineurs et perturber si profondément pendant plus de deux mois le bassin westphalien.

Les fermetures de mines qui se multiplient en 1904, devaient avoir, en effet, pour conséquence inévitable, la privation de travail pour de nombreux ouvriers qui ne pouvaient quitter la région où ils avaient vécu jusqu'alors, et où ils avaient, pour la plupart, acquis quelques lopins de terre.

D'autre part, le petit commerce de la région se trouvait complètement ruiné, et, dans les esprits exaspérés, un rien devait suffire pour faire décider d'une grève.

La diminution des salaires survenue après la crise de 1900 qui avait fait passer les gains des ouvriers de 1332 marks en 1900 à 1131 marks en 1902, salaire qui remontait insensiblement de 54 marks seulement en 1904, malgré les bénéfices que continuaient à réaliser les compagnies houillères ; les mesures d'inquisition brutale prises pour parer à la maladie de l'ankylostomiasie ; les annulations arbitraires des berlines insuffisamment remplies ; surtout les refus par les compagnies de reconnaître les syndicats ouvriers, socialistes, chrétiens, polonais et libéraux qui se partageaient l'ensemble de la population ouvrière : autant de motifs déterminants de la grève.

A cela, il convient d'ajouter les motifs politiques.

Le parti du centre avait jusqu'en 1903 réuni dans

le bassin une majorité considérable d'électeurs , mais les élections de cette année 1903 avaient marqué un recul considérable des voix du centre au profit de la social-démocratie.

Pour reconquérir l'influence perdue, les députés du centre n'hésitèrent pas à renchérir sur les attaques des socialistes contre le syndicat, et à dénoncer avec violence les manœuvres de ses dirigeants, les financiers berlinois qui, sans contact direct avec les mines, et sans souci des justes intérêts des travailleurs et du public, ne songeaient qu'à réaliser de gros bénéfices (1).

Dans un terrain si bien préparé, la grève devait germer facilement.

Elle éclatait sous un prétexte quelconque et groupait dans une entente parfaite les quatre syndicats ouvriers qui, jusque-là, n'avaient pu s'entendre.

L'attitude du syndicat houiller dans cette circonstance fut d'une intransigeance absolue. Sous prétexte que les revendications ouvrières présentées équivalaient à la ruine de l'industrie houillère, et qu'entrer en pourparlers avec les ouvriers conduirait à la disparition de la discipline nécessaire à la bonne administration de l'industrie houillère, le syndicat refusait absolument d'entrer en relation avec les représentants des organisations ouvrières.

1. R. Bovet. *Journal des Economistes*, 15 mai 1905.

Et cependant, le gouvernement, effrayé des conséquences d'un mouvement qui pouvait avoir une si néfaste influence sur l'industrie nationale, persuadé d'autre part de la justesse de la majeure partie des réclamations ouvrières, poussé par une opinion publique qui, dans ce cas, donnait le rare exemple d'une unanime approbation à la cause des ouvriers, invitait les représentants des mines à entrer en pour-parlers avec les députés des syndicats ouvriers, comme il le faisait d'ailleurs lui-même.

Le discours que le chancelier, M. de Bulow, devait prononcer au Landtag le 27 mars suivant, indique nettement l'opinion qui dirigeait, pendant la grève, la conduite du gouvernement.

« On voit, messieurs, que la production moderne tend de plus en plus à la concentration. Quand on voit comment les capitalistes se syndiquent et se cartelisent, quand on voit comment les anciennes relations personnelles entre les patrons et leurs ouvriers disparaissent de plus en plus, quand on voit comment l'ouvrier devient graduellement en face de la force impersonnelle du capital un simple numéro, peut-on trouver injuste ou déraisonnable que l'ouvrier, de son côté, cherche, lui aussi, par un groupement syndical, à profiter de la force que lui donne le nombre. »

Mais les membres du syndicat westphalien ne l'entendirent pas ainsi, et, aux invitations du Gou-

vernement de discuter avec les représentants des syndicats ouvriers, ils répondirent par une fin de non-recevoir absolue.

Cette attitude devait profondément mécontenter le Gouvernement et porter à son ensemble l'exaspération populaire. La misère, d'une part, les promesses du Gouvernement de déposer un projet de loi améliorant la situation des ouvriers, d'autre part, décidèrent ceux-ci à reprendre le travail le 7 février, mais le syndicat rhénan, s'il sortait triomphant de la lutte, en ce sens qu'il n'avait fait droit à aucune des réclamations formulées par ses ouvriers, décidait en même temps du vote de toutes les lois qui pourraient sembler dirigées contre lui.

Les nationaux libéraux même, qui s'étaient montrés longtemps ses fidèles partisans, abandonnaient un ami compromettant, et M. Sember, député du parti, disait dans la séance du 8 février au Reichstag : « On répète souvent des syndicats de vente ou cartels qu'ils ont partie liée avec les libéraux, c'est inexact. Il n'est pas conformer à la doctrine libérale de protéger comme on le fait dans les cartels, l'entente étroite de tous les producteurs, etc... ».

On comprend que, dans ces conditions, le Gouvernement ait trouvé pour voter son projet de loi sur sa participation à la société de la Hibernia une forte majorité. Conservateurs, agrariens, libres conserva-

teurs, députés du centre, quelques nationaux libéraux votent pour.

On peut s'étonner de voir des éléments conservateurs s'associer à des mesures qui semblent inspirées d'un esprit socialiste. Mais outre que le socialisme d'Etat est loin d'inspirer en Prusse les mêmes appréhensions qu'en France, les agrariens avaient pour voter avec le Gouvernement plusieurs raisons :

D'une part, le souci de lui être agréable et de ne point mécontenter l'opinion au moment où ils allaient s'efforcer de faire voter ses tarifs protecteurs de l'agriculture nationale, d'autre part, leur animosité contre les industriels de l'Ouest qu'ils accusaient d'enlever aux régions de l'Est les bras nécessaires à l'agriculture et de former par leur intransigeance des terrains de culture favorable au développement de la Social-Démocratie.

Aussi, la loi présentée par le Gouvernement fut-elle votée à une très forte majorité, la minorité se composant de quelques nationaux libéraux particulièrement du bassin de la Ruhr.

Pendant l'année 1905, une lutte sourde continua entre les partisans de l'étatisation et leurs adversaires.

Cependant, des bruits coururent, de temps à autre, qu'une entente allait intervenir entre l'Etat et la compagnie de la Herne.

Le syndicat se rendait compte de l'imprudence

qu'il avait commise en provoquant l'Etat par son attitude d'arrogante intransigeance ; des lois et projets de lois s'élaboraient qui tous menaçaient, soit les propriétaires de mines dans leurs fructueux monopoles, soit les entreprises de sondages ; d'autre part, les ministres prussiens se montraient peu commodes quand il s'agissait de renouveler les grands marchés pour les chemins de fer prussiens.

On affirmait que la Société de la Herne céderait à l'Etat la majorité des actions de la Hibernia, à condition que l'Etat entrerait avec toutes ses mines dans le Syndicat.

On accorderait, par contre, à l'Etat certains avantages, en considérant par exemple ses chemins de fer et sa marine de guerre comme des usines dépendant de charbonnages, ce qui permettrait à ces derniers de produire sans subir de retenues ni de réduction conventionnelle.

M. Moeller démissionnait en laissant la direction du ministère du commerce et de l'industrie à un homme plus conciliant : M. Delbrück.

Cependant, aucune tentative de conciliation ne devait aboutir, et, de part et d'autre, continua la lutte, soit pour conquérir, soit pour garder la majorité dans les assemblées générales.

La cour suprême rendait en 1906 un arrêt favorable à la Hibernia, consacrant comme légale l'augmentation de capital de 6 millions votée le 27 août 1905.

En décembre 1906, la majorité des actionnaires de la Hibernia se décidait à faire un pas de plus pour déjouer toute tentative de nationalisation de la part de l'Etat.

A l'assemblée générale réunie le 4 décembre, le directeur de la mine expliqua, qu'en raison de travaux importants, une nouvelle émission d'actions était nécessaire.

Ces actions se présentaient sous la forme d'actions privilégiées, avec un revenu fixe de 4 1/2 0/0, sans autre participation au bénéfice net, et à une part déterminée dans le cas de liquidation.

L'avantage que les adversaires de l'étatisation devaient tirer de cette nouvelle émission était que les deux catégories d'actions (anciennes et nouvelles) voteraient séparément, ce qui constituerait deux majorités, dont une seule suffirait pour faire échec à l'autre. En ayant soin de régler l'émission de telle façon que les actions nouvellement émises ne tombassent pas dans les mains de l'Etat, celui-ci se voyait privé de tout espoir de s'assurer jamais la majorité des actions de la société.

Aussi ses représentants protestèrent-ils vivement, déclarant que, d'une part, l'augmentation du capital ne s'imposait pas, et, d'autre part, qu'ainsi pratiquée, elle serait illégale. Mais, malgré ces protestations, ils furent battus et la proposition d'augmentation du capital votée. L'Etat ne représentait en effet que

27.683.000 marks tandis que ses adversaires en représentaient 31.075.000. On voit que, depuis le 27 août 1905, l'Etat n'était parvenu à augmenter son portefeuille que de 131.000 marks.

Le ministre du Commerce en appela immédiatement à la justice d'une telle décision, prétendant avec raison, semble-t-il, que par de tels procédés le droit des minorités serait annihilé de façon absolue.

Quoi qu'il en soit, le fisc devait reconnaître la victoire complète du syndicat. Il lui fallait renoncer à acquérir toute influence dans le bassin Rhénan-Westphalien par l'achat d'une mine en exploitation.

Cette façon de procéder lui était interdite. Avec toute autre mine, il se serait exposé aux mêmes difficultés, vraisemblablement au même échec ; derrière la société minière il aurait toujours trouvé le syndicat et les banques.

Le syndicat ne s'était d'ailleurs par borné à interdire à l'Etat l'achat d'une mine en exploitation, il s'était efforcé de limiter autant que possible l'influence que pourrait prendre le fisc comme propriétaire de terrains houillers, en faisant usage de ce qui pouvait lui rester de la liberté de sondage après le vote de la loi Gamp en 1905, et surtout en achetant d'un seul coup les immenses gisements houillers dont l'Internationale Bohrgesellschaft (Société internationale de forage système Raky) avait obtenu la

concession. Ces gisements, dont le prix d'achat fut de 35 millions de marks, furent confiés à une société spéciale : la Rheinische Bergwerksgesellschaft M.-B.-H. (société minière rhénane-westphalienne à responsabilité limitée) dont les actionnaires appartenaient tous au syndicat.

En agissant comme simple particulier, dans le but d'exercer comme propriétaire de mines une influence tout au moins modératrice dans le bassin westphalien, l'Etat avait donc complètement échoué.

Cependant, il est présumable qu'un jour ou l'autre, bientôt peut-être, le syndicat cessera de persister dans une attitude aussi irréductible. L'Etat a mille façons de lui faire payer cher, s'il le veut, sa résistance. Le syndicat a tenu l'Etat en échec, il lui a prouvé assez rudement sa puissance. Maintenant, son intérêt bien entendu semble être de céder. Et il est à penser qu'il le fera (1).

1. « On considère dans la région que tôt ou tard et sans doute bientôt, les actionnaires consentiront à céder, parce que la lutte, l'opposition entre le gouvernement et d'aussi grands intérêts, n'est pas bonne, n'est pas saine au point de vue social. » Jules Huret. *Rhin et Westphalie*, Paris. Charpentier, 1907, p. 234.

Voir également dans le même ouvrage les déclarations attribuées à un membre important du syndicat rhénan-westphalien, p. 381.

*
* *

On vient d'exposer les faits les plus saillants de « l'Hibernia-Affaire ».

Il importe maintenant d'étudier les arguments employés par les deux adversaires et par ceux qui, à l'occasion de ce conflit, essayèrent de trouver une solution aux problèmes qui se posaient relativement à la propriété minière en général.

L'exposé des motifs du projet de loi autorisant le gouvernement à faire participer l'Etat à la société Hibernia débutait ainsi :

« Par une loi du 21 mars 1902, le gouvernement royal a été autorisé à acquérir un certain nombre de terrains miniers et de mines en exploitation dans le bassin Rhénan-Westphalien. Le motif était d'assurer à l'Etat, pour l'avenir, la satisfaction de ses besoins en coke et en houille, et d'acquérir une influence particulièrement sur la formation des prix dans le bassin Rhénan-Westphalien. Pour atteindre ce but, on se proposait, par des achats progressifs, de développer peu à peu les exploitations de l'Etat, pour que, au bout de quelques années, de 10 à 15 0/0 de la production houillère de la Ruhr puisse passer entre les mains de l'Etat.

« Dans la discussion du projet de loi à la Chambre des représentants, le ministre du Commerce a déclaré

qu'il n'avait pas l'intention de dépasser le cadre des acquisitions proposées.

« Mais plus rapidement qu'on ne pouvait le prévoir, le développement de l'industrie dans le bassin Rhénan-Westphalien a obligé le gouvernement à envisager le cas d'une augmentation de l'influence de l'Etat par l'acquisition d'un domaine minier plus étendu.

« Après que le syndicat westphalien, par le traité du 31 décembre 1903, se fut assuré une durée de douze ans (le traité expirait en 1915) et que, par l'acquisition de fonderies et d'industries qui, jusqu'alors, en étaient restées séparées, se fut donné de plus larges bases, il se produisit, dans l'année courante, un bouleversement remarquable des rapports de forces dans le bassin westphalien.

« Un nombre considérable d'entreprises furent absorbées par de plus puissantes, de sorte que, par l'accaparement des actions en quelques mains, il se forma des sociétés d'intérêts entre les houillères et les sociétés métallurgiques les plus puissantes, entre le gros commerce de houille et les sociétés d'armateurs.

« En face de ce développement, accroître l'influence de l'Etat par l'accroissement de son domaine minier, apparut comme une impérieuse nécessité. Par une mise en œuvre plus intensive des terrains miniers acquis en 1902, produire une rapide surélévation de l'exploitation fiscale, cela pouvait avoir de graves

inconvenients. Abstraction faite de ce que, un développement d'exploitation, même en l'accélérant au plus vite, demande un certain nombre d'années, une accélération aussi extraordinaire serait, dans le cas présent, sujette à de graves difficultés, car le terrain sur lequel s'étendent les mines fiscales ne compte qu'une assez faible population, et une rapide admission et installation de grandes masses de travailleurs aurait de nombreux inconvenients.

« D'autre part, il faut faire entrer en ligne de compte cette considération que, dans la situation actuelle du marché, qui impose au syndicat des limitations d'exploitation allant jusqu'à 30 o/o, le marché houiller pourrait être funestement impressionné par une soudaine et rapide extension de la production résultant de la mise en œuvre des mines fiscales.

« Dans ces conditions, c'est l'acquisition d'une mine puissante, actuellement en pleine exploitation, qui apparaît comme le seul moyen praticable pour assurer dans le bassin de la Ruhr une influence régulatrice, et c'est vers la société la Hibernia que l'attention devait être appelée, car ses fosses les plus anciennes donnaient une exploitation régulière et les plus nouvellement acquises comblaient les vides qui se trouvaient entre les terrains miniers appartenant à l'Etat. » (1).

1. Exposé des motifs. Drucksache, n° 532. Legislaturperiode 20 I session, 1904.

Les deux raisons principales mises en avant par l'Etat étaient donc : 1° Entraver la politique de fusion entre les mines et les sociétés métallurgiques ; 2° acquérir une certaine influence sur la politique des prix.

Les adversaires du projet répondaient en soutenant que ces fusions, conséquences nécessaires des besoins économiques actuels, n'avaient rien de dangereux pour l'Etat, et étaient absolument légitimes ; que d'ailleurs, l'étatisation de la Hibernia n'aurait aucune influence sur ce mouvement de concentration.

On comprend cependant que les fusions successives qui se produisaient dans le bassin Rhénan-Wesphalien aient, à bon droit, inquiété le gouvernement.

Malgré, en effet, les explications rassurantes des représentants du syndicat pendant l'enquête des cartels, affirmant que ceux-ci empêcheraient la formation des trusts, qu'ils formaient au contraire une protection pour les petites entreprises contre les grandes exploitations, on voyait cependant dans toutes les ententes qui groupaient autour du syndicat soit les aciéries, soit les transporteurs de houilles, toutes les petites entreprises sacrifiées sans hésitation.

D'autre part, ces fusions allaient mettre un obstacle absolu à l'achat d'une mine en activité par l'Etat, ou du moins le rendre infiniment plus coûteux.

On conçoit donc fort bien que le ministre du Commerce, apprenant que les deux plus puissantes socié-

tés minières, la Gelsenkirchen et la Harpen, allaient fusionner avec des entreprises métallurgiques, ait décidé d'enrayer ce mouvement en achetant la Hibernia qui, par sa puissance de production, venait immédiatement après les deux précédentes. D'ailleurs, l'achat des actions par l'Etat mit fin, pour la Hibernia du moins, à la politique de fusion. Les trois quarts des voix de l'assemblée générale nécessaires au vote de semblables résolutions ne pourraient plus désormais être réunis sans le concours de l'Etat qui se gardera bien de le prêter.

Quant à l'influence que l'Etat pourrait acquérir sur la fixation des prix, ses adversaires demandaient ironiquement dans quel sens se ferait sentir l'influence du fisc, et si une augmentation des prix ne serait pas bien plutôt à craindre que leur diminution.

L'exemple du bassin de la Saar, suivant eux, devait enlever toute illusion de voir l'Etat livrer à bon compte la houille de ses mines.

Ils ajoutaient que cette influence sur les prix, l'Etat, beaucoup plus simplement, aurait pu se la procurer, en acceptant le droit de veto que lui offrait le syndicat, droit qui lui aurait permis de s'opposer à toute élévation exagérée des prix.

Le ministre répondait en montrant le rôle utile joué par le fisc dans le syndicat de Haute-Silésie, où il avait toujours fait prévaloir des idées de modération. Si les prix dans le bassin de la Saar étaient très

légèrement plus élevés que dans le bassin rhénan, celà était dû, non pas à la mauvaise administration de l'Etat, mais bien plutôt au moins bon rendement des mines du bassin.

Quant au droit de veto, l'accepter eût été pour l'Etat prendre vis-à-vis du public une responsabilité énorme. Désormais, sans en retirer aucun avantage, il aurait été rendu responsable de toutes les augmentations de prix. Et, d'autre part, après une période de prospérité industrielle intense, légitimant une augmentation de prix, une période de crise survenant, il se serait trouvé désarmé devant les réclamations des consommateurs.

Un des reproches que l'on retrouve constamment dans les discours ou dans les ouvrages des adversaires de l'acquisition de la Hibernia, c'est que cette acquisition était le premier pas vers le socialisme d'Etat (1).

Dans les discussions au Landtag, le docteur Cassel (libéral) déclarait :

« Par l'étatisation successive des diverses industries, nous marchons vers l'Etat socialiste. » (2).

C'est de la même idée que sont imprégnées les déclarations du député libéral Hirsch, secrétaire de la chambre de commerce d'Essen :

1. Goetzke. *Das Rheinischwestfälische Kohlensyndicat*, 1905

2. Stenogr. *Protokoll*, p. 693.

« Les étatisations de mines confèrent au gouvernement un caractère socialiste, le nombre des hommes qui attendent de lui leur entretien et l'amélioration de leur vie sera augmenté en proportions énormes. Dans les couches populaires, la réussite du plan de l'Etat sera considérée comme une victoire du principe socialiste et démocratique. » (1).

Ce qui est caractéristique, en effet, c'est que, dans les débats relatifs à cette affaire, on a constamment mêlé l'achat de la Hibernia à l'acquisition probable de tout le domaine minier par l'Etat.

Et cela, malgré les démentis réitérés du ministère tout entier, malgré les déclarations les plus nettes des différents ministres, que jamais une étatisation générale des mines n'a été projetée par eux.

Plusieurs fois, M. Moeller, ministre du Commerce, vint affirmer au Landtag qu'il n'avait à redouter aucune arrière-pensée de nationalisation générale et M. de Rheinbaben, ministre des Finances, déclarait à la commission du budget chargée d'étudier le projet :

« Je dois affirmer une fois de plus qu'il ne faut pas redouter une nationalisation plus complète. Après que le ministère tout entier a déclaré que telle n'était pas son intention, on peut espérer que ce bruit sera considéré comme non fondé par l'opinion

1. Stenogr. Protokoll, p. 7776.

publique. De grosses objections s'élèveraient contre un tel projet. La charge de l'Etat en serait augmentée de plusieurs milliards et, d'autre part, des valeurs de mines dans le portefeuille de l'Etat seraient très compromettantes pour la régularité et la stabilité de ses finances. Au point de vue économique et politique, ce projet serait d'ailleurs à rejeter.

« La tendance à remplacer l'initiative privée par l'administration de l'Etat a déjà en Allemagne fait assez de progrès pour qu'on ne l'encourage pas plus encore. D'autre part, les responsabilités politiques, surtout dans un domaine comme celui de la Westphalie, augmenteraient considérablement. »

Cependant, malgré ces dénégations répétées, beaucoup n'étaient pas convaincus ou ne voulaient pas l'être (1). C'est que, les adversaires de l'Etat, d'un côté, avaient trop intérêt à donner crédit à ces bruits de nationalisation complète avec lesquels ils espéraient effrayer l'opinion publique, en laissant entrevoir la prochaine réalisation des espérances socialistes ; c'est que, d'un autre côté, une grande partie de la population acceptait, sans protester, l'idée d'une nationalisation complète des mines.

La pensée du socialisme, que la nationalisation des moyens de production est le but final du développement actuel de la grande industrie, était entrée

1. Bericht der Budgetkommission. *Drucksache*, n° 610, p. 6 et suiv.

dans l'esprit de tant d'Allemands, que sa réalisation leur semblait toute naturelle.

« Que le gouvernement ait eu ou non l'intention de nationaliser complètement les mines, il n'en reste pas moins acquis que bien des gens considèrent aujourd'hui cette mesure comme utile, et que de telles aspirations peuvent, un jour ou l'autre, trouver une majorité au Parlement.

« D'ailleurs, sous l'impression de la grève des mineurs, après que les refus des propriétaires d'entrer en négociation avec les organisations de travailleurs, eut excité au plus haut point la méfiance de la population contre les barons de la houille, la pensée de la nationalisation est devenue populaire et la puissante objection des représentants qui n'appartenaient pas au groupe Social-Démocrate, que cela conduirait au socialisme, n'impressionne plus ; au contraire, dans les couches moyennes et inférieures de la population, on est absolument persuadé que seule l'étatisation de la propriété minière peut améliorer la situation. » (1).

Les partisans de la nationalisation ne manquaient pas d'arguments à l'appui de leur thèse. Le député Cæser, du *Süddeutsche Volkspartei*, le seul qui ait pris la parole au Landtag prussien en faveur de l'étatisation des mines, le mode d'élection aux diffé-

* 1. Robert Liefmann. « Die Erwerbùng der Hibernia Gesellschaft. » *Annalen des Deutschen Reichs*, 1905, n° 5

rentes Chambres prussiennes interdisant aux éléments socialistes d'y être représentés, s'exprimait ainsi :

« Si un monopole est créé, je préfère qu'il le soit sous la direction de l'Etat, que sous celle d'une oligarchie d'industriels. Or, ces monopoles existent actuellement dans la plupart des bassins houillers, où le libre jeu des forces économiques est complètement détruit... On peut s'entendre plus facilement avec un conseiller privé qu'avec un industriel qui ne se soucie que de son intérêt propre, et la Chambre des députés peut agir plus efficacement sur le gouvernement qu'elle ne le peut sur le monde industriel. La houille est le pain quotidien de l'industrie, et sa production et sa vente sont entre les mains d'un monopole dont les excès menacent toute la vie économique du pays et le ruinent pour le plus grand profit de l'étranger. » (1).

La *Gazette de Voss* résumait ainsi le principal argument de certains partisans de la nationalisation :

« Leur opinion est qu'un monopole est un mal, mais que si un monopole est inévitable, le moindre mal est un monopole de l'Etat. Le possesseur d'un monopole privé est hors d'état de considérer autre chose que son intérêt, tandis que l'Etat peut pren-

1. Stenogr. Protokoll, p. 8713 et suiv.

dre en considération les intérêts de la vie économique et de l'utilité générale. Et il est bien préférable que le bénéfice que l'on peut recueillir d'un monopole serve le bien général, plutôt que l'intérêt de quelques gens très riches. » (1).

« En raison du peu de volume spécifique de la houille, disait déjà l'économiste Adolf Wagner, en raison de la situation des bassins houillers de notre pays et en raison de l'universelle importance économique de la houille, les possesseurs de mines jouissent d'une suprématie locale certaine, qui leur permet de fixer les prix de la houille d'après la règle des prix monopolisés. Ce danger manifeste l'opportunité et, dans certains cas, la nécessité pour l'Etat, d'avoir en sa possession les mines, tout au moins les plus importantes. D'ailleurs, le fait que l'exploitation privée des mines, par la nécessité d'assurer la sécurité des travailleurs et de protéger les gisements contre une exploitation abusive, exclut tout droit de disposition illimitée du propriétaire, est un argument de plus en faveur de l'exploitation par l'Etat, exploitation qui ferait disparaître les intérêts contradictoires entre possesseurs et surveillants. » (1).

Si les social-démocrates combattaient pour la

1. *Gazette de Woss. Leitartikel*, 29 mars 1905.

2. Adolf Wagner. *Grundlegung der Politischen Ökonomie*, 3 Auf. II Teil. Leipzig, 1894, p. 516 et suiv.

nationalisation des mines, cela tenait, d'une part, à ce que leurs théoriciens la leur ont montrée comme le but du développement économique actuel, et que cette pensée s'était implantée dans l'esprit des masses comme un article de foi ; d'autre part parce qu'ils espéraient, dans un avenir rapproché, être le parti dominant et se trouver alors en état de favoriser le sort des ouvriers placés dans les entreprises de l'Etat.

La haine contre les entrepreneurs, contre le gros capital, les poussait aussi à désirer une nationalisation par l'Etat. Et ils se rencontraient avec les agrariens qui menaient également le combat contre le gros capital, mais naturellement contre celui, seulement, du commerce et de l'industrie.

Si les conservateurs luttaien pour une idée qui semblait être une si grande contradiction avec la doctrine de leur parti, c'est qu'ils craignaient, en voyant se développer si rapidement la puissance industrielle, de perdre la première place qu'ils occupaient autrefois dans l'Etat prussien, c'est aussi qu'ils étaient pleins de rancune contre ces barons de la houille qui attiraient dans leurs entreprises les travailleurs de l'Est qui auraient été si indispensables à une agriculture manquant de bras.

En dehors de ces deux tendances extrêmes, si de nombreux groupes approuvaient l'étatisation, la cause doit en être trouvée dans le peu de sens politi-

que des possesseurs de mines et dans la crainte des cartels.

Le refus des propriétaires de mines d'entrer en contact avec les représentants des mineurs, même sur l'invitation du gouvernement, et maintes façons d'agir des entrepreneurs avaient montré au peuple que, dans leur ensemble, ils n'avaient aucun souci des besoins sociaux.

Pour les grandes masses, peu informées économiquement, la nationalisation était le meilleur moyen d'aider les travailleurs et de punir les entrepreneurs de leur façon d'agir.

Les adversaires de la nationalisation répondaient en essayant de justifier le syndicat des reproches dont on l'accablait, et en montrant les inconvénients et les dangers d'une exploitation des mines par l'Etat.

On accuse les syndicats, disaient-ils, de diminuer la production pour hausser les prix. Il faut plutôt reconnaître, qu'en raison des prix rémunérateurs assurés par le syndicat, l'exploitation des mines s'est promptement accrue.

L'Etat n'a pas vu augmenter la productivité de ses mines comme les sociétés minières du bassin rhénan westphalien. Le syndicat a, de plus, donné une grande impulsion aux capitaux vers les sociétés de sondage qui se sont fortement outillées et ont pu

ainsi découvrir de tous côtés de nouveaux gisements de minerais à de grandes profondeurs.

Si l'Etat s'était attribué le monopole des sondages et des concessions, il n'aurait certainement pas développé la même activité que ne l'a fait l'esprit d'initiative des particuliers.

Il n'est pas exact non plus de prétendre que les terrains miniers nouvellement découverts et concédés soient entre les mains de quelques propriétaires qui ne pensent aucunement à les exploiter (1).

Jusqu'ici, il ne s'est pas manifesté que les syndicats aient pu empêcher la formation de nouvelles entreprises et l'agrandissement des anciennes, en arrêtant ainsi un accroissement nécessaire de la production. Au contraire, l'impulsion vers de nouvelles entreprises, en raison de la situation assurée que créèrent les syndicats, fut certainement plus grande qu'elle ne l'aurait été sous le régime de la libre concurrence.

Certaines tentatives ont été faites, il est vrai, pour empêcher une trop forte augmentation de la production par la création de nouvelles entreprises, et tout particulièrement le syndicat de la potasse, dans

1. De puissantes aciéries : De Wendell, Stumm, Maximilianshütte, Georg Marienhüttenverein, Krüpp associé au Nord deutscher Loyd, les fabriques de cuivre de Mansfeld avaient en effet commencé à creuser des fosses sur les terrains nouvellement acquis par elles.

lequel le fisc a une influence si prépondérante, a dépensé des millions pour s'assurer les nouvelles concessions et écarter ainsi toute concurrence étrangère. Mais ces tentatives n'ont pas réussi. De nouvelles fosses se creusent de tous côtés dans les districts potassifères et l'agrandissement des anciennes se continue régulièrement.

La seule chose que les syndicats aient obtenue, c'est que les nouvelles fosses ne soient pas exploitées en concurrence avec les anciennes (1).

La tendance générale du gros capital réuni dans les cartels et dominé par les banques n'est donc pas, comme on le prétend, d'arrêter la production dans les mines de potasse et de houille.

Il est d'ailleurs faux de considérer le gros capital comme une masse fortement coordonnée et agissant dans un seul sens. Tout au contraire, les fonds réunis dans les banques se combattent ardemment et doivent se combattre, parce que le gain que réalise une somme capitalisée est tout au moins un bénéfice qui échappe à d'autres capitalistes.

Une banque quoique intéressée à certaines entreprises d'une industrie, est toute prête à soutenir financièrement les nouvelles entreprises qui se fon-

1. Encore n'en est-il pas toujours ainsi. La société par actions, Nordstern, a conservé toute liberté pour les gisements acquis par elle sur la rive gauche du Rhin.

dent dans la même branche d'activité. Et, si elle ne peut le faire, d'autres banques seront là pour les aider et les soutenir, Les grandes entreprises particulières elles-mêmes participent aux nouvelles fondations dans leurs propres industries (1).

On ne peut donc dire que, sous l'influence des monopoles, le capital privé ait manqué à sa mission de développement des mines.

Et le souci d'assurer la régularité de la production houillère ne peut être considéré comme un motif suffisant pour nationaliser les mines.

Ces raisons ne persuadaient cependant pas les partisans de la nationalisation.

Dans l'industrie de la potasse, les manœuvres du syndicat n'avaient pu, il est vrai, empêcher des sociétés minières nouvelles de se former, de creuser de nouveaux puits, d'activer ainsi la production des sels de potasse, mais dans les différents bassins houillers, il n'en était pas de même.

Si quelques rares entreprises creusaient de nouvelles fosses, la plupart se contentaient de celles alors en exploitation, et les achats de gisements miniers, parfois extrêmement considérables, avaient uniquement pour but d'empêcher tout outsider de venir faire aux syndicats une concurrence défavorable à leurs intérêts.

1. Robert Liefmann. *Kartelle und Trusts-Stuttgart*, 1905.

En Haute-Silésie, des immenses richesses houillères qui s'étendaient sous les territoires de chasse des magnats étaient depuis longtemps concédées, sans qu'on s'occupât de les livrer à l'exploitation.

Dans le nord de la Westphalie, des gisements nouvellement découverts étaient achetés immédiatement par des *consortiums* de banques dans le but évident de barrer la route à l'Etat et d'empêcher de sa part toute concurrence.

D'ailleurs, si les sociétés de sondages s'étaient manifestées utiles par leur activité et la découverte de nombreux gisements nouveaux, elles faisaient payer cher les avantages qu'elles pouvaient fournir à la communauté.

Les concessions immenses qu'elles obtenaient gratuitement étaient revendues par elles des millions, et les intérêts qu'elles pouvaient offrir à leurs actionnaires se chiffraient parfois à 500 o/o. Ainsi donc, avant qu'on ait commencé le forage du premier puits, une rente énorme pesait déjà sur l'entreprise, et nécessitait, pour la satisfaire, une augmentation de prix envers le consommateur, une diminution de salaire envers les ouvriers.

« Sans être pessimiste, ni fanatique communiste, on peut penser que, de cette façon, la richesse nationale se trouve ainsi enlevée d'une manière préjudiciable à la communauté nationale. Et la question se pose si l'Etat ne doit pas enfin intervenir, pour, en

tant que *bonus pater familias*, assurer et conserver aux générations futures les richesses de la terre, afin qu'elles ne soient pas obligées de les conquérir dans une lutte, dont la forme serait la violence. » (1)

Les adversaires de l'étatisation, soit partielle, soit totale, ajoutaient que la nationalisation des mines serait le signal d'une régression économique et technique. La nationalisation d'une entreprise conduit à sa pétrification, disaient-ils, car l'Etat manque de l'esprit d'initiative nécessaire au développement d'une entreprise, de même, en rétribuant les fonctionnaires placés sous ses ordres d'après un salaire fixe, il ne sait pas éveiller en eux l'ingénieuse activité si féconde pour le progrès d'une exploitation.

On leur répondait que les mines fiscales avaient, depuis longtemps, démontré que ces craintes étaient vaines ; qu'au point de vue technique, elles avaient su, non seulement se maintenir au niveau des mines privées, mais encore les précéder dans la voie des découvertes utiles et des applications ingénieuses, que c'était aux mines fiscales que les mines westphaliennes empruntaient leurs meilleurs ingénieurs.

On ne pouvait non plus leur reprocher la stagnation ; elles développaient normalement leur exploitation, si ce développement était un peu moins rapide

1. V. Kienitz, p. 15, *op. cit.*

que dans le bassin rhénan-westphalien, cela s'expliquait facilement par la moindre étendue et la la moindre richesse.

Les chemins de fer prussiens, dont personne ne pouvait d'ailleurs contester sérieusement le bon fonctionnement, étaient là pour montrer qu'on ne devait pas prévoir des conséquences si désastreuses du fait d'un monopole de l'Etat.

D'autre part, si l'on pouvait reprocher aux administrations dépendant de l'Etat trop de paperassière bureaucratie, ne voyait-on pas la même bureaucratie sévir dans les monopoles privés qui régentaient les mines. La technique n'était-elle pas arrêtée, à la longue, par le monopole privé.

La concentration des exploitations, dont les différents syndicats miniers offraient l'exemple, n'entravait-elle pas également l'esprit d'initiative que pouvait développer chez les ingénieurs l'appât d'un gain, en les réduisant au rôle d'employés, accablés par des besognes purement administratives.

Là encore, on ne pouvait donc trouver d'argument péremptoire contre le monopole de l'Etat

Les adversaires de la nationalisation disaient encore que l'acquisition par l'Etat, soit des mines de Westphalie, soit à plus forte raison de toutes les mines prussiennes, augmenterait de façon énorme ses responsabilités politiques et sociales.

Les éléments turbulents du bassin westphalien,

particulièrement les Polonais, dont le nombre augmentait chaque jour dans les mines, ne seraient pas sans donner au gouvernement de graves sujets de préoccupation.

Quant à l'étatisation générale des mines, elle contribuerait à augmenter, dans des proportions formidables, l'armée colossale déjà des fonctionnaires de l'Etat. L'indépendance civique des citoyens serait bientôt annihilée.

Il n'était que trop prouvé que, dans les mines de l'Etat, les ouvriers étaient soumis à une étroite suggestion politique, qu'ils n'étaient que des machines à voter au profit des partis gouvernementaux.

Les ouvriers ne trouveraient d'ailleurs pas dans les mines de l'Etat une situation plus avantageuse que dans les mines privées, bien au contraire ; les salaires de ces dernières étant en général supérieurs à ceux des mines fiscales.

On répondait à cela que l'Etat ne devait pas fuir les responsabilités que lui créerait l'emploi sous ses ordres d'un grand nombre de travailleurs, que, mieux que personne, il était à même de résoudre les difficiles problèmes sociaux qui se posaient, puisqu'il ne devait pas être guidé par le seul désir de gagner de l'argent, mais aussi par celui de satisfaire les légitimes aspirations des travailleurs ; que, si les salaires de ses ouvriers avaient pu dans certains cas être inférieurs à ceux des ouvriers employés dans

les mines privées, cela tenait aux exigences du budget ; que toutes les mines étant nationalisées, l'Etat se verrait libéré d'une politique commerciale aussi accentuée ; que du reste les mines de l'Etat avaient toujours été au premier rang par leurs institutions de prévoyance sociale, et qu'enfin, dans les mines privées, la liberté politique des travailleurs était loin d'être respectée.

Enfin on objectait que la nationalisation des mines aurait pour résultat d'effrayer les capitalistes, et de chasser hors du pays les capitaux nécessaires à la prospérité économique nationale.

Mais cet épouvantail a été agité, répondait-on, à chaque mesure économique ayant pour but l'extension du pouvoir de l'Etat ou l'augmentation des charges sociales, et jamais, malgré ces pronostics intéressés, on a vu se produire d'exode de capitaux pouvant inquiéter le pays.

« A chaque mesure économique importante prise par l'Etat, on nous a effrayé avec cet homme noir. Il est revenu au moment de l'étatisation des chemins de fer et a disparu comme une ombre. Il s'est montré à nouveau au moment de la nouvelle organisation de l'impôt sur le revenu, et là encore, il a moins agi par son existence réelle que par la peur qu'il a inspirée. » (1).

1. Kienitz, *op. cit.*, p. 26 et suiv.

Ainsi donc, si les arguments invoqués par les partisans de la nationalisation des mines ne semblaient pas décisifs, et s'il apparaissait que des mesures moins catégoriques pouvaient suffire pour écarter les dangers signalés, les objections qui leur étaient faites n'entraînaient pas non plus les convictions d'une façon absolue.

C'est que les motifs vraiment déterminants qui sélevaient contre la nationalisation des mines étaient d'ordre financier.

Pour nationaliser le bassin rhénan-westphalien, et, à plus forte raison, toutes les mines du royaume, le gouvernement prussien aurait eu, même en procédant à la longue échéance, des sommes énormes à déboursier, et il semble que les résultats de cette entreprise eussent pu être déplorables pour le pays ou au point de vue financier.

Car il était impossible de concevoir l'Etat reven-
diquant sans indemnité des mines dont la prospérité
était due au capital privé qui s'y trouvait incorporé,
capital dont la valeur se chiffrait par milliards et
qui, réparti dans un grand nombre de mains grâce
à la formation des sociétés par actions, ne pouvait
passer entre les mains de l'Etat sans juste compen-
sation.

Or, pour les mines pures (reine Zechen) du bas-
sin rhénan-westphalien seulement, c'est-à-dire pour
celles qui n'avaient pas fusionné avec des usines

métallurgiques, l'Etat aurait dû déboursier environ un milliard et demi de marks. Depuis une dizaine d'années, leur valeur avait quintuplé ou sextuplé. Si, au commencement de 1890, l'Etat avait nationalisé les mines comme il nationalisait les chemins de fer, il aurait pu conclure une brillante affaire. Il n'en était plus de même aujourd'hui.

Un des partisans de l'étatisation des mines ; M. le Regierungs-rath von Kienitz, recommandait le moyen employé lors de la tentative d'étatisation de la Hibernia comme étant le plus pratique pour réaliser la naturalisation des entreprises en exploitation, c'est-à-dire l'achat des actions. Pour cela l'Etat s'arrangerait de façon à avoir à sa disposition un crédit annuel de 50 ou 100 millions, qu'il emploierait en achats de parts de mines, au moment où les cours seraient les plus favorables, mais il serait à craindre que ces occasions propices ne se présentent jamais. Une telle mesure aurait en effet comme résultat immédiat de faire monter le cours des valeurs minières, dans des proportions échappant à toute prévision, comme on l'avait vu pour la Hibernia, dont les actions, à la nouvelle de l'offre de l'Etat, passaient de 195 à 280 marks.

Mais alors, un milliard et demi ne serait plus suffisant, et on peut d'ailleurs concevoir quelles conséquences auraient pour le crédit de l'Etat ces 100 millions d'emprunt annuel dans un budget déjà si difficile à équilibrer.

Les propriétaires de mines se garderaient bien de conserver pour eux les valeurs de l'Etat reçues en compensation des valeurs minières achetées par l'Etat. Sachant que des indemnisations auraient lieu chaque année, ils s'empresseraient de vendre ce papier d'Etat, pour en placer le montant dans de nouvelles entreprises industrielles ; le papier Etat verrait sa valeur diminuer rapidement et on ne peut prévoir jusqu'à quels cours descendraient les emprunts de l'Etat.

Mais il est à penser, qu'au bout de quelques années, il devrait suspendre le rachat, ses emprunts devant être émis à des conditions trop onéreuses.

D'ailleurs, chaque tentative de rachat développerait la spéculation d'une façon extraordinaire. Et, non seulement les actions de mines verraient leurs cours monter, mais encore, par les capitaux rendus disponibles qui se placeraient en masse dans l'industrie, une hausse se produirait également dans toutes les branches de valeurs industrielles et, plus particulièrement dans celle de l'industrie métallurgique, provoquant des crises de bourses extrêmement néfastes.

D'autre part, non seulement les sociétés minières combattraient avec acharnement tout projet de nationalisation, mais elles se verraient aidées par l'industrie métallurgique qui mettrait à sa disposition de puissants moyens de résistance.

L'amalgamation des mines avec de grandes entreprises métallurgiques rendraient en effet extrêmement difficile, sinon impossible, toute acquisition des mines par l'Etat. Ce mouvement de fusion entre mines et usines s'est nettement accentué après la publication du projet de l'Etat sur la *Hibernia*.

Si l'Etat développait ses plans d'étatisation, on verrait les possesseurs des mines pratiquer des fusions de plus en plus vastes et, à moins de soutenir que l'industrie prussienne tout entière est mûre pour la nationalisation, on voit que l'Etat ne pourrait arriver à celle-ci que d'une façon partielle et incomplète.

Or, l'Etat ne pourrait être assuré de trouver dans l'exploitation des mines, les sommes nécessaires au paiement des intérêts du capital employé à l'acquisition, que s'il pouvait maintenir le cours des houilles à un prix fort élevé, et il ne pourrait avoir cette assurance que s'il était certain d'acquérir toutes les mines et d'établir un monopole.

Mais alors, le but de la nationalisation des mines ne serait pas atteint, puisque l'Etat, ayant acheté les valeurs minières à des cours très élevés, devrait, pour que l'acquisition ne devint pas désastreuse pour ses finances et son crédit, continuer à faire payer cher le minerai et peut-être même augmenter encore considérablement les prix de vente.

Même si l'Etat parvenait à acquérir toutes les mines

pures, il devrait encore s'unir dans des cartels avec les mines qui sont adjointes à des usines pour que, dans les mauvaises périodes, elles ne lui fassent pas concurrence. Enfin, resterait toujours le danger de voir, en raison de l'amélioration constante des moyens de transport, ce monopole si difficilement réalisé menacé par la concurrence étrangère.

Mais, si le rachat des mines par acquisitions successives de toutes les actions minières semble soumis à des difficultés particulières, d'autres méthodes ne présenteraient-elles pas moins de difficultés ?

L'achat des mines par traités passés de gré à gré entre l'Etat et les compagnies, comme cela avait eu lieu au moment de la nationalisation des chemins de fer, trouvait des partisans nombreux. Mais les conditions étaient tout autre. Alors qu'au moment de l'étatisation des chemins de fer, le gouvernement avait devant lui des compagnies à moitié ruinées, sans aucun lien entre elles, alors qu'il possédait pour les influencer et les amener à composition tant de moyens d'action, il trouvait au contraire cette fois devant lui des compagnies puissantes et prospères, unies dans des cartels d'ampleur formidable, soutenues par les principales banques du royaume, et contre ces compagnies les moyens d'intimidation ne se présentaient ni si nombreux, ni si efficaces, que contre les compagnies de chemin de fer.

Reste l'acquisition des mines par expropriation.

Mais si ce moyen permettait le rachat des mines à des taux plus avantageux que par les méthodes précédentes, il ne laissait pas de soulever non plus de graves objections.

La fixation des prix donnerait lieu en effet à des difficultés extraordinaires, de grandes injustices ne pourraient être évitées. Puis, ces acquisitions, qui ne sauraient être faites d'un seul coup, étant donné le capital trop considérable que l'Etat devrait engager dans une telle entreprise, bouleverseraient le marché, en suspendant sur les mines non encore nationalisées la menace constante d'un rachat, dont il serait impossible de prévoir les conditions.

Les objections soulevées plus haut, en raison des fusions avec les usines métallurgiques, subsisteraient d'ailleurs.

Aussi cette expropriation des mines ne semblait-elle devoir être poursuivie qu'en cas de nécessité absolue, c'est-à-dire de gaspillage des richesses nationales.

Tel n'était pas le cas en 1904. Si la centralisation de la propriété minière dans les mains de quelques puissantes compagnies de sondages et de quelques cartels avait produit des conséquences fâcheuses au point de vue économique et social, cependant elle ne portait pas à la vie économique générale du pays un tort assez considérable, pour qu'une étatisation géné-

rale de la propriété minière pût paraître nécessaire au gouvernement.

Des mesures moins radicales pouvaient, semblait-il, parer suffisamment aux dangers les plus pressants.

La tentative d'étatisation de la Hibernia était une d'entre elles. Si le projet du gouvernement avait réussi, sa situation de puissant propriétaire minier dans le bassin rhénan-westphalien lui permettait d'acquérir facilement une influence bienfaisante dans le bassin et d'empêcher les abus trop criants, en prêtant son appui aux éléments sages et modérés du syndicat (1).

C'était, en tous cas, le moyen le plus simple de satisfaire l'opinion publique en montrant sa bonne volonté d'entreprendre quelque chose contre les cartels.

« Il est naturel d'ailleurs, que dans les couches profondes de la population, qui, par manque de compréhension économique, considéraient, d'après les idées répandues par le socialisme, l'étatisation comme l'unique solution du problème, l'acquisition de la

1. Si l'Etat avait réussi dans son entreprise, il aurait dû nécessairement entrer dans le syndicat, tout au moins comme propriétaire de la Hibernia. La participation au syndicat ne dépendait pas en effet du propriétaire des mines, les mines elles-mêmes faisaient partie du syndicat, et tout acheteur de ces mines devenait d'office par le fait même de son acquisition membre du syndicat.

Hibernia soit apparue comme le prélude d'une nationalisation générale des mines. Mais telle n'était pas la pensée du gouvernement.

« Par l'acquisition d'une puissante entreprise, il donnait satisfaction à l'opinion publique, sans qu'il fût nul besoin d'exprimer une idée nouvelle d'économie politique, sans qu'il eut à soutenir aucune formule compromettante. Cette acquisition était à la fois une bonne affaire et apparaissait comme la preuve d'une politique fiscale prudente. » (1).

Aux divers griefs précédemment mentionnés, au reproche de poursuivre une étatisation générale des mines, ne se bornaient pas les adversaires du gouvernement. Ils lui reprochaient encore la méthode qu'il avait suivie pour atteindre son but. Ils la flétrissaient comme sournoise et déloyale. Ils s'indignaient pompeusement contre ces manœuvres hypocrites qui devaient priver les propriétaires westphaliens « des mines où ils avaient placé le capital de leur intelligence et de leur cœur ».

A ces vertueuses indignations, qui pouvaient paraître légèrement intéressées, le gouvernement répondait, avec raison semble-t-il, que la méthode suivie par lui était la seule praticable, que l'attitude intransigeante de la direction de la Hibernia avait bien prouvé que toute offre de l'Etat aurait été repoussée

1. Robert Liefmann, *op. cit.*, p. 403.

comme insuffisamment rémunératrice, que ces achats d'actions étaient pratique courante pour ceux-là même qui lui en faisaient grief, qu'il n'y avait aucune bonne raison d'imputer à mal à l'Etat poursuivant un but d'utilité générale et désintéressée, ce que l'on considérait comme parfaitement normal et moral chez des particuliers poursuivant un accroissement de leur fortune.

Enfin, dans un dernier ordre de questions, deux reproches exactement opposés étaient adressés au gouvernement.

Pour les uns, l'indemnisation proposée aux actionnaires de la Hibernia était insuffisante, pour les autres au contraire elle était exagérée.

La société objectait en effet, que le dividende moyen fourni aux actionnaires pendant les dix dernières années était de 11 0/0 et plus, que, en offrant 8 0/0 d'intérêt, on diminuait ainsi de 3 0/0 le dividende normal fourni par la société ; que le gouvernement d'ailleurs ne tenait aucun compte de la situation future de la société ; que des sommes considérables avaient été engagées dans l'achat de concessions ou d'exploitations nouvelles, dont l'amortissement pesait encore lourdement sur le budget de la société, mais que, dans quelques années, les nouveaux puits creusés et ouverts à l'exploitation permettraient de réaliser des bénéfices encore plus con-

sidérables ; que, dans ces conditions, l'Etat n'offrait pas une indemnisation suffisante (1).

Si le dividende assuré aux actionnaires est légèrement inférieur à celui fourni pendant les dernières années, répondait-on, en revanche le cours de 240 marks pris comme base d'évaluation est très supérieur au cours moyen des actions, et ceci compense cela (2).

D'autre part, la sécurité des fonds d'Etat fournis en échange des actions doit entrer en ligne de compte, l'aléa des entreprises industrielles disparaît pour les actionnaires.

Au reproche d'avoir été trop généreux, le gouvernement objectait son désir de réussir, la volonté de ne point encourir le reproche de profiter de circonstances favorables pour s'approprier à bas prix une entreprise actuellement grevée de bien des charges, mais devant assurer dans l'avenir des bénéfices considérables, la persuasion où il était que le prix d'achat élevé lui laissait cependant la certitude de revenus satisfaisants.

Tels sont, résumés, les principaux arguments employés par les deux adversaires : Etat, Hibernia,

1. *Entwurf eines Gesetzes betreffend die Beteiligung des Staates an der Bergwerksgesellschaft Hibernia zu Herne Drucksache, n° 532.*

2. Au moment de la publication de l'offre d'étatisation, les cours des actions de la Hibernia étaient seulement de 195 marks.

dans cette affaire qui passionna l'opinion prussienne, simple épisode de l'action engagée par l'Etat pour ressaisir une partie de son influence sur la propriété minière si libéralement abandonnée en 1865.

On pourra peut-être trouver maladroite la méthode, il sera difficile d'estimer décisif aucun des arguments employés contre le but poursuivi.

Quoi qu'il en soit, le but du gouvernement n'était pas atteint. Il n'avait pu obtenir dans le bassin rhénan-westphalien l'influence qu'il désirait acquérir.

Il allait s'efforcer de parer de façon plus radicale aux dangers de la centralisation de la propriété minière dans les mains de sociétés trop puissantes et trop indépendantes.

CHAPITRE V

REJET DU PROJET DE LOI DÉPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT LE 17 FÉVRIER 1905.

L'achat de la Hibernia, tenté par le gouvernement, eût-il été mené à bonne fin, qu'un seul des dangers provoqués par la concentration des entreprises minières : celui d'une tenue trop élevée des prix, se fût trouvé atténué ; cette influence bienfaisante ne pouvait d'ailleurs se faire sentir que dans une région déterminée : la Westphalie, et pour un seul produit : la houille.

Mais des tentatives de même nature, même poursuivies avec succès, étaient des mesures trop spéciales, des essais trop fragmentaires, ne pouvaient être suffisamment efficaces pour parer aux dangers les plus pressants provoqués par les formes nouvelles sous lesquelles se manifestait, soit la découverte des gisements houillers, soit l'exploitation des mines.

Des mesures plus générales s'imposaient. Et les lois que le gouvernement prussien allait être appelé à présenter, devaient s'inspirer d'un esprit tout autre que celui qui animait la loi vieillie de 1865.

En 1865, en effet, on s'efforçait d'attirer les capitaux vers les mines, de provoquer la recherche des gisements.

Pour y parvenir, on écartait « le principe de direction » débarrassant ainsi la propriété minière de la tutelle un peu lourde de l'Etat, on accordait des concessions sans limitation de durée, on rapprochait autant que possible les droits du propriétaire d'une mine des droits du propriétaire ordinaire.

Aux prospecteurs audacieux, on donnait la certitude d'une large rémunération de leur travail et des dépenses engagées en accordant à celui qui, le premier, découvrait un gisement, la concession de ce gisement.

Sous un tel régime, l'effet attendu s'était produit, et la Prusse avait assisté à un développement admirable de son industrie houillère.

En 1904, ce n'était plus, ni la pénurie des capitaux, ni la léthargie des exploitations minières, ni le manque d'initiative dans la recherche des gisements, qui pouvaient inquiéter l'Etat. Mais c'était la concentration des capitaux immenses qui s'étaient dirigés vers les mines dans les mains de quelques coalitions d'intérêts formidables, dont la puissance était assez

grande pour résister aux désirs les plus légitimes de l'Etat, et s'accroissaient assez rapidement pour qu'il apparût clairement que, bientôt, elles pourraient disposer à leur gré de la vie économique de la nation, sous contrôle passible de l'Etat.

C'était aussi la transformation des entreprises de sondages qui, profitant de la liberté que leur laissait la loi, accaparaient avec une rapidité prodigieuse toutes les richesses minérales de la nation.

On comprend qu'en raison d'une telle transformation, ce n'était plus un esprit de large libéralisme qui devait inspirer les lois nécessaires.

C'était le souci de restreindre la liberté des exploitants et celle des sociétés de sondages, celui de renforcer le pouvoir de l'Etat qui devait inspirer la politique gouvernementale : politique absolument opposée, on le voit, à celle de 1865, mais devant les dangers du présent et les menaces de l'avenir, elle s'imposait.

On a reproché au gouvernement d'avoir été inspiré, non pas seulement par des motifs d'intérêt général, mais encore et surtout par des sentiments de rancune motivés par l'échec de l'affaire de la Hibernia. Mais, si ce sentiment de rancune eut quelque influence sur l'orientation donnée à la législation minière, on ne peut démontrer qu'il fut cause principale.

En tout cas, si un mouvement de mauvaise humeur

ne peut être considéré comme motif valable d'un changement de législation, on ne peut vraiment faire grief au gouvernement d'avoir puisé, dans l'expérience qu'il venait de faire, quelques motifs d'une attitude un peu rude, quand, le faisant, il se sentait soutenu par la nation presque tout entière, et quand la conduite de ses adversaires avait légitimé les précautions qu'il était bon de prendre contre eux.

*
* *

On a déjà vu comment la création de sociétés minières puissamment outillées, le renouvellement du syndicat westphalien, la possibilité pour les propriétaires de mines de reporter le taux de participation d'une mine dont ils cessaient l'exploitation sur une mine mieux organisée ou plus productive, avaient eu pour conséquence l'abandon d'un grand nombre de mines, particulièrement dans la partie Sud du bassin rhénan-westphalien.

Ce sont ces « *Stillegen der Zechen* » qui devaient inspirer au gouvernement prussien son premier projet de loi restrictif de l'indépendance des propriétaires de mines, première atteinte aux principes libéraux de la loi alors en vigueur.

C'est en 1903 et au commencement de l'année 1904, que les achats de petites mines par des com-

pagnies plus puissantes s'étaient multipliés, et avec eux les cessations d'exploitations.

On a montré les conséquences extrêmement fâcheuses de ces abandons de mines : milliers d'ouvriers dans la misère, petit commerce ruiné, effondrement du crédit de toute une contrée, et, conséquences qui pouvaient au gouvernement paraître aussi dangereuses que les premières, exaspération des ouvriers attirant au parti social-démocrate de nombreux partisans, préparant un terrain de culture extrêmement favorable pour la grève qui devait éclater en janvier 1905.

Mais ces abandons de mines n'avaient pas seulement des conséquences sociales déplorables, elles aboutissaient également au gaspillage des richesses minérales. Les mines abandonnées étaient, en effet, très vite envahies par les eaux, et l'on devait perdre tout espoir de reprendre plus tard leur exploitation.

Ainsi donc, des masses considérables de minerais exploitables étaient rendues inutilisables, et l'on ne se faisait pas faute de reprocher au syndicat westphalien d'interdire par sa politique toute exploitation rationnelle des gisements existants et de provoquer le gaspillage de richesses qui, en raison de leur utilité essentielle, devaient être exploitées avec le plus constant souci de l'intérêt national non seulement présent, mais à venir.

D'autre part, le danger d'une cessation d'exploitation ne touchait pas seulement les mines abandonnées.

Les mines voisines se voyaient menacées par l'envahissement des eaux venues des mines dont on avait cessé l'entretien, et les frais nécessités pour parer à ce danger, rendant l'exploitation plus coûteuse, pouvaient suffire pour entraîner la fermeture de mines disposant de ressources financières insuffisantes.

Ces abandons de mines avaient causé dans le pays une agitation énorme. Les réclamations contre ces abus furent portées tout à la fois à la tribune du Reichstag et du Landtag. (1)

Dans ces deux Chambres, le syndicat rhénan-westphalien fut, une fois de plus, vivement pris à partie par les députés de toutes les opinions. Au Reichstag, les députés socialistes profitèrent de l'heureuse occasion qui leur était fournie, pour déclarer que telle mesure particulière, telle modification à un article de loi ne suffiraient pas pour remédier au mal, mais que, seule, la nationalisation générale des

1. Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags, XXI. Legislatur periode, I. Session, 1903, 1904. S. 2288-2312.

Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Hauses der Abgeordneten XX. Legislatur periode, I. Session 1903-1904. S. 3850. 3919.

mines pourrait donner des résultats féconds et profitables à l'intérêt national.

Les partisans du syndicat s'efforçaient de contester, et l'importance des abandons de mines, et l'étendue des misères qui en étaient résultées. La plupart des ouvriers, disaient-ils, ont pu retrouver immédiatement un emploi dans les mines dont on devait augmenter la production, et la gêne passagère que la cessation de certaines exploitations a provoquée dans certains milieux, a été transformée à dessein en ruine générale par certains partis dans un but politique intéressé.

Quant au gaspillage des richesses minérales, il ne saurait en être question.

Les mines de la partie Sud du bassin westphalien, et par la moins bonne disposition de leurs couches de houille, et par leurs gisements moins considérables, et par leur houille de moins bonne qualité, et par l'invasion plus facile des eaux se trouvent dans une situation très inférieure à celles de leurs concurrentes de la région Nord du bassin.

Beaucoup d'entre elles ne procuraient plus aucun bénéfice, et il est impossible d'exiger la continuation de l'exploitation dans de telles conditions.

Si même, ces mines ont pu continuer aussi longtemps leur exploitation, malgré toutes ces conditions d'infériorité, c'est au syndicat qu'il faut l'attribuer.

En assurant, en effet, une tenue suffisante des prix, le syndicat a permis à maintes petites exploitations, dont les meilleures couches étaient épuisées, de continuer pendant longtemps encore leur exploitation et d'utiliser ainsi les minerais dont elles avaient la disposition d'une façon plus complète qu'elles n'auraient pu le faire sous un régime de libre concurrence.

Comme le disait en effet Arndt dans le *Dictionnaire des Sciences économiques* en 1899 : « La sévère concurrence que les mines allemandes se préparent entre elles et que se prépare à leur faire l'étranger, a pour conséquence inévitable, après la suppression de la direction de l'Etat, que les fosses, pour rester capables de concurrence, particulièrement en raison des bas prix où descendront les minerais, exploiteront seulement les plans les plus puissants, laissant de côté les plus faibles qui seront perdus pour toujours. »

Ces prédictions se seraient infailliblement réalisées sans le syndicat.

D'ailleurs, on s'accorde à reconnaître que la Prusse possède dans son sous-sol une réserve de houille assez importante pour suffire encore aux besoins de nombreuses générations.

Il semble donc que le souci d'un avenir, qui jouira peut-être de sources d'énergie toutes autres que celles employées aujourd'hui, ne puisse inspirer

des inquiétudes suffisantes, pour que l'abandon de quelques mines soit le signal d'un mouvement législatif, dont les conséquences pourraient être extrêmement nuisibles à la prospérité des mines.

Le ministre du Commerce, tout en reconnaissant que les conséquences de ces abandons de mines avaient été considérablement exagérées, affirmait cependant la nécessité de prendre les mesures capables d'entraver ce mouvement et de donner au gouvernement le moyen d'empêcher les propriétaires de mines de disposer arbitrairement des gisements qui leur étaient confiés.

Une commission fut nommée, chargée d'étudier la situation dans le bassin de la Ruhr. D'autre part, le Landtag adoptait une résolution du député de Savigny « invitant le gouvernement à rechercher si le paragraphe 65 de la loi minière de 1865 lui donnait un moyen suffisant pour empêcher ces abandons de mines si profondément dommageables à l'intérêt public, aux communes intéressées et à leurs habitants, et au besoin de présenter dans cette session du Parlement un projet de loi complétant la loi minière de telle sorte qu'il puisse posséder des armes efficaces pour lutter contre de tels dommages ».

Le paragraphe 65 semblait en effet donner au gouvernement une arme contre les propriétaires de mines qui négligeraient, soit de commencer l'exploit-

tation des terrains à eux concédés, soit de continuer l'exploitation commencée.

Il était ainsi conçu :

« Le propriétaire d'une mine est obligé de l'exploiter, si, d'après l'avis de l'inspection générale des mines, de puissants motifs d'intérêt public s'opposent, soit à la non-exploitation, soit à l'arrêt d'exploitation de cette mine. »

Ce principe de l'obligation d'exploiter quand l'exigeait l'intérêt public, avait été introduit dans la loi de 1865 comme un correctif nécessaire à la liberté accordée par la loi au propriétaire d'une mine.

Jusqu'en 1865, le concessionnaire avait été rigoureusement tenu d'exploiter le gisement concédé sous la surveillance étroite de l'Etat. La loi de 1865 avait singulièrement élargi et assoupli les droits du concessionnaire, l'avait débarrassé de la tutelle obsédante de l'Etat, mais cependant celui-ci n'avait pu faire abstraction des droits primordiaux de la nation à l'utilisation des richesses minières, et l'exposé des motifs reconnaissait encore : « Qu'en enlevant les gisements minéraux à la libre disposition du propriétaire du sol, on commet un acte qui ne se justifierait pas, si, en même temps, et pour autant que l'intérêt public le réclame, on ne stimulait et dans certains cas n'exigeait l'utilisation des gisements concédés. » (1).

1. Loi de 1865. *Exposé des motifs*, p. 197.

En application de ce principe, la loi de 1865 avait organisé un système de retrait de concession comportant mise en adjudication d'office ou suppression de la concession (art. 156, 160, 164).

Mais jamais ces articles n'avaient reçu d'application pratique et cela pour plusieurs motifs.

On s'accordait en effet, à reconnaître, d'après les discussions parlementaires (1), que par l'expression « *überwiegende gründe des öffentlichen Interesses* » justifiant l'exploitation forcée, il fallait entendre seulement le manque des combustibles minéraux nécessaires à une contrée déterminée (2).

La facilité des communications entre les différents bassins prussiens, l'importation des houilles anglaises n'avaient jamais permis une disette de houille suffisante pour que le gouvernement songeât à exciper de cet article 65 pour ordonner la mise en exploitation de gisements concédés et non encore utilisés.

Et particulièrement quant à la crise de 1904, ce texte ne pouvait guère paraître applicable, les houilles des mines du Nord pouvant facilement descendre vers le Sud du bassin.

D'autre part, l'exposé des motifs de la loi de 1865 ajoutait que l'intérêt public n'était pas en jeu lorsqu'il s'agissait de mines non rémunératrices et qu'en

1. Sten. Ber. über die Verh. d. Herrenh, 1865, zweiter Bd. Anlagen. S. 174. u. f. g.

2. G. Gothein, *op. cit.*

pareil cas, on ne pourrait exercer de contraintes contre le propriétaire de la mine. Or, tant que les concessions étaient restées peu importantes, isolées les unes des autres, chacun avait intérêt à les exploiter le plus longtemps possible. On pouvait penser d'ailleurs que si le concessionnaire cessait son exploitation, le prix de la substance minérale subirait une hausse qui encouragerait le concessionnaire à reprendre ses travaux (1).

Enfin, lorsque ces conditions avaient été modifiées par la formation des divers syndicats, et que l'on songea à mettre en vigueur ce fameux article 65, on s'aperçut qu'il ne pouvait rendre aucun des services qu'on attendait de lui.

La procédure de retrait exigeait trop de temps. Même si elle avait abouti à faire tomber la mine entre les mains d'un adjudicataire disposé à continuer ou à entreprendre l'exploitation, il n'y avait pas moyen d'empêcher que, jusqu'à ce moment, l'arrêt d'exploitation n'ait causé à la mine un grave dommage.

La procédure n'avait pas d'effet sur les tiers. Aussi, en cas de vente de la mine, devait-elle être rouverte.

L'inspection des mines ne pouvait ordonner la

1. Projet de loi du 19 février 1905. Exposé des motifs. Pièce n° 703, p. 5685.

mise aux enchères, si le propriétaire ou un créancier ne la réclamait pas. Elle ne pouvait qu'ordonner le retrait de la concession. Cette dernière solution ne satisfaisait pas l'intérêt public.

L'acquéreur n'était pas obligé de poursuivre immédiatement l'exploitation.

C'étaient toutes ces défectuosités, toutes ces insuffisances de la loi de 1865, mises en lumière par les discussions du Landtag, au moment des interpellations sur l'abandon des mines, qui avaient provoqué la résolution du député de Savigny rapportée précédemment.

*
* *

Cette résolution fut renvoyée à une commission de quatorze membres qui tint séance le 10 mai et le 30 novembre 1905, et déposa un rapport concluant à la réunion des mines les plus petites du Sud du bassin westphalien, permettant ainsi une exploitation moins coûteuse, et invitant le gouvernement à déposer un projet de loi modifiant l'article 65 de la loi générale des mines.

Le 17 février 1905, le gouvernement déposait ce projet de loi et la discussion générale en commençait le 29 mars suivant, parallèlement à la discussion du rapport de la XIX^e commission.

Dans son rapport, celle-ci proposait comme moyens capables d'atténuer la crise subie par la

région la plus atteinte par la fermeture des mines : d'une part, la réunion des petites fosses en une seule société ; d'autre part, la possibilité de frapper d'impôts supplémentaires, au profit des communes sur les territoires desquelles elles étaient situées, les mines dont on abandonnait l'exploitation, quoique susceptibles encore de procurer des bénéfices à leurs propriétaires.

Mais ces deux propositions devaient rester à l'état de vœux sans application pratique.

Le projet de loi proposé par le gouvernement était nettement restrictif du droit des propriétaires de mines. Il augmentait considérablement les moyens de coercition que possédait l'Etat à leur égard, il faisait peser lourdement sur eux la menace de l'arbitraire administratif.

On ne s'étonnera pas, d'ailleurs, de voir l'Etat présenter un projet de loi si nettement hostile à la liberté de la propriété minière, quand on songera qu'aux excellentes raisons puisées dans le souci d'une exploitation satisfaisante des gisements miniers, s'ajoutait le mécontentement profond du gouvernement contre les industriels rhénans, en raison, et de l'affaire de la Hibernia, et de la grève du bassin westphalien qui avait éclaté en janvier 1905.

Pour se rendre compte de l'esprit avec lequel le gouvernement allait aborder non seulement les discussions parlementaires de la loi sur l'abandon des

mines, mais encore les débats sur le projet Gamp, et plus tard sur la modification de la loi minière de 1865, il convient de rappeler les déclarations faites à la tribune du Reichstag par M. de Posadowsky, pendant les débats des 1-3 février sur la grève de la Ruhr, et celle de M. de Bülow le 27 mars au Landtag, à l'ouverture de la discussion du projet du gouvernement.

Le premier déclarait :

« La loi sur les mines ne donne pas à l'Etat le rôle qu'il devrait avoir. Nous ne sommes plus au temps où la loi minière fut promulguée. Les exploitants des houillères sont tout autre chose que ce qu'ils étaient alors. Lorsqu'à la propriété individuelle se substituent les collectivités capitalistes, l'Etat doit pouvoir agir sur ces entreprises modernes et leur rappeler *qu'il est, en fin de compte, la source de tout droit* ».

Et M. de Bülow déclarait, en parlant du rôle que doit jouer l'Etat dans les questions intéressant les mines :

« A mon avis, ce problème ne peut pas être résolu dans le sens voulu par les propriétaires de mines, non plus que par les financiers, comme on l'a vu lorsqu'il s'est agi de l'achat de la Hibernia, aussi bien qu'à l'occasion de l'intervention de l'Etat dans le bassin de la Ruhr. D'après ces messieurs, ce qu'il importe avant tout, c'est d'éliminer complètement

l'intervention de l'Etat. Or, cela n'est plus possible, l'Etat a désormais *le droit d'étendre sa main protectrice sur ce domaine et d'y imposer l'ordre.* »

On comprend que ces déclarations, d'une rudesse toute prussienne, n'aient pas été sans alarmer profondément les sociétés minières.

Imposer l'ordre : c'était la menace de l'intervention constante de l'Etat, enlevant à l'exploitant toute liberté d'action, le retour au principe de direction d'avant 1865.

L'Etat, source de tout droit : c'était l'avertissement impérieux donné aux propriétaires de mines qu'ils n'étaient de droits si fermement établis, qui ne pussent un jour disparaître, quand la prospérité nationale le paraissait exiger.

Le projet de loi déposé par le gouvernement le 17 février était nettement inspiré de l'esprit des déclarations précédentes :

Restriction des droits du propriétaire de la mine à la libre disposition de sa propriété ; accroissement, au contraire, du droit d'intervention de l'Etat, telles sont ses idées directrices.

La propriété du sous-sol, déclare l'exposé des motifs, n'est enlevée au propriétaire du sol pour être donnée au concessionnaire que dans un but d'utilité générale, parce que ce dernier semble mieux à même que le propriétaire du fonds d'exploiter au

mieux des intérêts de la nation, les gisements qui lui sont confiés.

Mais, le droit qu'il acquiert sur ceux-ci, diffère essentiellement du droit de propriété normal du Code civil, illimité et absolu.

La concession ne lui a été accordée que sous la restriction de satisfaire l'intérêt de la nation ; il doit donc exploiter les gisements concédés toutes les fois que des raisons sérieuses d'intérêt public nécessitent cette exploitation (1).

Tandis qu'en 1865, on s'efforçait de rapprocher autant que possible le régime de la propriété minière de celui de la propriété ordinaire du Code civil, en 1905, la tendance générale est, au contraire, de séparer nettement ces deux droits, de marquer l'infériorité, la précarité du premier.

M. Møller se défendant de porter atteinte au droit de propriété par certaines dispositions du projet du gouvernement déclare : « Il ne s'agit pas ici de la propriété normale du Code civil, il s'agit ici de propriété minière. Or, la propriété minière n'est pas une propriété absolue, c'est une propriété concédée. » (2).

« La propriété minière doit être considérée bien

1. Exposé des motifs, p. 5684, Drucksache, n° 703.

2. St. Be. Session 1904-1905. S. 12.298,

plutôt comme un usufruit que comme une propriété réelle (1) », disait le député Hæger.

« Par droit de propriété minière, dit l'inspecteur des mines, député Steinbuck, il faut entendre le droit d'acquérir les matières minérales comprises dans le gisement concédé. A la concession minière est indissolublement liée l'obligation d'exploiter quand l'intérêt public l'exige. » (2).

Si ces conceptions de la propriété minière présentaient entre elles certaines différences, une même tendance cependant s'y manifestait : réduire autant que possible les droits du concessionnaire et justifier ainsi les mesures coercitives que pourrait prendre l'Etat à son égard.

Le gouvernement proposait deux remèdes aux défauts signalés plus haut dans la loi de 1865 : il assurait une prompte et efficace mise en adjudication, d'une part en abrégant les délais, en supprimant l'effet suspensif des voies de recours, d'autre part, en étendant aux tiers l'effet des mesures prises.

L'article 65 nouveau, comme l'ancien article 65, exprimait le principe de l'obligation du propriétaire de mines.

« Le propriétaire de mine, disait-il, est tenu d'exploiter la mine lorsque l'exploitation promet d'as-

1. St. Be. S. 12.303.

2. St. Be. S. 13.544 rufg.

sur un gain et lorsque des motifs supérieurs d'intérêt public s'opposent à l'arrêt total ou partiel de l'exploitation.

« Si l'inspection générale des mines estime que les conditions visées ci-dessus sont réalisées, cette administration peut, après audition du propriétaire de mine, et, sous la menace des mesures indiquées aux articles 65 *c* et 65 *o* et au titre VI, mettre le propriétaire de mine en demeure de mettre la mine en exploitation ou de reprendre l'exploitation dans un délai fixé par l'inspection générale et dans les proportions qu'elle jugera exigées par l'intérêt public. »

Le nouvel article reproduit l'expression « *überwiegende gründe des öffentlichen Interesses* » motifs supérieurs d'intérêt public, mais il résulte des discussions au Parlement et dans les commissions, que l'on entendait donner à cette expression adroitement vague un sens beaucoup plus étendu que celui qui lui avait été attribué jusqu'alors.

Ce n'est plus seulement la pénurie de houille dans une région, le besoin absolu du consommateur qui devront servir de norme à l'inspection des mines pour appliquer l'article 65.

Il faudra maintenant se référer à l'intérêt des communes proches des mines abandonnées, se soucier de la situation des travailleurs qui seraient con-

gédiés. L'article 65 sera donc désormais capable d'applications infiniment plus nombreuses.

Mais, si l'inspection des mines va pouvoir, dans des cas plus nombreux, user de cet article 65, si d'autre part, pour assurer la non interruption de l'exploitation, la loi va, dans les articles suivants, édicter les dispositions très rigoureuses envers les concessionnaires, et très restrictives de leur liberté, elle a soin, pour les justifier, de déclarer cette fois expressément que, pour que de telles solutions puissent intervenir, il faut qu'il s'agisse de mines reconnues rémunératrices.

Cette condition essentielle de l'application de l'article 65, tout en résultant évidemment de l'esprit de la loi de 1865, ne s'y trouvait pas exprimée.

Le nouvel article 65 l'édicte expressément : « wenn der Betrieb Gewinn verspricht ».

Le gouvernement déclarait, par cette expression, vouloir indiquer que l'exploitation devait être telle qu'on en pût attendre, non seulement une rémunération convenable du capital, mais encore un amortissement répondant aux conditions spéciales de l'affaire (1).

L'article fondamental (art. 65) parle encore « de l'arrêt total ou partiel de l'exploitation ».

L'exposé des motifs de l'ancien article 65, indiquait

1. Exposé des motifs. Drucksache, n° 703, p. 5686.

bien que la procédure du retrait pouvait être ouverte, même si le concessionnaire exploitait partiellement la concession, mais on a voulu empêcher de tourner la loi en ne maintenant en exploitation qu'une infime partie de la concession.

C'est l'inspection générale des mines qui décide d'après l'article 65 § 2, que les conditions exigées par le paragraphe 1, sont réalisées. Elle a désormais le droit de fixer arbitrairement le délai dans lequel l'exploitation devra être soit entreprise, soit reprise.

Les articles numérotés 65 *a* à 65 *r*, articles entièrement nouveaux, donnent à l'Etat toute facilité pour assurer la continuation des exploitations dans les meilleures conditions possibles.

Si le propriétaire de la mine refuse en effet de faire droit aux sommations de l'inspection des mines, la procédure doit, comme précédemment, aboutir à l'adjudication d'office de la mine ou au retrait de la concession (loi du 23 sept. 1890, art. 156 à 162 de la loi générale des mines).

Il importe avant tout, pour que l'adjudication donne des résultats utiles, que la procédure soit rapide, que l'exploitation ne soit pas interrompue trop longtemps. Les nouvelles dispositions de la loi sont édictées dans ce but.

Pour que l'adjudication soit efficace, il faut que la mine soit en état d'être immédiatement exploitée.

Aussi, d'après l'article 65 *a* nouveau, à dater de

l'ordre d'exploiter, le concessionnaire est tenu de maintenir la mine dans un état tel, qu'à un moment quelconque, il soit possible de reprendre l'exploitation ; il est tenu d'éviter tout ce qui pourrait rendre vaine ou plus difficile la remise en exploitation de la mine.

L'article 65 *c* garantit mieux encore ce maintien en bon état de la mine non exploitée, puisqu'il prévoit l'exploitation d'office aux frais du concessionnaire, à dater du moment où la procédure de retrait a été ouverte par l'inspection générale des mines.

Cette procédure du retrait est ouverte quand le concessionnaire de la mine ne donne pas suite à la sommation à lui faite, en vertu de l'article 65 § 2.

Quand l'exploitation d'office est ordonnée en vertu de l'article 65 *c*, un administrateur de la mine est nommé par l'inspection générale des mines, et, à dater de ce moment, le propriétaire de la mine perd le droit d'administrer la mine (art. 65).

La disposition précédente ne signifie pas que le concessionnaire à dater de la mise en exploitation d'office n'ait plus le droit de disposer de sa propriété minière. L'exposé des motifs de l'article 65 *b* dit expressément que « le droit du concessionnaire de céder à une autre personne la propriété de la mine n'est pas atteint par l'ouverture de la procédure ici prévue » (1).

1. Exposé des motifs, p. 569r.

Mais, pour empêcher de retarder par des ventes successives l'ouverture de la procédure de la vente forcée, l'article 65 *p* stipule que la procédure est poursuivie à l'encontre de l'acquéreur.

Comme on l'a dit, les frais de l'exploitation d'office sont à la charge du propriétaire de la mine. Mais la loi va plus loin, et, pour assurer, coûte que coûte, le paiement des frais d'exploitation, sans que l'Etat ait à faire d'avances, l'article 65 *o* décide :

« Lorsque les avances ne peuvent être recouvrées sur le propriétaire de la mine, les précédents propriétaires sont tenus à ce paiement, lorsque deux ans avant la sommation visée à l'article 65 § 2 la mine a changé de propriétaire. »

Le gouvernement estimait nécessaire cette mesure contre les aliénations frauduleuses possibles, et soutenait d'ailleurs, qu'en raison du caractère particulier de la propriété minière, le concessionnaire d'une mine ne pouvait pas se soustraire aux devoirs liés à sa propriété, même par la vente de sa mine (1).

Les appels des décisions de l'Inspection générale des mines sont portés devant le ministre du Commerce et de l'Industrie, statuant conjointement avec le ministre des Finances.

Le but de cette procédure étant d'aboutir soit au

1. Berichte der XXXVII Kommission. Session 1904-05, n° 879, p. 23.

retrait, soit à l'adjudication de la mine, et l'intérêt public exigeant une solution rapide, les délais ont été abrégés.

L'inspection générale fixant à son gré le délai à courir entre la sommation de l'article 65 § 2 et la décision de retrait de la concession (article 156), décision à partir de laquelle peut être poursuivie l'exploitation d'office, l'inspection des mines est pratiquement en mesure, lorsqu'elle considère comme nécessaire pour l'intérêt public la continuation de l'exploitation de faire procéder dans un très bref délai à l'exploitation d'office.

Les délais d'appel ne sont pas suspensifs.

Quand le retrait de la concession a été décidé, toute personne ayant des droits réels est autorisée, dans le délai d'un mois à dater de la notification de cette décision, à demander au tribunal civil compétent la mise d'office en adjudication (art. 159).

Le concessionnaire a le droit de demander également la mise en adjudication, ainsi d'ailleurs que l'inspection générale, droit qui ne lui était pas reconnu dans la précédente loi (art. 159).

Enfin, d'après le même article, l'adjudicataire contracte l'engagement d'exploiter la mine dans les proportions indiquées par la sommation (art. 65-2) à l'ex-concessionnaire.

Si l'adjudication n'est pas demandée ou si elle n'aboutit pas à l'adjudication de la mine, l'inspec-

tion générale prend une décision prononçant le retrait de la concession. Ce retrait entraîne l'extinction de tous les droits existant sur la mine de quelque nature qu'ils puissent être.

*
* *

Ce projet de loi fut vivement attaqué à la Chambre des députés, particulièrement par les nationaux libéraux.

On reprochait au gouvernement de porter à la liberté industrielle, par l'obligation de l'exploitation d'office, une atteinte qui aurait pour résultat une diminution énorme du crédit de la propriété minière.

Les propriétaires de mines se trouveraient, soutenaient les adversaires de la loi, soumis au bon plaisir absolu de l'administration minière. Toute garantie leur est enlevée par la suppression des voies de recours, car on ne peut compter pour telle l'appel au ministre.

Les frais de l'exploitation forcée ne doivent pas retomber sur le propriétaire, et à plus forte raison sur les précédents propriétaires. Ce droit de l'Etat d'imposer arbitrairement des frais peut-être très considérables au propriétaire de la mine est inadmissible. Jamais pareille entreprise de l'Etat contre l'indépendance des propriétaires ne s'est vue dans le droit privé prussien. C'est l'arbitraire sans limite.

Si l'Etat considère qu'il est d'utilité publique de continuer l'exploitation d'une mine, qu'il fasse l'avance des fonds, et, si cette exploitation doit se solder par un déficit, c'est à lui d'en supporter les conséquences.

Plus inadmissible encore est le pouvoir accordé à l'administration d'ordonner la mise en exploitation d'une mine non encore exploitée.

Comment se rendre compte, en effet, si cette mine pourra donner une rente suffisante pour couvrir les frais d'installation ?

Dans le choix du concessionnaire auquel on donnera l'ordre de commencer l'exploitation, dans la durée du délai qu'on lui imposera, régnera encore l'arbitraire le plus absolu.

D'ailleurs, la justification donnée par le gouvernement de mesures aussi exorbitantes du droit commun n'est pas valable.

Il prétend, en effet, que le pouvoir d'enlever au propriétaire du sol, le droit de disposer des minéraux du sous-sol et de concéder ce droit au propriétaire de la mine, dans un but d'intérêt public, a pour contre-partie, la possibilité d'exiger du concessionnaire leur mise en valeur.

Mais les minéraux n'ont jamais appartenu au propriétaire du fonds. Jamais le droit prussien n'a reconnu que la propriété du fonds entraînât celle du tréfonds. La qualité de propriété concédée par

l'Etat ne doit pas changer la nature des droits du propriétaire. Si, d'ailleurs, c'est sur le principe de différenciation entre la propriété ayant pour origine une concession de l'Etat, ou celle provenant de transmission entre particuliers que l'on base la différence de traitement qu'on leur veut appliquer, ce ne sont pas seulement, dans ces conditions, les propriétaires des mines qui se verront menacés de l'intervention de l'Etat, mais tous ceux dont la propriété a pour origine une concession, de fief, par exemple.

Ce n'est pas sur la distinction entre propriété concédée et non concédée qu'on peut baser les droits d'ingérence plus ou moins étendus de l'Etat.

Son droit d'intervention, pour l'une comme pour l'autre, doit être uniquement basé sur des motifs supérieurs d'intérêt public. Or l'intérêt public n'est pas suffisamment en jeu pour autoriser une telle atteinte à la liberté des propriétaires, une telle rupture avec les principes de la *Bergbaufreiheit*.

Les dangers momentanés qu'un contrat syndicalaire a pu produire ne sont pas suffisants pour nécessiter le vote d'une telle loi d'exception.

Après une première discussion générale où les critiques précédentes furent présentées d'une façon assez vive, le projet du gouvernement fut renvoyé à la commission qui s'occupait alors de la loi sur les conditions du travail dans les mines.

Faisant état des observations qui avaient été

présentées, la commission apporta au projet de loi du gouvernement d'importantes modifications dans un sens libéral.

On protégeait le propriétaire de la mine contre les abus possibles de l'arbitraire administratif en remplaçant l'appel illusoire au ministre par les voies de recours administratives normales.

D'autre part, une procédure était introduite dans la loi qui permettait au propriétaire de la mine d'établir, avant la cessation d'exploitation, les motifs légitimes de cette mesure.

Il pourrait d'ailleurs échapper aux frais imposés par l'exploitation d'office en renonçant à la propriété de la mine. Les précédents propriétaires ne pourraient être inquiétés.

Le projet du gouvernement, modifié par la commission, revint devant la Chambre des députés le 27 mai, et y fut voté le 29. Mais, si le gouvernement avait accepté la plupart des modifications proposées par la commission, il s'était absolument refusé à donner au propriétaire la faculté de se libérer des frais imposés par l'exploitation d'office, et la Chambre, sur ce point, s'était ralliée aux vues du gouvernement.

La loi votée par la Chambre des députés fut examinée ensuite par une commission de la Chambre des seigneurs qui, à l'unanimité, repoussa le système de l'exploitation forcée et de la charge des frais de

continuation d'exploitation imposée au propriétaire, malgré la déclaration du ministre du Commerce que le gouvernement était décidé, si la Chambre des Seigneurs se séparait du gouvernement sur ces deux questions, à abandonner son projet.

En effet, pendant la séance du 22 juin, où le projet de la commission venait en discussion générale, M. Möller prit la parole pour déclarer que deux questions dominaient le débat :

Admettait-on l'exploitation d'office, laisserait-on aux exploitants la charge de cette procédure ? Si oui, on serait d'accord avec le gouvernement et même avec la Chambre des députés, mais la commission ayant été unanime à repousser l'exploitation d'office le gouvernement s'est décidé à retirer le projet.

Le ministre ajoutait qu'il ne renonçait pas à donner satisfaction à la Chambre, et qu'il se réservait d'examiner, lors de la revision de la loi générale des mines de 1865, la question de l'arrêt des mines.

*
* *

L'échec du projet du gouvernement n'était pas un indice de la volonté des Chambres prussiennes, particulièrement de la Chambre des Seigneurs, de persévérer dans les conceptions qui avaient dicté la loi de 1865. L'opinion presque unanime des deux Chambres était que le système de la Bergbaufreiheit devait être considéré comme insuffisant et néfaste.

Si la Chambre des Seigneurs n'avait pas suivi le gouvernement, c'était bien plutôt que des enquêtes menées en Westphalie avaient prouvé, d'une part que pour aussi fâcheuses qu'aient été les conséquences des abandons de mines, elles n'avaient peut-être cependant pas eu l'ampleur de désastres qu'on leur avait donnée, d'autre part que la plupart des mines qui avaient cessé leur exploitation n'étaient plus « rentables ».

L'intérêt public ne semblait donc pas expressément menacé.

Il fallait mieux dans ces conditions ne pas édicter une loi aussi restrictive de la liberté des propriétaires de mines, et s'appliquer à solutionner les défauts de la loi alors en vigueur par une loi plus complète portant refonte générale de la loi de 1865.

Le projet Gamp, qui venait d'être déposé au Landtag et qui était accueilli avec faveur par la grande majorité des membres des deux Chambres, paraît d'ailleurs aux dangers les plus pressants et permettait d'attendre sans impatience la réforme de la loi de 1865.

Le gouvernement n'était pas éloigné de penser de même. Aussi n'insista-t-il pas devant les difficultés soulevées par la Chambre des Seigneurs.

Il allait d'ailleurs continuer à lutter pour l'extension de l'influence de l'Etat sur la propriété minière,

en acceptant la loi provisoire proposée par le député Gamp ; plus tard, en élaborant une refonte complète de la loi des mines qui devait se manifester comme une rupture absolue et définitive avec l'ancien système libéral.

CHAPITRE VI

LA LOI GAMP

Le projet de loi déposé par le député Gamp sur le bureau du Landtag prussien, le 30 mars 1905, rompait délibérément avec le régime libéral inauguré en 1865, et frappant la loi des mines dans son principe même, en proposant de suspendre, pendant cinq ans, toute concession de mines de houille et de potasse (1).

C'était dans l'esprit de son auteur une mesure

1. Si la potasse et la houille étaient seules visées dans le projet Gamp, c'est que ces minéraux étaient les seuls qui fussent l'objet d'une demande active de concessions de la part des compagnies minières. Aucun danger d'accaparement préjudiciable aux intérêts de la communauté nationale ne se manifestait à l'occasion des autres minerais dont les gisements étaient pour la plupart du reste exploités déjà dans des conditions qui ne nécessitaient aucune modification du système de concession pour les gisements qui pourraient être nouvellement découverts.

provisoire, destinée à donner au Gouvernement le temps de préparer une modification générale de la loi minière. Le régime de la concession de la propriété minière, imprégné d'un si large libéralisme par la loi de 1865, donnant des résultats extrêmement dangereux pour l'intérêt public.

On a vu les motifs qui avaient guidé dans son œuvre le législateur de 1865 : attirer des capitaux, stimuler les initiatives.

Pour y parvenir, il était nécessaire d'accorder aux uns et aux autres l'espérance d'une large rémunération.

Aussi, l'explorateur heureux qui, le premier, avait découvert un gisement, obtenait-il de plein droit, quand une enquête officielle avait prouvé la réalité de sa découverte, la concession d'un certain champ (Feld) autour du sondage qu'il avait effectué. Cette concession devait lui être nécessairement accordée ; l'Etat n'était pas libre de la lui refuser, même en lui accordant une indemnité.

La superficie maxima de la concession était fixée à 219 hectares ; deux points du périmètre ne pouvaient être éloignés l'un de l'autre de plus de 4184 m. 50.

Il semblait qu'on conciliait ainsi le mieux du monde tous les intérêts ; le prospecteur était en effet assuré d'une suffisante rétribution par la concession obtenue gratuitement sur un périmètre qui, en 1865,

semblait suffisant pour permettre une exploitation normale d'un gisement.

D'autre part, l'espérance de tels avantages devait multiplier les recherches de minerais et les demandes de concessions, et assurer ainsi, par la création de nombreuses entreprises, la production de minerais la plus intensive possible.

La loi de 1865 n'avait pas failli complètement à d'aussi belles espérances, et ceux qui se montrèrent dans la discussion du projet Gamp les partisans les plus résolus de la transformation de la loi, ne manquèrent pas de rendre hommage à l'excellence des services qu'elle avait rendus.

M. Möller, ministre du Commerce quoique soutenant chaleureusement la thèse des adversaires du régime libéral déclarait à la tribune du Landtag : « Je tiens à reconnaître ici les services immenses que nous a rendus la loi de 1865 et le principe de la liberté minière. Sans cette loi, nous n'aurions pas assisté, sans aucun doute, au développement phénoménal de notre industrie minière ; on ne peut nier les effets bienfaisants que cette loi a produits. » (1).

Mais, si l'on ne pouvait contester ses conséquences utiles, on ne pouvait non plus mettre en doute les dangers que le système de la concession de la

1. *Ste. Be. 192 Sitzung*, 30 mai 1905, S. 14672.

propriété minière adoptée en 1865 avaient provoqués ou était insuffisant à réprimer.

Ce danger, c'était la concentration de la propriété minière dans les mains de quelques puissantes compagnies de sondages. Il se révélait plus pressant en 1905, au moment où les gisements découverts depuis un certain temps se trouvaient déjà presque tous concédés ; on voyait ces compagnies de sondages, après entente entre elles, se partager des milliers d'hectares dans les régions où l'on avait récemment découvert la présence de la houille et de la potasse, c'est-à-dire au Nord du bassin westphalien, dans le prolongement de Sarrebrück, dans le district salicole de la Lorraine annexée.

Si l'on n'y prenait garde, les richesses minières prussiennes allaient passer en quelques années dans les mains de groupements capitalistes, sans que le gouvernement ait aucun moyen d'arrêter cette emprise sur les richesses minières, qui pouvait paraître extrêmement préjudiciable à l'Etat.

Ces compagnies de sondages, en effet, jouaient un rôle tout différent de celui que le législateur de 1865 espérait voir jouer aux explorateurs auxquels il accordait des concessions. Ces explorateurs, il se les représentait, et c'était d'ailleurs ce qui pendant un certain temps s'était réalisé, comme de simples particuliers ou des agents de groupements capitalistes d'importance moyenne, mettant en valeur aussitôt

leur découverte, le champ maximum de 219 hectares qui leur était concédé.

Ce maximum semblait permettre une concurrence intense de toutes les activités et assurer ainsi la création de nombreuses exploitations rivales.

Mais, en 1905, les quelques compagnies de sondages qui possédaient la plus grande partie des gisements minéraux ne songeaient aucunement à les exploiter. Elles songeaient uniquement, soit à mettre en réserve les immenses terrains dont elles avaient obtenu la concession pour les vendre le plus cher possible au moment favorable, soit à passer avec les syndicats des marchés qui semblaient bien dirigés contre le gouvernement prussien.

Ne voyait-on pas en effet, au moment où ce gouvernement menait contre le syndicat rhénan-west-phalien la lutte la plus vive à l'occasion de l'achat de la Hibernia, une des principales maisons de sondages, dont le capital cependant n'était que de un million de marks, vendre pour 35 millions de marks, 55.000 hectares de terrains houillers dans le nord de la Westphalie à une société formée par le syndicat dans le but évident de s'assurer la mainmise absolue sur cette partie du bassin, et d'écarter pour l'avenir toute concurrence gênante, celle de l'Etat tout particulièrement.

D'autre part, ne voyait-on pas l'Internationale Borgesellschaft creuser rapidement ses sondages

autour des terrains appartenant à l'Etat pour lui interdire ainsi toute possibilité de donner de l'extension aux concessions qu'il possédait déjà (1).

Ces façons d'agir des compagnies de sondages ne pouvaient d'ailleurs étonner, les capitaux qui avaient réussi à les constituer étant fournis presque exclusivement par les banques qui commanditaient également les sociétés minières westphaliennes.

Et l'on comprend immédiatement l'hostilité de ces sociétés envers le gouvernement.

Mais on s'explique aussi la méfiance légitime qu'elles pouvaient inspirer.

L'Etat, gardien des intérêts généraux de la nation, ne pouvait permettre que les minéraux qui formaient une des principales sources de richesse de la nation prussienne, la houille et la potasse, devinsent la propriété exclusive de quelques banques, qui seraient ainsi les arbitres incontestés de l'économie nationale.

Si l'Etat ne se préoccupait pas de modifier le mode d'instauration de la propriété minière, s'il n'empêchait pas l'accaparement de la houille tout particulièrement, il se verrait presque complètement désarmé dans les luttes futures qu'il pourrait avoir à entreprendre contre les détenteurs du minerai, ou du moins, les mesures qu'il devrait édicter plus tard

1. St. Be. 175 Sitzung, 7 avril 1905, v. Velsen. S. 12.632.

soulèveraient des problèmes infiniment compliqués, nécessiteraient des dépenses extrêmement onéreuses, tandis que la modification apportée à la législation actuelle concernant la concession des mines pouvait encore parer au danger, en écartant les menaces d'accaparement complet.

Et les événements survenus depuis quelques années, en Westphalie particulièrement, prouvaient qu'il était sage pour l'Etat de prendre ses précautions, qu'il ne devait pas compter sur la bonne volonté de la plupart des propriétaires des mines, pour donner satisfaction aux réclamations des consommateurs ou des ouvriers, que les compagnies minières enfin, ne céderaient aux désirs les plus légitimes manifestés par l'Etat, qu'autant que celui-ci serait capable de les y contraindre au besoin. Et, pour les y contraindre, pour obtenir sur elles cette influence décisive, il importait que leur puissance ne soit pas accrue démesurément par la propriété exclusive de tous les gisements miniers; il était nécessaire que l'Etat rompît, pour les gisements qui restaient encore à concéder, avec le régime libéral de 1865, et s'assurât sur ceux qui restaient encore comme *res nullius*, des droits suffisants pour lui permettre de conserver une influence prépondérante sur le marché minier.

Il y avait encore de graves inconvénients d'une autre nature à la concentration de la propriété

minière dans les mains de quelques sociétés de sondages.

C'était, tout d'abord, l'augmentation considérable du prix de la propriété minière.

Les compagnies de sondages, en effet, ne se faisaient pas faute de vendre à des prix très élevés les concessions qu'elles avaient obtenues, et la rente que le propriétaire définitif de la mine devait ainsi leur payer, pesait lourdement sur l'exploitation, interdisant toute diminution de prix de rente ou toute augmentation de salaire des ouvriers, résultats qui paraissaient particulièrement scandaleux, quand on voyait les dividendes énormes distribués par les sociétés de sondages à leurs actionnaires (1).

D'un autre côté, si c'était particulièrement sur le marché houiller que les sociétés de sondages exerçaient une influence néfaste, elles ne laissaient pas,

1. L'internationale *Bohrgesellschaft in Erkelenz*, dont les actions pour les 9/10 étaient entre les mains de *Dresdner-Bank* et l'*Actiengesellschaft für Tiefbohrungen normals Lapp*, distribuaient en 1903 et 1904, la première 40 et 75 0/0 de dividende, la seconde 22 et 30 0/0 (*E. gothein op. cit.*, p. 177).

Ces sociétés faisaient parfois payer à leurs acheteurs les concessions qu'elles leur revendaient une valeur dix fois supérieure à celle des dépenses qu'elles avaient dû engager pour les obtenir. *Ste. Be. Sitzung* 175, 7 avril 1905, *Gamp*, p. 12615. L'Etat lui même en 1902 avait dû déjà payer deux ou trois fois leur valeur les terrains qu'il avait achetés dans le nord de la Westphalie.

pour provoquer des dangers d'un autre ordre, d'occasionner des troubles profonds dans les districts potassifères.

Le syndicat de la potasse, « Kalisyndicat », où le fisc prussien exerçait une influence prépondérante, jouissait du privilège d'avoir le monopole presque absolu de la production mondiale.

Ce syndicat livrait ses produits à l'étranger à des prix supérieurs à ceux demandés aux consommateurs nationaux.

Mais ce syndicat se voyait menacé, en 1905, par la formation continuelle de nouvelles entreprises, qui venaient, soit le concurrencer, soit par leur affiliation au syndicat, diminuer peu à peu la participation de chaque mine.

Les sondages multipliés entrepris dans les districts potassifères de la Prusse conduisaient donc, par la création surabondante de mines de potasse, à la désagrégation du syndicat, et cette désagrégation, c'était aux yeux du gouvernement prussien, la ruine de l'industrie potassifère, par la baisse des prix qui devait en résulter, et qui, profitant presque uniquement aux consommateurs étrangers, conduisait ainsi, pour le seul avantage des autres nations, à la ruine d'une industrie qui pouvait être pour la Prusse la source de profits considérables.

Conduisant donc à des résultats divers suivant la région où elles dressaient leurs installations, les com-

pagnies de sondages apparaissaient toujours au gouvernement comme dangereuses pour la prospérité économique de la nation.

Qu'elles aboutissent dans l'Ouest à la formation de réserves immenses de terrains miniers inexploités, servant à renforcer la puissance d'un syndicat déjà trop dominateur ; qu'elles entraînent, au contraire, dans l'Est, la dissolution d'un syndicat administrateur prudent de la richesse nationale, dans les deux cas, elles apparaissent au gouvernement comme fauteurs de troubles dans la vie économique du pays.

On faisait encore grief aux compagnies de sondages de conduire au gaspillage des réserves de potasse par le percement de forages trop nombreux, qui entraînaient l'irruption de l'eau dans les mines et forçaient ainsi de nombreuses entreprises à cesser leur exploitation (1).

*
* *

Comment se faisait-il que des compagnies de sondages aient pu, sous le régime de la loi de 1865, se tailler ainsi des territoires réservés aussi considérables, acquérir une influence éliminant toute concurrence sérieuse, alors que cette loi fixait à 219 hectares l'étendue maxima d'une concession, et semblait avoir pris toutes précautions pour assurer la plus

1. *Ste Be, 192 Sitzung*, 30 mai 1905. Möller, S. 13.673.

large liberté de concurrence entre ceux qui postulaient des concessions de mines ?

C'est tout d'abord une interprétation jurisprudentielle absolument extraordinaire de l'esprit de la loi, interprétation qui avait faussé complètement le système d'instauration de la propriété minière adopté par le législateur de 1865.

On se rappelle la procédure à suivre par l'explorateur qui avait, le premier, rencontré le gisement dont il voulait obtenir la concession.

Il provoquait une enquête officielle du « Bergamt » pour établir sa découverte, puis présentait alors une demande de concession (Mutung), et, à dater de cette demande, un délai de six semaines lui était accordé pour faire connaître à l'administration minière le périmètre dont il désirait obtenir la concession. Si, dans ce délai de six semaines, le « Muter » ne présentait pas le plan du périmètre dont il désirait l'obtention, sa demande de concession était considérée comme non-avenue (art. 18, loi de 1865).

Dans les motifs de la loi, il était exprimé qu'il était indispensable, pour empêcher les collisions fréquentes entre demandeurs de concessions voisines, de donner au Muter (demandeur en concession), un temps déterminé assez court pour donner des explications sur la situation et la grandeur du champ demandé et présenter son plan. L'exposé des motifs ajoutait « qu'il était dans l'intérêt même du deman-

deur en concession de se voir assurer son champ par protection légale le plus rapidement possible, et de ne plus craindre l'intervention d'un tiers »

Mais cette fixation définitive de leurs droits ne fut pas cependant acceptée par les demandeurs en concession. Malgré le texte de la loi qui semblait bien décider que le Muter ne pourrait présenter pour chaque sondage qu'un périmètre déterminé par l'article 27 de la loi (1) et que, tout terrain autour du sondage non englobé dans ce périmètre restait ouvert à la libre concurrence, ils prétendirent que, si pour un même sondage ils ne pouvaient obtenir qu'un seul champ définitif réunissant les conditions exprimées par l'article 27, du moins ils avaient le droit, tant que la Verleihung n'était pas intervenue, de présenter pour un même sondage plusieurs Mutung pourvu que chacune d'elles satisfît aux exigences de la loi.

Ces périmètres successifs devaient, suivant eux, jouir de tous les avantages de la Mutung originaire, c'est-à-dire, être provisoirement réservés en faveur de l'explorateur et préservés de la recherche comme de la demande de tous les autres concurrents, sans qu'il

1. Soit une superficie maxima de 219 hectares, deux points du périmètre ne pouvant être éloignés de plus de 4184 m. 8 l'un de l'autre.

leur soit accordé aucune indemnité pour les frais qu'ils avaient pu engager en vain (1).

La jurisprudence leur donna raison, et cette décision devait avoir pour conséquence d'éliminer toute concurrence dans un périmètre ayant pour centre le trou de sondage et pour rayon la longueur de 4.184 mètres.

En effet, la jurisprudence admettait que le Muter pouvait, dans une même lettre à l'administration des mines, tout à la fois renoncer à la Mutung précédente et en demander une nouvelle, s'étendant sur un périmètre absolument différent.

Tant que la Verleihung n'était pas intervenue, il avait ainsi le droit de présenter une nouvelle Mutung, et, comme la procédure finale de Verleihung n'intervenait qu'au moment où le demandeur le jugeait à propos, celui-ci pouvait, pendant un temps déterminé seulement par son bon plaisir, empêcher tout concurrent de forer un trou de sondage dans le périmètre précédemment indiqué. Car alors, si quelque imprudent s'avisait de s'installer à l'intérieur du cercle fatal, le premier Muter renonçait aussitôt à son ancienne Mutung et en réclamait une nouvelle, dont le périmètre englobait le sondage du concurrent mal avisé, qui voyait des sommes souvent très con-

1. Aguillon. *Annales des mines*, 1906, 2^e série, p. 131.
Eskens. *Zeitschrift für Bergrecht*, 1905, p. 461.

sidérables englouties en pure perte, les droits du premier Muter étant antérieurs aux siens.

Aussi, dans la pratique, aucun concurrent ne s'avisait de faire des sondages dans un cercle auquel on avait donné le nom caractéristique de « Schlagkreis ».

Le premier explorateur étendait ainsi son privilège sur 5.750 hectares, sur vingt-six fois le maximum accordé par la loi.

Pour temporaire que fût ce privilège, puisque, pour exploiter, il fallait bien poursuivre la procédure de Verleihung, qui fixait définitivement l'emplacement du champ concédé, il permettait toutefois au premier Muter de pratiquer dans l'intérieur du Schlagkreis de nouveaux sondages, qui lui donnaient droit à de nouvelles Mutungen.

Ainsi, en profitant successivement des droits de Mutung et de Verleihung, en usant également du droit qui leur était accordé par la loi de réunir dans les mêmes mains les mines de même nature, les compagnies de sondages parvenaient à se faire attribuer des concessions qui s'étendaient sur des dizaines de milliers d'hectares.

Les tendances à l'accaparement, qui devaient résulter d'une aussi singulière liberté accordée au premier concessionnaire, s'étaient déjà manifestées immédiatement après la promulgation de la loi de 1865.

Dans les années qui suivirent sa promulgation,

dans le district de Hall, un consortium obtenait la concession de gisements de lignite d'un périmètre de 16 lieues carrées ; dans le district de Bonn, c'était une fonderie qui couvrait tout le Westerwald de ses Mutungen et obtenait ainsi 24 lieues carrées de concessions de minerais de fer.

Mais c'était surtout depuis 1900, que les dangers d'accaparement s'étaient considérablement accrus.

La profondeur à laquelle on découvrait les gisements minéraux était devenue considérable, les frais de sondage s'étaient accrus dans des proportions énormes, et seules les entreprises jouissant d'un capital extrêmement puissant étaient capables de se livrer aux travaux de recherche du minéral.

D'autre part, les procédés de sondages avaient été complètement renouvelés, et les machines les plus perfectionnées, inventées. Mais celles-ci se trouvaient protégées contre la concurrence par la législation sur les moyens de fabrique, de telle sorte que certaines entreprises de sondages possédant le monopole de ces machines, et employant pour les mettre en œuvre un personnel d'une expérience technique très grande, pouvaient seules songer à pratiquer des sondages.

C'est ainsi que « ces entreprises de sondages derrière lesquelles se tiennent les banques et les capitalistes ont acquis le monopole de l'acquisition de la propriété minière quant à la houille et à la potasse,

et ont réalisé des gains hors de toute proportion avec l'activité employée et les risques courus. » (1).

*
* *

Le député Gamp (freiconservatif), pour remédier à ces dangers de l'accaparement, prit l'initiative du projet qu'il déposa le 30 mars 1905, et qui suspendait pour cinq ans la concession des mines de houille et de potasse.

Ce projet de loi était ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — « Pendant une durée de cinq ans, comptés à dater de la promulgation de la présente loi, il ne sera admis par les autorités minières de demandes en concession de houille ou de sels minéraux, (ainsi que de sels se trouvant sur le même gisement) que si la demande en concession est motivée par des sondages entrepris avant la loi de 1905 et a été présentée aux autorités compétentes dans le délai de ce mois à dater de la promulgation de la présente loi.

ART. 2. — « Echappent aux dispositions de la présente loi les demandes en concession que les autorités minières sont autorisées à accepter en leurs qualités de représentants des titulaires privés des droits régaliens. »

M. Gamp demandait également à la Chambre de voter une résolution invitant le gouvernement :

1. Exposé des motifs du projet de loi du 31 janvier 1907 portant modification de la loi générale des mines. *Zeitschrift für Bergrecht*, p. 190.

1° « A étudier de quelle façon il serait possible de modifier la loi générale sur les mines de 1865 et particulièrement les articles réglant la *Mutung* et la *Verleihung*, et à déposer le plus rapidement possible un projet de loi sur ce sujet ;

2° « A communiquer auparavant au *Landtag* un rapport comparatif entre les dispositions des législations étrangères réglant l'obtention des propriétés minières, et les dispositions correspondantes de la législation prussienne. »

La loi proposée était, on le voit, une mesure provisoire.

Pour modifier définitivement la loi minière, soutenait en effet l'auteur de ce projet, un temps considérable sera nécessaire. Le gouvernement ne pourra présenter un projet rompant avec les principes de liberté admis en 1865, sans avoir mûrement étudié la question, sans s'être entouré de tous les renseignements désirables.

Rompre avec le principe de la *Bergfreiheit*, c'est modifier, dans son esprit même, une loi à laquelle la Prusse doit, en somme, le prodigieux développement de son industrie minière ; on ne peut y toucher qu'avec une extrême prudence.

D'autre part, il n'est pas commode de choisir entre les divers remèdes proposés : les uns voudraient donner à l'Etat des droits plus étendus, revenir à l'ancien principe de régalité, lui confier même le monopole des mines non encore concédées ; d'autres proposent un impôt sur les concessions.

Toutes ces propositions doivent être étudiées avec soin. Or, le danger est menaçant. Si une mesure provisoire ne modifie pas immédiatement la loi, les compagnies de sondages vont profiter du temps qui leur est laissé pour redoubler d'activité et, quand la loi sera enfin votée, elle restera lettre morte, faute d'objet à quoi s'appliquer (1).

Le projet Gamp reçut dans son ensemble l'approbation du gouvernement.

Le ministre du Commerce faisait en effet au nom du gouvernement, la déclaration suivante à la tribune de la Chambre des députés :

« La proposition Gamp est tout à fait inattendue, mais il faut la considérer comme une mesure extrêmement propre à donner au gouvernement le temps de préparer à loisir la modification inévitable de la loi minière, sans que, profitant du long délai nécessaire à une œuvre semblable, les compagnies de sondages continuent les dommages qu'elles peuvent causer...

« ... Cependant, le projet, tel qu'il nous est présenté, me semble un peu trop sévère pour les entreprises de sondages. Quelques adoucissements seront nécessaires, certains délais pourront être prolongés (2). »

1. Gamp. *Ste Be 175 Sitzung*, p. 12617 et suiv.

2. Möller *Ste Be 175 Sitzung*, p. 12623 et suiv.

Le projet Gamp renvoyé à une commission de quatorze membres, revint devant la Chambre des députés le 30 mai, après avoir subi de profondes modifications.

Son délai d'application maximum n'était plus que de deux ans, les sondages en cours étaient l'objet d'un traitement beaucoup plus libéral.

La Chambre des députés votait ce même jour définitivement la loi (1), adoptant également les deux résolutions présentées par le député Gamp, et une résolution invitant le gouvernement à s'assurer les moyens de multiplier les sondages entrepris par l'Etat.

Une proposition invitant le gouvernement à déposer au plus tôt un projet de loi réservant à l'Etat la recherche et l'acquisition de tous les gisements salicoles non encore découverts fut renvoyée à une commission.

La loi, renvoyée devant la Chambre des Seigneurs était votée sans modification et promulguée le 5 juillet 1905.

Le texte définitivement adopté se différenciait notablement du projet primitif.

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à ce que les dispositions de la

1. La majorité comprenait les conservateurs, les libres conservateurs, le centre, quelques libéraux.

loi minière prussienne du 24 juin 1865 relatives aux demandes en concession et à la concession aient été modifiées, mais au maximum pendant une durée de deux ans, comptés à dater de la promulgation de la présente loi, il ne sera plus admis par les autorités minières de demandes de concessions de houille ou de sel gemme, ainsi que de sels connexes se trouvant dans les mêmes gisements, que si les demandes sont motivées par des sondages qui :

1° Ont été entrepris avant le 31 mars 1905 ;

2° Sont entrepris dans un cercle de 4.184, m. 8 de rayon, calculés à partir du trou du sondage invoqué pour une demande en concession encore en instance et où l'existence du minerai a été démontrée par l'enquête officielle avant la promulgation de la présente loi.

« L'admission en vertu du paragraphe 1, chiffre 2, n'est pas possible lorsque le premier demandeur, dans les deux semaines qui suivent la promulgation de la présente loi, déclare à l'administration minière compétente (Oberbergamt) qu'il renonce à présenter lui-même d'autres demandes de concession portant sur le cercle défini un chiffre 2. Cette déclaration est irrévocable.

« Ce périmètre d'une concession en vertu du chiffre 2 ne peut, en aucun endroit, s'étendre au delà du périmètre défini par cet alinéa.

« Deux points situés sur la limite du périmètre demandé en vertu de la présente loi ne peuvent être distants l'un de l'autre de plus de 4.150 mètres et la surface totale autorisée ne peut dépasser 2.189.000 mètres carrés.

« Le demandeur en concession doit réclamer la clôture de l'instance dans le délai d'un an, à dater de la promulgation de la présente loi, s'il s'agit de demandes en concessions déjà introduites avant la dite promulgation, et dans le délai de six mois après l'enquête officielle (art. 15 de la loi), s'il s'agit de demandes introduites après cette date.

« Si cette demande de clôture de l'instance n'a pas été faite dans les délais ci-dessus indiqués, ou si elle est retirée par le demandeur, la demande en concession est nulle et non avenue.

« En pareil cas, un tiers ne peut pas davantage introduire une nouvelle demande en concession motivée par le même sondage.

ART. 2.— « Sont soustraites à l'application de la présente loi les demandes en concessions que les autorités minières sont autorisées à accepter en leur qualité de représentants de personnes privées, titulaires de droits régaliens. »

La loi « Gamp » sous sa forme définitive était, on le voit, beaucoup plus libérale que le projet primitif, et prenait des précautions que d'aucuns trouvaient exagérées pour ménager les intérêts considérables qui pouvaient être engagés dans les recherches en cours.

Le délai d'application de la loi était ramené de cinq à deux ans.

La commission chargée d'étudier le projet avait jugé qu'il serait préjudiciable à la prospérité de l'in-

dustrie minière de laisser planer si longtemps l'incertitude sur les règles qui régiraient désormais l'obtention de la propriété minière.

Il semblait d'ailleurs qu'un laps de deux ans était suffisant pour permettre au gouvernement de s'entourer des renseignements nécessaires à l'élaboration de la nouvelle loi et pour prendre parti.

Les demandes de concession vont pouvoir être acceptées, non seulement comme le portait le projet primitif, en raison de sondages entrepris avant le 31 mars 1905, date du dépôt de la proposition Gamp, mais encore en raison de sondages commencés après cette date, pourvu qu'ils soient entrepris dans le cercle de 4184 m. 8 de rayon à partir d'un sondage où l'existence du minerai a été démontrée par l'enquête officielle instituée par l'article 15 de la loi de 1865, et qui a motivé une demande de concession encore pendante « eine noch schwebende Mutung ».

La demande en concession était considérée comme pendante tant que le Muter n'avait pas demandé la clôture de l'instance, et fait parvenir à l'administration un plan indiquant la situation définitive de la concession demandée, et cette demande, dans la loi de 1865, dépendant du bon plaisir du Muter, celui-ci aurait pu laisser planer indéfiniment l'incertitude sur la situation des cercles soustraits ou non aux libres recherches.

Aussi, la loi décidait-elle que cette demande de

clôture d'instance devait être introduite un an à dater de la promulgation de la loi, faute de quoi la demande en concession était purement et simplement annulée.

Dans l'un ou l'autre cas, la demande en concession cessait d'être pendante, et personne n'avait plus le droit d'entreprendre de nouveaux sondages dans le cercle défini plus haut.

Mais il y avait intérêt à faire cesser l'indécision plus tôt encore, pour connaître aussi rapidement que possible les cercles sur lesquels les compagnies de sondages ne pourraient plus agir.

La situation pouvait être définitivement fixée par la déclaration du Muter, dans le délai de deux semaines après la promulgation de la loi, qu'il renonçait à effectuer d'autres sondages dans ce cercle. Désormais, dans ce dernier, aucune autre demande de concession ne pouvait se produire.

La nouvelle disposition permettant aux sondéurs qui avaient entrepris des travaux après le 31 mars 1905, d'introduire des demandes de concessions, fut vigoureusement attaquée par un député du centre (1). Il prétendait avec raison que cette disposition permettrait aux compagnies de sondages de se faire adjuger encore des concessions considérables :

1. *Ste. Be. Sitzung.* 192. 30 mai 1905 p. 13.680 et suiv.
Discours du Dr Fervers.

A l'annonce du projet de loi Gamp, elles ont pu, disait-il, creuser rapidement deux ou trois trous de sondage habilement situés, et se rendre ainsi maître d'un territoire représentant vingt fois le périmètre maximum. Le projet primitif déposé par le député Gamp n'admettant, pendant les six mois qui suivraient la promulgation de la loi que les demandes motivées par des sondages antérieurs au 31 mars, était infiniment plus clair, plus conforme au but de la loi, sans méconnaître pour cela, en aucune façon, les droits légitimement acquis.

Cependant, si le premier demandeur en concession semblait, sous la loi Gamp, jouir de tous les avantages qui lui étaient accordés sous la loi précédente, la disposition fixant à 4.150 mètres la distance maxima entre deux points de la concession demandée en vertu de la loi Gamp, d'autre part, le paragraphe 1 chiffre 2 fixant à 4.184 m. 8 le rayon du cercle dans lequel pourraient être focés de nouveaux sondages, une zone d'une largeur égale à la différence entre ces deux distances ne courrait pas le risque d'être recouverte par la Mutung du premier demandeur en concession et pourrait être occupée par des sondages de compagnies différentes.

L'article 2 était nécessité par les droits régaliens privés existant encore en Prusse.

Ces possesseurs de droits régaliens ne pouvaient être atteints par la loi, leurs droits reposant sur des

titres reconnus, et leur privilège ne pouvant leur être enlevé sans compensation.

Mais la plupart du temps, c'étaient les fonctionnaires de l'Etat chargés des opérations de Mutung et de Verleihung soumises aux prescriptions générales de la loi, qui étaient également chargés, par les possesseurs de régal, de les représenter dans les mêmes opérations.

Ces fonctionnaires auraient pu se croire atteints par le paragraphe 1 de l'article 1 de la loi Gamp, même en tant que représentants des possesseurs de régal, si l'article 2 ne les avait soustraits clairement à son application.

*
**

Telle était la loi Gamp.

Les partisans du libéralisme ne lui ménageaient pas leurs critiques.

Cette loi, prétendaient-ils, est tout à la fois, injuste, préjudiciable à l'intérêt général, impuissante à réaliser le but qu'elle se propose.

Les compagnies de sondages ont rendu à l'industrie minière les plus grands services en découvrant, grâce aux capitaux qu'elles ont pu engager, à leur outillage perfectionné, des gisements immenses qui, sans elles, seraient longtemps encore, restés inconnus. Les bénéfices qu'elles ont pu réaliser sur la vente de certaines concessions ne paraissent pas

exagérés, quand on se rend compte des capitaux énormes qu'il faut engager dans les entreprises de forages, et les risques nombreux d'échecs, auxquels ces entreprises sont soumises,

On ne peut, non plus, reprocher aux sociétés, où sont engagés des capitaux si considérables, de s'assurer pour l'avenir des réserves de matière première. C'est une mesure de prudence qui s'impose.

D'autre part, la loi Gamp aura pour effet de stabiliser l'état de choses actuel, c'est-à-dire d'augmenter énormément le prix des terrains concédés, puisque toute concurrence disparaîtra. La situation des syndicats se trouvera renforcée ; débarrassés de toute concurrence, ils augmenteront leurs prix ; le consommateur paiera plus cher la houille et la potasse.

Les sociétés de sondages ne pouvant plus exercer leur activité dans les régions soumises à la loi Gamp porteront leurs installations dans les pays allemands qui échappent à ses dispositions draconiennes. Ce sont le Hanovre, l'Alsace-Lorraine, la Saxe, qui verront leurs gisements miniers mis en valeur aux dépens de la Prusse.

Et ce n'est pas seulement les autres Etats allemands, mais encore les pays voisins, la Hollande par exemple, qui verront se développer aux dépens de l'Allemagne leur industrie extractive.

En somme, la loi Gamp est inutile et nuisible. Une

mofication à la procédure de Mutung s'imposait, mais un simple article de loi permettant à la concurrence de s'exercer dans la zone du Schlagkreis, aurait suffi à remédier aux dangers d'accaparement, sans qu'il fût besoin de suspendre brusquement l'activité d'une industrie prospère et utile au développement économique de la nation.

La plupart de ces objections ne semblaient pas fondées.

Il était indéniable que les sociétés de sondages avaient réalisé sur les concessions qui leur avaient été accordées des bénéfices énormes devait peser lourdement sur les exploitations futures et avoir sur les prix une influence plus néfaste que la suspension momentanée de la liberté de sondages. Si les prix de la houille montaient, la raison en était surtout aux agissements des concessionnaires qui se gardaient bien d'exploiter les gisements dont ils étaient propriétaires.

Si le monopole des syndicats se trouvait consolidé, cet état de choses était essentiellement provisoire. Il ne pouvait d'ailleurs qu'être extrêmement utile à l'industrie nationale de la potasse, en arrêtant la désagrégation du Kalisyndicat, qui, par sa disparition, aurait presque infailliblement amené la ruine de l'industrie potassifère.

Quant à la crainte de voir les régions ou les nations voisines profiter, au détriment de la Prusse, de

l'activité des sociétés de sondages, c'était là, crainte bien chimérique ; la plupart d'entre elles étaient soumises au régime du monopole de l'Etat ou bien, comme la province de Hanovre, ne séparait pas la propriété du tréfonds de celle de la surface.

Qu'un article de loi eût suffi pour rétablir le régime de la libre concurrence, cela paraît bien peu probable.

Les sociétés de sondages étaient trop admirablement outillées de toutes façons pour ne pas conserver un monopole de fait.

Que la concurrence fût possible ou non dans la limite du Schlagkreis, cela n'était d'ailleurs que question secondaire ; la question dominante était celle-ci : la plus grande partie des gisements prussiens de houille et de potasse étaient concédés ; dans peu d'années, tous les gisements seraient entre les mains de particuliers, et l'Etat, petit propriétaire, ne pourrait plus exercer que difficilement son influence sur le marché minier.

Pour parer à ce danger, convenait-il de réserver à l'Etat la propriété des gisements non encore concédés, ou bien de continuer à accorder aux particuliers des concessions de mines, mais en les entourant de restrictions permettant à l'Etat d'exiger l'exploitation de ces mines dans un but conforme à l'utilité générale de la nation, et, dans ce cas, quelles mesures fallait-il prendre ?

La loi de Gamp procurait au gouvernement le moyen de prendre sans trop de hâte une décision.

CHAPITRE VII

LA LOI DU 18 JUIN 1907

La loi Gamp, promulguée le 5 juillet 1905, devait cesser d'être en vigueur deux années plus tard.

C'était donc avant le 5 juillet 1907 que le gouvernement prussien devait présenter et faire aboutir une nouvelle réglementation de la propriété minière, s'il ne voulait pas voir se continuer les abus auxquels la loi Gamp avait pour but de parer provisoirement.

Protection bien peu efficace d'ailleurs, que celle procurée par cette loi, ainsi que devait le prouver l'expérience de ses deux années d'application. Les sociétés de sondages avaient profité, comme il était naturel, de la faculté qui leur était accordée d'établir de nouveaux sondages dans le périmètre des Mutungen qui n'étaient pas encore définitivement fixés. Elles avaient manifesté d'autant plus d'activité et de hâte qu'elles avaient tout à craindre des prescriptions de la nouvelle loi.

Aussi étaient-elles parvenues à se faire attribuer encore de nombreux gisements salins et houillers d'une étendue considérable (1), et l'accaparement, que la loi Gamp devait réprimer, n'avait reçu qu'une atteinte peu appréciable.

A quelle solution devait s'arrêter le gouvernement prussien dans le projet de loi qu'il devait présenter au Landtag ; de quels principes fallait-il qu'il s'inspirât ?

A ces questions, les réponses affluaient mais contradictoires. Une seule opinion réunissait une approbation unanime : il faut modifier la loi minière de telle façon que, même en conservant la *Bergbau-freiheit*, les richesses minérales ne servent plus à procurer des gains énormes à quelques groupes de capitalistes, mais soient rendues à leur fin naturelle, qui est d'être exploitées pour le meilleur profit de la collectivité nationale.

Mais, si l'on reconnaissait unanimement que certains abus devaient être réprimés, qu'il fallait apporter à la loi de 1865 des modifications nécessaires, on était bien loin de s'entendre sur les moyens à

1. Dans le district de Hall pendant les deux années où la loi fut en vigueur, il n'y eut pas moins de mille *Mutungen* nouvelles — *Zeitschrift f. Bergr.* 1907, 2, 192. Du 21 août 1906 au 19 février 1907 27.813 hectares furent concédés (circulaire des houillères de France 1907, n° 3318).

employer, sur l'importance des changements à effectuer.

Pour les uns, les mesures de précaution qu'il était utile de prendre contre les compagnies de sondages, en raison des dangers d'accaparement des richesses souterraines, ne comportaient pas une rupture avec le principe de *Bergbaufreiheit* qui avait donné de si féconds résultats ; une simple modification des articles de loi concernant la *Mutung* et la *Verleihung* devait suffire pour interdire désormais au premier Muter ce droit de disposition absolue qu'il exerçait sur le *Schlagkreis* et pour permettre ainsi une concurrence infiniment plus large écartant tout danger d'accaparement.

On proposait également de ne plus accorder nécessairement le gisement découvert à son premier explorateur, mais de mettre ces gisements en adjudication, en assurant une juste rémunération des travaux de cet explorateur et des capitaux qu'il avait pu engager dans son entreprise de sondage.

Pour obtenir l'exploitation des terrains concédés et mettre obstacle aux combinaisons consistant à n'exploiter qu'une infime partie des concessions, afin de maintenir les prix à un taux si élevé qu'on pouvait à bon droit le juger parfois trop rémunérateur, on proposait l'établissement d'un impôt sur les gisements non exploités. La prestation fournie par le concessionnaire pourrait augmenter d'année

en année, jusqu'au moment où il se déciderait enfin à produire. Cet impôt pourrait éventuellement être étendu sur les puits dont on cesserait l'exploitation.

On pourrait, soutenait M. Liefmann, professeur à l'Université de Fribourg, établir une certaine analogie avec la législation des brevets, et considérer la prestation payée par le concessionnaire comme une indemnité pour la concession du droit exclusif d'exploitation.

Dès que l'impôt ne serait plus payé, comme dans la réglementation des brevets, le droit exclusif disparaîtrait et l'Etat pourrait s'assurer éventuellement un droit de préemption (1).

Les socialistes donnaient au problème une solution plus radicale : l'exploitation des mines confiées à l'Etat.

Rompant nettement avec le principe de la liberté minière, mais ne voulant pas cependant confier uniquement à l'Etat le soin de rechercher et d'exploiter les gisements dont la concession n'avait pas encore été effectuée, les partisans d'un Etat puissant propriétaire de mines, et, par là même, arbitre suprême du marché minier, entendaient lui réserver la disposition des gisements non concédés encore, mais avec

1. Liefmann, *op. cit.*

faculté d'accorder aux particuliers des droits de recherche et d'exploitation.

*
* *

C'est à ce dernier système que devait se rallier le gouvernement prussien dans le projet de loi déposé le 31 janvier 1907 au Landtag par M. Delbrück, ministre du Commerce, projet de loi « portant modification de la loi générale des mines du 24 juin 1865. »

Auparavant, le Gouvernement, suivant le désir exprimé par le Landtag, lui avait adressé le 6 février 1906 un Mémoire de législation comparée sur les différents régimes auxquels était soumise la propriété minière, tant dans les différents pays allemands que dans les pays étrangers.

Le 8 janvier 1907, au début des travaux du Parlement prussien, le ministre du Commerce avait fait part des principes directeurs dont s'inspirait le gouvernement en annonçant « le dépôt d'un projet de loi qui réserverait à l'Etat, pour l'avenir, la propriété de tous les gisements minéraux qui viendraient à être découverts, sans toutefois empêcher l'industrie privée de participer fructueusement à l'exploitation de ces gisements en créant de nouvelles entreprises. »

Dans un article écrit quelques jours avant la publication du projet de loi, les officieuses *Berliner Poli-*

tische Nachrichten résumaient ainsi très clairement, la pensée du gouvernement :

« On ne pourra pas, cela va de soi, revenir purement et simplement au régime antérieur : celui de la liberté absolue de l'exploitation des gîtes minéraux. Le vote même de la loi Gamp a été motivé par la reconnaissance des abus graves qui résultaient de ce régime de liberté. Mais on ne songe pas davantage à retomber dans le système plus ancien de Bergregal, à établir l'étatisation complète des gisements minéraux. L'exploitation complète par l'Etat ne peut, à elle seule, répondre à tous les besoins. L'initiative privée doit intervenir à titre complémentaire, et l'on veut que les trésors minéraux de notre pays soient mis à la disposition de tout le peuple.

« Ainsi, les gisements non encore concédés doivent être réservés à la collectivité, voilà le principe ; mais il n'en résulte pas qu'on ait à envisager que l'exploitation par l'Etat.

« Sauf à sauvegarder les intérêts publics, on donnera au capital privé, partout où cela répond à des besoins économiques, la possibilité de prendre part à l'ouverture de gisements nouveaux.

« On a estimé que la concession de trésors minéraux ne pouvait plus être absolument gratuite et qu'il était équitable de demander une certaine somme, proportionnée aux avantages que le capital privé pouvait retirer de la concession ; il importera

seulement de faire en sorte qu'il soit tenu compte de toutes les circonstances de fait, lors de la fixation de cette indemnité. » (1).

Telles étaient les grandes lignes de la loi proposée à l'approbation de Landtag.

Après avoir consacré dans son article 1 la séparation admise depuis des siècles en Prusse, de la propriété du fonds et de celle du tréfonds, en ce qui concerne du moins les minéraux les plus importants, le projet de loi posait dans son article 2 le principe de la nouvelle législation.

« La recherche et l'extraction de la houille, du sel gemme et des sels de potasse, de magnésie, des borates et des sources salées sont réservées à l'Etat.

« L'Etat peut transférer à d'autres personnes le droit de recherche et d'extraction des substances minérales désignées à l'alinéa précédent. Le transfert doit avoir lieu contre indemnité et à titre temporaire.

En posant une règle si différente de celle adoptée jusque-là pour le régime de la propriété minière, en rompant ainsi avec le système de la *Bergbaufreiheit*, le gouvernement prétendait cependant respecter la pensée intime de la loi de 1865.

Celle-ci, en effet, était de réserver les trésors du sol

1. Article des *Berliner Politische Nachrichten* reproduit dans la circul. du comité de houillères de France, p. 3293.

à la collectivité des citoyens, d'organiser leur recherche et leur exploitation de telle façon qu'ils procurent le maximum d'utilité à la nation.

Mais en 1865, cette utilisation maxima des richesses nationales, il semblait qu'il fallût l'assurer par le développement d'esprit d'entreprise et par la mise en confiance du capital privé, et pour cela on les avait laissées à la disposition de tous ceux qui, ayant découvert un gisement, en demandaient la concession suivant les règles déterminées par la loi.

La loi de 1907 s'inspirait de la même pensée : réserve des trésors du sol à la collectivité des citoyens, mais il n'apparaissait plus, comme en 1865, que leur utilisation maxima pût être obtenue par un régime de concession minière aussi libéral ; bien au contraire, il semblait que le principe de *Bergbaufreiheit*, ayant rendu tous les services qu'on pouvait attendre de lui, ne pouvait plus procurer pour l'avenir que des mécomptes et des résultats économiques préjudiciables à l'intérêt de l'Etat.

Dans ces conditions, l'Etat restreignait l'application du système trop libéral ; mais ce faisant, il continuait à mettre en œuvre l'idée directrice de la législation de 1865 (1).

Le gouvernement prussien, en réservant désor-

1. *Ste. Be. Sitzung*, 61. S. 4701. *Abg. Stackmann*, S. 4750 ufg. M. Delbrück.

mais à l'Etat la recherche et l'exploitation de la houille et des différents sels, se proposait deux buts :

1° Mettre un terme à l'accaparement des sociétés de sondages ;

2° Devenir un propriétaire de mines assez puissant, afin de pouvoir exercer sur les syndicats une influence suffisante pour sauvegarder la nation des excès toujours possibles des monopoles privés.

Il aurait pu, semble-t-il, atteindre ce premier but sans avoir besoin de prendre une mesure aussi radicale que celle exprimée dans l'article 2 du projet de loi, mais, pour atteindre le second, le renforcement de la propriété minière de l'Etat paraissait être la voie la plus commode et la plus féconde en résultats.

Une loi sur les syndicats risquait fort d'entraver leur activité sans obtenir les résultats désirés. Or, si le gouvernement voulait s'assurer le moyen de leur interdire une trop égoïste mise en valeur des minerais dont ils centralisaient l'exploitation, il n'entendait à aucun prix, par une législation trop draconienne, arrêter leur développement, ruiner peut-être des ententes qu'il considérait toujours comme extrêmement utiles dans leur ensemble, indispensables même à la prospérité économique de la nation (1).

1. Déclaration de M. Delbrück, ministre du Commerce. *Ste. Be. Sitzung*, 19-25 février 1907. S. 1326 ufg.

Le moyen le plus simple pour arrêter tout à la fois l'accaparement des gisements miniers par les sociétés de sondages et pour assurer une tenue régulière du marché minier en même temps qu'un cours modéré des prix, c'était de permettre au fisc d'augmenter sa production, et de prendre ainsi en face des syndicats, position de concurrent, représentant les intérêts généraux de la nation.

C'était d'ailleurs cette méthode qui semblait rencontrer au Parlement prussien le plus grand nombre de partisans. Le Landtag avait toujours donné son approbation aux projets de loi portant extension de la propriété minière de l'Etat (1). Or, ce projet avait l'avantage de ne rien coûter à l'Etat, alors qu'il eût dû engager des dépenses considérables pour racheter, au prix de mille difficultés, des gisements concédés gratuitement par lui quelques années auparavant.

Si cette loi paraissait donner à l'Etat un monopole, pratiquement ce monopole se réduisait à de bien modestes proportions :

On estimait en effet, qu'au commencement de 1907, les gisements de houille que la loi réservait à l'Etat et dont il pouvait entreprendre l'exploitation, c'est-à-dire ceux qui ne se trouvaient pas à plus de

1. Lois du 21 mars 1902 (Gesetzsamml, S. 20). — 6 mars 1905, (Gesetzsamml, S. 45). — 19 juin 1906, (Gesetzsamml, S. 197).

1.200 mètres de profondeur, ne représentaient qu'une proportion très minime de ce minerai, par rapport à l'importance des gisements déjà soustraits à la disposition du fisc.

On évaluait approximativement à 45 milliards le nombre des tonnes de houille qui se trouvaient dans les gisements en exploitation, à 36 milliards le nombre de celles que pouvaient produire les gisements concédés mais non encore exploités, à 17 milliards la production éventuelle des gisements faisant l'objet d'une Mutung ou qui resteraient libres encore pour de nouvelles Mutung, à 16 milliards dans le domaine du prince de Pless, seigneur régalien, et à 7 milliards seulement la production des gisements qui resteraient à la disposition de l'Etat.

Sur un total de 123 milliards de tonnes, cela n'apparaissait vraiment pas exagéré.

Dans le bassin de la Ruhr, jusqu'à une profondeur de 1.200 mètres environ, les gisements étaient entièrement entre les mains d'entreprises privées ; sur la rive gauche du Rhin également, ils se trouvaient, pour la plupart déjà concédés.

Si l'on faisait entrer en ligne de compte les gisements qui se trouvaient entre 1.200 et 2.000 mètres de profondeur, on arrivait à une richesse totale de :

68 milliards de tonnes pour les gisements exploités ;

73 milliards pour les gisements concédés, non exploités ;

67 milliards pour les gisements faisant l'objet d'une Mutung et pouvant encore faire l'objet d'une demande en concession ;

31 milliards de tonnes pour les domaines régaliens du prince de Pless ;

28 milliards de tonnes seulement seraient mises par la loi nouvelle à la disposition de l'Etat.

Pour la potasse, les géologues estimaient que les gisements jusqu'à une profondeur de 1.200 mètres comprenaient :

2.904 millions de mètres cubes pour les champs concédés, 2.058 millions de mètres cubes pour les champs faisant l'objet d'une Mutung ou qui pourraient encore faire l'objet d'une demande de concession, 2.130 millions pour les champs réservés à l'Etat (1).

Si l'on recherchait la proportion entre les possessions minières de l'Etat et celles des particuliers pour chaque bassin, on arrivait au résultat suivant :

Pour la houille :

En Haute-Silésie le fisc possédait 16,8 o/o des champs concédés, 14,8 o/o de la totalité des gisements ;

1. Haus der Abg. Ste. Be. 19, Sitzung, 25 février 1907, S. 1326 ufg.

En Basse-Silésie, dans le Bas-Rhin et dans le bassin d'Aix-la-Chapelle, rien ;

Dans le bassin de la Ruhr 4,4 o/o des champs concédés, 3,2 o/o de la totalité des gisements ;

Dans le bassin de la Saar 100 o/o des champs miniers.

En tout, la propriété fiscale était de 17,5 o/o de la propriété minière concédée, de 14 o/o de la totalité des terrains miniers prussiens, quant à la houille.

Pour la potasse, le fisc possédait environ 10 o/o de la totalité des gisements (1).

En se référant aux chiffres précédents, il semble que le plus simple était, si l'on voulait créer à l'Etat une réserve de gisements lui permettant d'acquérir une influence suffisante sur le marché minier, de lui réserver les terrains houillers encore disponibles, sans que l'on pût craindre un monopole d'Etat trop puissant.

Il pouvait paraître inutile de réserver à l'Etat les gisements qui s'étendaient à une profondeur de plus de 1.200 mètres, puisqu'avec les moyens d'exploitation actuellement à notre disposition, tout gisement à partir de cette profondeur est considéré comme inexploitable.

Mais jusqu'à 2.000 mètres, on peut pratiquer des sondages, et il était à craindre, si l'Etat faisait

1. *Bericht der XIV Kommission. Drucksache, n° 248.*
20 Legislaturperiode, 1907. S. 9 ufg.

exception pour ces gisements, de les voir faire l'objet de demandes de concessions qui, plus tard, devenues exploitables par suite des progrès de la technique minière, viendraient renforcer encore la puissance de syndicats estimée trop grande déjà.

Si, pour la potasse, la situation du fisc semblait meilleure, et si même son action était prépondérante dans ce syndicat, des motifs non moins pressants que pour la houille l'invitaient à se réserver les gisements non encore concédés.

On les a déjà exposés.

C'était le monopole mondial de l'Allemagne sur ce produit, la possibilité en organisant son exploitation d'une façon convenable de fournir à l'agriculture nationale un produit extrêmement utile à bas prix et d'assurer pour une exportation, à des prix rémunérateurs, la prospérité d'une branche importante de l'industrie prussienne.

C'était la crainte de voir, au contraire, cette industrie ruinée, si la création surabondante de nouvelles entreprises conduisait à la dissolution du syndicat et à la bataille sans merci de la libre concurrence.

La Prusse ne faisait d'ailleurs en cela que suivre l'exemple des autres Etats allemands qui, presque tous, avaient réservé à l'Etat l'exploitation des mines salifères (1).

1. Le Brünswick (19 mai 1894), la Saxe Meiningen (1^{er} J. 1894)

En raison de l'union intime qui le plus souvent, confond les sels de potasse avec les sels gemmes, les sels de bore, de magnésie et les sources salées, le gouvernement avait cru devoir, malgré leur moindre importance économique, les soumettre à la même réglementation que les mines de potasse.

Mais, en dehors de la houille et de ces différents sels, tous les autres minéraux énumérés dans l'article 1 restaient soumis au principe de *Bergbau-freiheit*. Les nouvelles dispositions sur la *Mutung* et la *Verleihung* s'appliquaient à eux, bien entendu.

La disposition de l'article, 2 § 1, réservant à l'Etat le droit à la recherche et à l'exploitation de la houille et des sels de diverses natures, n'entendait pas réserver au fisc la recherche et l'exploitation exclusive de ces minéraux. Il pouvait paraître utile à un moment donné, de hâter la recherche de tel ou tel minéral dans telle ou telle région, d'en augmenter la production.

la Saxe-Cobourg Gotha (9 août 1894) ont réservé à l'Etat en supprimant la liberté d'exploitation minière en ce qui concerne le sel gemme, le droit exclusif de recherche et d'extraction de ce sel. La Bavière (30 juin 1905) a réintroduit le monopole d'Etat sur les sels et a récemment adopté une proposition de loi tendant à accorder hors de toute demande de concession un droit de participation à cette demande. Le Wurtemberg (17 février 1906), a réservé à l'Etat et aux personnes autorisées par lui la recherche et l'exploitation des sels gemmes et autres sels des mêmes gisements.

L'industrie privée pouvait alors devenir un utile adjuvant à l'exploitation fiscale.

Mais cette concession ne pouvait avoir lieu « que contre indemnité et à titre temporaire ».

Le droit de l'Etat de réclamer une indemnité du concessionnaire résultait bien évidemment des principes généraux sur l'administration des propriétés de l'Etat.

Cette prestation se comprenait d'autant mieux, que celui qui obtiendrait de l'Etat soit un droit de recherche, soit un droit de concession, n'aurait plus à craindre aucune concurrence, et se verrait accorder une sorte de monopole. Quelle serait cette prestation ? Quelle serait la durée de la concession ? La loi ne le fixait pas. Il convenait en effet de laisser à l'Etat toute latitude pour se décider, suivant chaque cas, selon qu'il lui paraîtrait le plus utile et le plus profitable.

Sous quelle forme s'accomplirait cette transmission à un tiers de la part de l'Etat de son droit à l'extraction ?

Il avait semblé qu'un simple droit consensuel entre l'Etat et le concessionnaire ne serait pas suffisant, n'accorderait pas à ce dernier le crédit nécessaire.

Il fallait qu'il pût donner son droit en nantissement, le grever d'hypothèques.

Aussi était-ce un droit réel, de durée temporaire qui était accordé au concessionnaire.

L'article 5 du projet de loi réglementait ainsi les

droits du concessionnaire : 1° A la fin de la III^e section du II^e titre de la loi générale des mines sont inscrites les dispositions suivantes :

« § 38 *c.* — La propriété minière de l'Etat établie comme il est dit au paragraphe 38 *b* et portant sur les substances minérales désignées au paragraphe 2, alinéa 2 peut être grevée de servitude de telle sorte que celui au profit de qui est créée la servitude, reçoit temporairement le droit, qu'il peut léguer et aliéner, de rechercher et d'extraire conformément aux dispositions de la présente loi les substances minérales désignées au paragraphe 2, alinéa 2, ou certaines de ces substances, dans l'intérieur du périmètre indiqué par le plan de situation et de faire au fond comme au jour toutes les installations nécessaires à cet effet.

« Aussi longtemps qu'est en vigueur le droit d'extraction (*Gewinnungsrecht*) institué en vertu de l'alinéa 1 sont applicables toutes les dispositions de la présente loi relatives aux droits et obligations du propriétaire de mines (*Bergwerkseigentümer*), possesseur de mines (*Bergwerksbesitzer*), exploitant de mine (*Bergbautreibender*), à l'exception des paragraphes 39, 55, 65, 156 à 162 et 164 (1), sous cette réserve que, au propriétaire de mines est substitué

1. En soustrayant le *Gewinnungsberichtigter* à l'application des articles 65 et 156-162, la déchéance pour non exploitation ne leur était pas applicable.

l'usager autorisé à extraire (Gewinnungs berechtigter).

« Si un droit à l'extraction (Gewinnungsrecht), de la nature de celui qui est prévu à l'alinéa 1, est accordé à deux ou plusieurs ayants droit les dispositions du IV^e titre de la présente loi sont applicables à la situation juridique de ces ayants droit.

« 2^o Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 50 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les dispositions du Code civil relatives aux biens fonds sont applicables à la propriété minière (Bergwerkseigentum) et au droit à l'extraction (Gewinnungsrecht) institué en vertu du paragraphe 38 c, alinéa 1, sauf les dérogations résultant de la présente loi.

« Sous la même réserve, les dispositions en vigueur pour l'acquisition de la propriété et les droits résultant de la propriété de biens fonds sont applicables à la propriété minière et au droit à l'extraction institué en vertu du paragraphe 38 c, alinéa 1.

« Les dispositions relatives aux droits particuliers (Selbständigegerechtigkeiten) des articles 22, 28 de la loi d'exécution pour l'ordonnance sur les biens fonciers (Grundbuchordnung, 26 sept. 1899), des articles 15 à 22 de la loi pour l'exécution de la loi d'Empire sur la vente forcée (23 sept. 1899) et de l'article 76 de la loi prussienne sur l'administration

de la justice volontaire (21 sept. 1899) sont applicables au droit à l'extraction institué en vertu du paragraphe 38 c, alinéa 1.

« Lors de l'institution d'un droit à l'extraction, il doit être établi pour ce droit une feuille spéciale au livre foncier. L'établissement de cette feuille doit être mentionné sur la feuille afférente à la mine elle-même. »

Pour accorder à des particuliers ce droit d'extraction qu'on avait autant que possible rapproché du droit réel de propriété, il fallait que l'Etat lui-même ait été institué propriétaire de la mine Bergwerkseigentümer, sur laquelle il établissait cette servitude.

Cette institution de propriété qui servait de base à son droit d'exploitation, comme précédemment la concession, était accordée par le ministre du Commerce et de l'Industrie (art. 5, § 2).

Pour que cette institution ait lieu, il fallait prouver que la substance minérale avait été découverte dans l'intérieur du périmètre à concéder, et dans son gisement naturel, en quantité telle et de telle nature qu'une extraction de ce minéral, conduite selon les règles de l'article des mines (bergmannisch), et aboutissant à une utilisation économique paraissait possible (1).

1. Condition qui n'était pas réclamée par la loi de 1865.

L'acte contenant institution de propriété devait fixer la situation et la grandeur du champ sur lequel s'exercerait le droit d'exploitation de l'Etat.

Ainsi donc, l'Etat n'était pas de plein droit propriétaire des gisements de minéraux mentionnés dans l'article 1 § 2.

Il fallait qu'il y eût institution préalable de propriété suivant des formes rigoureusement fixées par la loi.

Bien que les dispositions précédentes eussent considérablement atténué les abus provoqués par l'ancienne réglementation des Mutungen en supprimant la Mutung elle-même pour les minéraux les plus importants (la houille et les sels de potasse), cependant, le projet de loi avait par quelques dispositions judicieuses établi une plus équitable distribution des droits entre les différents Muter.

On reconnaissait généralement que l'explorateur, qui avait découvert un gisement, devait jouir d'un temps suffisant pour fixer définitivement son choix sur un périmètre déterminé. Le projet de loi leur donnait six mois pour prendre une résolution définitive (art. 3, § 5).

Pendant ce laps de temps, le Muter était libre de renoncer à une Mutung précédente et d'en introduire une nouvelle. Mais à l'expiration de ce laps de six mois à dater de la présentation de la demande déposée en premier lieu, il ne pouvait plus être déposé de

nouvelle demande visant la même découverte ou une découverte du même minéral effectuée dans le même trou de sonde ou puits d'exploration (art. 3). Ainsi les autres explorateurs ne se voyaient plus pendant des années tenus en respect par le premier Muter.

D'autre part, les nouvelles dispositions de la loi réduisaient considérablement les limites du « Schlagkreis » en limitant à 2.000 mètres pour les champs de 2.200.000 mètres carrés de superficie la distance maxima entre le lieu de la découverte et un point quelconque du périmètre.

La loi nouvelle ne portait pas atteinte aux diverses réglementations provinciales aux termes desquelles certaines substances minérales, comprises dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi, étaient soumises au droit de disposition du propriétaire (1), ou bien aux termes desquelles d'autres substances que celles visées par cet article se trouvaient au contraire soustraites au droit de disposition de ce propriétaire (art. 8).

On réservait également les droits des anciens sei-

1. Dans la province de Hanovre, le sel gemme et la potasse étaient à la disposition du propriétaire du sol. Etant donnée l'abondance de ces minéraux dans cette partie de la Prusse, l'exception dont elle était l'objet avait une importance considérable. Le droit à l'exploitation des gisements houillers était également réservé au propriétaire du fonds dans les anciennes provinces saxonnes.

gneurs d'Empire non médiatisés. Rien non plus n'était modifié aux droits de ceux qui, en vertu de titres juridiques spéciaux, jouissaient d'un droit régalien ou d'autres privilèges sur les mines dans certains districts, et soit pour toutes, soit pour certaines substances minérales seulement.

*
* *

Ce projet de loi, examiné en première lecture le 25 février 1907, était renvoyé à une commission de vingt-huit membres. Profondément modifié par cette commission, il revenait devant la Chambre des Députés qui le votait en troisième lecture le 10 mai suivant. La Chambre des Seigneurs en commençait la discussion le 3 juin et la loi était finalement promulguée le 18 juin 1907.

La majorité qui, dans les deux Chambres, avait fait passer le projet, était composée des députés du centre, des conservateurs et de quelques nationaux libéraux.

Le Landtag, tout en approuvant les grandes lignes du projet gouvernemental, n'avait cependant pas voulu sanctionner la complète emprise de l'Etat sur les gisements de houille et de sels non encore concédés. Il avait cru devoir limiter son champ d'action et laisser encore une large place à l'activité des sociétés de sondages.

L'article 1 § 2 recevait en effet la rédaction suivante :

« La recherche et l'exploitation de la houille, du sel gemme, des sels de potasse, de magnésie, des borates et des autres sels se trouvant avec ceux-ci dans le même gisement ainsi que des sources salées sont remises à l'Etat. Cette disposition ne s'applique pas à la houille dans les provinces de la Prusse orientale, Brandebourg, Poméranie et Schleswig-Holstein.

On laissait ainsi aux sociétés de sondages un vaste champ à leurs recherches. Dans ces contrées, où ne se manifestait encore aucun danger d'accaparement syndical où l'exploitation minière était peu développée, il semblait utile de laisser aux capitaux privés le soin de mettre en valeur les trésors du sol (1).

L'alinéa 2 du § 2 portait dans le projet du gouvernement que l'Etat pourrait transférer à d'autres personnes le droit de recherche de la houille, du sel gemme, etc. Le Parlement retranchait la houille de cette énumération et réglait la condition des gisements de houille de la façon suivante dans deux alinéas nouveaux :

1. On ne soustrayait pas les provinces de Posen ni de l'Est-Prussien à l'application de la loi : conséquence de la politique suivie pour germaniser ces provinces.

« En ce qui concerne la recherche et l'exploitation de la houille, il est réservé à l'Etat, indépendamment des champs actuellement exploités par lui ou se trouvant en sa possession, 250 autres champs maxima (§ 27, alinéa 1, chiffre 2) (1). L'institution de propriété (Verleihung) a lieu conformément aux dispositions du paragraphe 38 b, alinéas 1, 3 et 4 ; elle doit être demandée dans un délai de trois ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi et doit être prononcée dans le délai de six mois à dater de la demande.

« Pour le surplus, l'Etat doit transférer à d'autres personnes le droit de recherche et d'exploitation de la houille. Le mode de transfert sera fixé par une loi. »

Le Landtag estimait que le marché houiller ne courait pas les mêmes dangers que celui de la potasse, qu'à l'exception du Bas-Rhin et de la Westphalie, le fisc possédait dans les autres provinces une situation suffisante pour faire sentir son influence sur les conditions du marché d'une façon déterminante, que d'ailleurs l'Etat ne rencontrait nulle part ailleurs qu'en Westphalie un syndicat assez puissant et assez dégagé de toute influence pour pouvoir agir sans contrôle possible. Aussi estimait-il suffisant de renforcer le domaine de l'Etat seulement

1. Chaque champ maximum avait 220 hectares de superficie.

dans ces deux provinces en lui assurant 250 champs maxima.

Pour que l'Etat ne réduisit pas à néant le droit des particuliers à la recherche et à l'exploitation des gisements qui resteraient libres encore, après prélèvement de sa part, il était obligé de se constituer cette réserve dans les trois ans qui suivraient la promulgation de la loi.

Mais comment les particuliers seraient-ils investis du droit de recherche et d'extraction ? La Chambre des députés, désireuse de conserver un droit de contrôle sur l'institution de la propriété houillère, avait décidé que chaque institution aurait lieu par une loi spéciale. Ce système aurait eu pour effet d'assurer le meilleur emploi économique des gisements houillers ; il aurait permis, suivant les circonstances, de modifier le contrat d'institution et d'écarter tous ceux qui ne paraîtraient pas devoir exploiter conformément aux vues de l'Etat.

Mais M. Von Buch, à la Chambre des Seigneurs, ayant vivement attaqué cette disposition qui, suivant lui, entraînait la confusion du pouvoir législatif et exécutif et devait occasionner des retards et des complications extrêmes dans l'institution du droit de recherche et d'extraction, par l'obligation de mettre en jeu, à chaque demande de concession, la lourde machine parlementaire, on décida de régler par une

loi ultérieure le mode de concession de la propriété des mines de houille.

A l'alinéa 2 du paragraphe 2, portant que le transfert du droit de recherche et d'exploitation des mines de sel, devait avoir lieu à titre temporaire et contre paiement, le Landtag ajoutait l'expression « in der Regel »: en règle générale.

L'Etat avait donc la faculté de concéder gratuitement ces gisements. On avait exprimé à la Chambre l'utilité économique qu'il y aurait à agir ainsi quand, par exemple, des associations de cultivateurs demanderaient la concession de gisements de potasse.

Au projet du gouvernement, le Landtag ajoutait également quelques dispositions destinées à assurer aux particuliers des voies de recours contre les décisions de l'autorité minière, et à protéger les droits acquis au moment de la promulgation de la loi (1).

I. ART. 9. — Au regard des demandes en concession qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la décision doit être rendue conformément aux prescriptions légales jusque-là en vigueur, sous réserve des dispositions du paragraphe 192, alinéas 2 et 3.

ART. 10. — Les demandes en concession introduites par application de la loi du 5 juillet 1905 modifiant la loi générale minière du 24 juin 1865, mais rejetées par les autorités qui ont compétence pour l'institution de la propriété minière, donnaient au demandeur en concession, à moins que les voies de droit ne lui soient déjà ouvertes par application du paragraphe 23 de la loi générale minière, le droit de revendiquer

Les dispositions réglant les conditions de la Mutung ne recevaient aucune modification.

*
* *

Quelles seront les conséquences de cette loi ? Les farouches adversaires de toute intervention de l'Etat les estiment désastreuses. M. Voltz, national libéral,

en justice contre l'Etat dans le délai de trois mois à dater de la promulgation de la présente loi, l'institution de propriété minière, au cas où la décision de rejet de la demande en concession, respectivement la sentence de l'autorité devant laquelle a été introduit le recours (art. 191 de la loi générale minière), a été notifiée seulement après la promulgation de la présente loi ; le délai est de trois mois à dater de cette notification.

Si ce délai n'est pas observé, le droit d'intenter une action contre l'Etat devient caduc.

ART. II. — Si entre des champs ou parties de champs, déjà concédés avant l'entrée en vigueur de la présente loi pour l'extraction des substances minérales visées à l'article 1, chiffre 3, il se trouve des parties de surface indépendantes totalement ou partiellement enveloppées, de la sorte, et si ces parties de surface sont, de par leur forme et leur étendue, ainsi constituées qu'une organisation autonome de l'extraction de ce minéral ne serait pas rémunératrice, les propriétaires limitrophes peuvent réclamer l'institution de propriété minière pour les parties de surface enveloppées, et cela par application des dispositions de la loi générale minière qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

La décision de l'administration supérieure des mines du district peut être attaquée devant la Commission des Mines (Bergausschuss) par la voie du contentieux admi-

résumant au moment du vote définitif les motifs d'opposition de ses amis politiques s'exprimait ainsi :

« Nous votons contre la loi, parce que le principe de la Bergbaufreiheit pour la houille et les différents sels, qui fut jusqu'ici à la base de toute notre organisation économique, nous a procuré un développement industriel merveilleux ; parce que le gros capital, auquel on adresse tant de reproches, a été l'instrument de ce progrès et qu'il n'était pas besoin de prendre contre lui de telles mesures pour remédier aux quelques dangers qu'il pouvait faire courir à l'économie du pays ; parce que nous sommes adversaires de tout monopole de l'Etat dans le domaine industriel ; parce que, dirigée contre l'augmentation du prix de la houille, elle aura des conséquences diamétralement opposées au but qu'elle se propose ; parce qu'elle est un premier pas vers une politique pratique, conforme à l'idéal socialiste et communiste (1) ».

Et c'était ce cri d'alarme qui s'élevait de tous les milieux industriels, de toutes les associations de

nistratif, dans le délai de deux semaines à dater de la notification.

La décision de la Commission des Mines peut être attaquée devant le tribunal administratif supérieur par la voie de la revision.

1. Haus der Abgeordneten, 64, Sitzung, 10 mai 1907. S. 4929u. f. 18.

propriétaires de mines : vous votez une loi socialiste, vous permettez toutes les espérances à la social-démocratie, et vous détruisez, par la crainte des mesures à venir, tout esprit d'initiative et de développement industriel.

Il semble bien que ces protestations s'inspiraient plutôt du désir de faire échec à une loi qui froissait certains intérêts que du souci de la réalité. Réserver à l'Etat quelques gisements miniers, soit pour prendre pied dans une région où le syndicat Rhénan-Westphalien avait loisir d'exercer toutes ses fantaisies, soit pour empêcher l'exploitation désordonnée d'un sel qui pourrait être d'une ressource infinie à la prospérité économique du pays, c'était là mesure de conservation prudente du patrimoine national, mais non reconnaissance de la justesse des doctrines socialistes, non pas l'affirmation par le gouvernement du dessein de continuer dans la voie d'une étatisation progressive. Toutes ces accusations de socialisme étaient le moyen hypocrite employé pour confondre avec l'intérêt général de l'industrie ce qui n'était que l'avantage de quelques-uns. Aussi, M. Schmœller, rapporteur de la commission à la Chambre des Seigneurs, mettant en garde ses auditeurs contre les interprétations tendancieuses de la loi, rappelait ce mot de Bismarck : « Chacun nomme socialiste ce qui lui est désagréable. »

Quant au reproche de faire disparaître la Berg-

baufreiheit, il ne semble guère plus sérieux. Depuis longtemps, si le principe en subsistait encore dans la législation, elle avait du moins disparu du domaine des réalités. Les syndicats d'une part, les sociétés de sondages d'autre part, en avaient fait bon marché. Et c'était cependant ceux qui s'étaient employés le plus activement à la faire disparaître, qui en exaltaient avec le plus d'enthousiasme les vertus merveilleuses. S'ils la chérissaient tant, ils auraient dû en somme, être plutôt satisfaits d'une loi dont il n'était pas absolument paradoxal de soutenir qu'elle laissait peut-être à la Bergbaufreiheit plus d'application pratique que sous le régime précédent.

Enfin, le grief, plus sérieux peut-être, fait à la loi de ne pouvoir produire une diminution de prix de la houille, mais d'entraîner au contraire une augmentation de prix, et parce que le fisc produisait presque toujours à des prix plus élevés que les syndicats eux-mêmes, et parce qu'aussi les concessionnaires de mines allaient jouir d'un monopole par la suppression de la concurrence, ne paraît pas non plus un argument décisif.

Le but de la loi n'était pas de diminuer brusquement le prix de la houille, c'était d'interdire aux syndicats, dans l'avenir, la possibilité de porter ses prix à un taux que fixerait leur bon plaisir. Si l'Etat ne pouvait, du jour au lendemain, devenir un concurrent capable de faire baisser les prix, du moins les

réserves qu'il s'assurait, lui en donnaient la possibilité pour l'avenir et l'on ne pouvait lui faire grief d'une prévoyance à longue échéance.

Quant au soi-disant monopole dont allaient jouir les terrains déjà concédés, on ne pouvait sérieusement en attribuer la cause à la loi nouvelle. La concurrence, depuis longtemps, n'existait plus dans l'accession à la propriété minière, et, la loi n'eût-elle pas été promulguée que le monopole des compagnies de sondages n'eût fait que s'aggraver. Maintenant du moins, les concessionnaires allaient avoir devant eux un concurrent sérieux : l'Etat.

Si les prix de vente du fisc furent souvent supérieurs à ceux du syndicat Rhénan-Westphalien lui-même, on n'en peut tirer argument pour l'avenir. Jusqu'ici, les mines de l'Etat ont été exploitées en vue d'un intérêt fiscal, dans le but de leur faire produire des bénéfices utiles à l'équilibre du budget. Avec un domaine minier plus considérable, avec des gisements plus riches et mieux situés, l'Etat pourra faire passer au premier plan le souci d'une production houillère à des prix modérés. Avec des moyens restreints, l'Etat ne s'est pas montré si mauvais administrateur qu'on ne puisse lui faire crédit pour l'avenir.

On ne voit donc pas contre cette loi se dresser d'objections décisives. Produira-t-elle l'effet qu'en attendent ses partisans? un résultat déjà est acquis :

la menace de l'accaparement des gisements de houille ou de sel est écartée. Quant aux autres résultats qu'on peut en espérer, il faut attendre, pour donner une réponse ferme, que l'Etat ait pu étudier de quelle façon il usera de son droit de concession, s'il saura employer tous les moyens qu'il a entre les mains, soit pour étendre la production, soit pour la restreindre, avec souplesse, libéralisme et prudence. Cela demandera quelque trente ans.

La loi qu'on vient d'exposer, hâtivement préparée, destinée à parer à des dangers pressants, à satisfaire à des besoins d'ordres tous différents, donne peut-être des questions une solution un peu brutale. Elle ne contient aucune construction juridique savante. C'est une retouche assez grossière de l'œuvre infiniment plus harmonieuse du législateur de 1865, un nouveau démenti à son auteur Brassert, qui la croyait destinée à s'appliquer un jour à l'Allemagne entière, et à être, pendant de longues années, donnée en modèle aux nations.

La loi de 1907 n'est pas une œuvre d'art, mais c'est au moins, semble-t-il, une mesure judicieuse, prudente et utile.

CHAPITRE VIII

LES MINES DE POTASSE

L'Allemagne possède avec ses sels de potasse un monopole mondial. Si l'Amérique, le Japon, peuvent contribuer à la production, ce n'est que dans des proportions insignifiantes, 95 0/0 de la production totale revient en effet à l'Allemagne. C'est la Prusse, dont les gisements de Stassfurt, de Leopoldstadt, de Hanovre en contiennent des quantités assez considérables pour satisfaire à la consommation mondiale pendant des centaines d'années qui, de tous les pays allemands, est la plus riche en sels de potasse.

Etant données les multiples applications industrielles auxquelles ils peuvent être employés et leur extrême utilité pour l'agriculture, on comprend qu'un gouvernement soucieux de la prospérité économique du pays se fût toujours appliqué à surveiller, avec attention, cette branche de la production nationale.

L'Etat prussien n'a pas failli à sa tâche. Il s'est

toujours efforcé, tout à la fois d'assurer la prospérité de l'industrie de la potasse, et de procurer à bas prix à l'agriculture prussienne, dont le sol pauvre avait besoin d'engrais, un merveilleux moyen de développer sa production.

C'est seulement depuis les découvertes du chimiste Franck, démontrant les avantages immenses que pouvait retirer l'agriculture de l'utilisation rationnelle des sels de potasse, que date le développement de l'industrie de la potasse.

Mais ce développement rapide ne se produisit pas sans crises extrêmement graves.

Après la promulgation de la loi de 1865, l'Etat avait perdu son monopole. La libre concurrence avait, sur le marché de la potasse, conduit aux mêmes ruines que sur le marché de la houille, et bientôt on vit également les producteurs, lassés de cette lutte aux résultats ruineux, s'efforcer de limiter la concurrence par des ententes.

L'Etat qui, avec ses mines de Magdebourg, de Leopoldstadt et de Stassfurt, se trouvait être un des plus gros propriétaires de mines de potasse, avait prêté tout son appui à ces essais d'organisation rationnelle de la production.

Enfin, après plusieurs tentatives infructueuses, après la formation d'ententes éphémères, un syndicat de vente fut constitué en 1888.

Le fisc occupait dans ce syndicat une place pré-

pondérante. Non seulement sa situation de gros producteur lui assurait un taux de participation important, mais encore des privilèges particuliers lui permettaient de diriger, selon ses vues, la politique du syndicat, en somme d'être le maître du marché de la potasse (1).

On ne peut que constater les heureux résultats d'un semblable système.

La production de la potasse a passé :

de 6.600.000 doppelzentner (2)	en 1879
à 48.785.000 —	en 1905

La valeur de cette production était :

en 1889, de 23,7 millions de marks
en 1905, de 82,46 —

Les prix de vente au lieu de suivre, comme dans le syndicat westphalien, une progression constante, avait au contraire diminué.

1. Le ministre prussien du commerce et de l'industrie nomme le président du Conseil d'administration. Il a le droit, après avis de Conseil de surveillance, de décider des prix exceptionnels en faveur de l'agriculture dans les époques de crise. Dans les assemblées générales, pour que les décisions portent modification des prix de vente ou changement des prérogatives appartenant au ministre du Commerce, il faut que les voix du fisc appartiennent à la majorité. Tous ces privilèges, qui permettent à l'Etat d'exercer une influence prépondérante sur le règlement de la vente et des prix, ont fait donner au syndicat de la potasse le nom de *Fiscuscartell*.

2. Le *doppelzentner* équivaut à 100 kg.

D'autre part, avantage considérable pour l'agriculture allemande, les engrais étaient livrés aux syndicats d'agriculteurs à des prix beaucoup plus bas que ceux demandés aux consommateurs étrangers (1).

La régularité des cours, les facilités d'approvisionnement données aux paysans, les prix spéciaux accordés en cas de crise, la propagande extrêmement utile organisée dans les milieux agricoles sur l'emploi des engrais, avaient attiré au syndicat de la potasse la sympathie de l'agriculture allemande.

Enfin, la situation des mines de potasse elles-mêmes était florissante. Grâce à une exportation intense (2) à des prix largement rémunérateurs, les compagnies pouvaient, tout en assurant à leurs ouvriers un salaire satisfaisant, verser à leurs actionnaires des dividendes considérables.

Mais précisément, cette prospérité des mines de potasse devait être la cause d'un danger qui allait mettre en question l'existence même du syndicat.

Formé en 1888 pour une durée de dix ans, le kali-syndicat avait été prorogé en 1898 pour une durée de trois ans ; en 1903, le contrat avait été renouvelé

1. Rodolf Heimann. *Revue de Schmæller*, 1904, Viertes Heft, p. 179 et suiv.

2. L'exportation en 1904 atteignait 631.762 tonnes sur une consommation totale de 4.085.364 tonnes.

pour trois ans encore. En 1904, de graves difficultés surgirent, qui parurent pendant un certain temps devoir entraîner la dissolution du syndicat. Cependant, grâce aux efforts des représentants du fisc, un nouveau contrat fut signé qui doit rester en vigueur pendant cinq ans.

C'est le nombre croissant des mines de potasse, la fondation ininterrompue des nouvelles entreprises, qui compromettent ainsi son développement normal.

Chaque mine en effet, en s'affiliant au syndicat, diminue le taux de participation accordé aux mines plus anciennement admises. Malgré tous les efforts de ses agents pour créer de nouveaux débouchés à ses produits, l'augmentation de la production n'est pas proportionnelle à l'augmentation de la demande.

Celle-ci dépasse celle-là, et l'écart entre elles augmente chaque jour.

On comprend, par suite, l'antagonisme qui s'est élevé entre les mines depuis longtemps membres du syndicat et les mines plus nouvellement admises. Pour ne pas avoir à lutter contre des outsiders, les plus anciens membres du syndicat ont bien consenti à la diminution de leur quote-part, mais ils se sont efforcés de ne donner aux nouveaux venus qu'un pourcentage aussi petit que possible sur les ventes. Ceux-ci protestent contre la situation qui leur est

faite, et voudraient voir leur influence proportionnée à la production qu'ils peuvent fournir.

D'autre part, les demandes d'admission au syndicat ne cessent de se produire ; 36 mines font partie du syndicat, mais à côté d'elles, quelques-unes, sans lui appartenir encore, ont commencé déjà l'extraction du minerai ; 31 entreprises sont occupées à achever la construction de leurs puits d'extraction ; 20 ont commencé la construction de ce puits, et plus de 100 sociétés de sondages s'efforcent de suivre l'exemple donné par les premières (1).

Le fisc prussien, qui dirige les destinées du syndicat, fait tous ses efforts pour remédier à la crise inévitable qu'une surproduction aussi considérable entraînerait pour l'industrie de la potasse.

On a vu déjà les motifs qui poussent l'Etat à sauvegarder aussi longtemps que possible l'existence du syndicat.

Comme on l'a dit, l'action de ce cartel est reconnue bienfaisante par la grande majorité des intéressés, et jamais il n'a connu les reproches violents, ni les campagnes ardentes qu'on a vu s'organiser contre le cartel de Westphalie.

Sa dissolution, au contraire, inévitablement, entraînerait une crise terrible du marché. Une baisse de

1. Haas. « La crise des syndicats miniers et sidérurgiques allemands. » *Revue écon. intern.*, juillet 1907, p. 78 et suiv.

prix considérable s'ensuivrait qui, pour un temps, serait peut-être profitable à l'agriculture, mais dont le profit le plus certain serait recueilli par les pays étrangers dont les mines de potasse se disputeraient les débouchés. La concurrence effrénée qu'elles se livreraient entre elles, conduirait à la ruine de la plupart d'entre elles. Les prix seraient soumis à des fluctuations subites, et la Prusse verrait, probablement, se consommer la ruine d'une industrie, dont la production, habilement réglée, pourrait rester et devenir de plus en plus une source de revenus considérables.

Comprenant, dès longtemps, les dangers que pourraient faire courir à l'industrie de la potasse les luttes de la libre concurrence, et les avantages au contraire que pourrait retirer le pays de l'étatisation d'une industrie faisant l'objet d'un monopole naturel, le gouvernement prussien avait, en 1894, proposé au Landtag la suppression pour les sels de potasse de la *Bergbaufreiheit* que la loi générale des mines de 1865 avait établie en Prusse. On voulait ainsi réserver à la nation des richesses minérales dont les étrangers, particulièrement les Belges, les Américains et les Anglais commençaient à s'emparer (1).

1. Cette conduite eût été d'autant plus prudente que les sociétés à capitaux étrangers sont celles qui traitent actuellement le syndicat avec d'autant moins de ménagement que la dissolution du syndicat entraînerait une baisse des prix d'exploitation. Voy. Paxmann, *Die deutsche Kali-Industrie*, 1904, p. 50 et suiv.

Mais le Parlement se refusa à approuver cette mesure. Il comptait encore de nombreux partisans de la doctrine manchestérienne qui jugeaient détestable toute intervention de l'Etat dans le domaine industriel. Mais l'objection la plus importante était inspirée par la situation particulière du Hanovre.

Après que le royaume de Hanovre eût été, en effet, annexé à la Prusse en 1866, la loi générale sur les mines de 1865 lui fut appliquée d'après l'article 2 de l'ordonnance royale du 8 mai 1867, mais les gisements de sels de gemme et de sels de potasse en étaient exceptés.

Ils restaient donc soumis au régime précédent, c'est-à-dire qu'ils étaient considérés comme faisant partie de la propriété de la surface. Réserver à l'Etat le monopole des sels de potasse, c'était engager des dépenses considérables pour indemniser les propriétaires du sol ; d'autre part, faire exception pour la province de Hanovre, c'était bouleverser l'économie de la loi et la rendre inutile en laissant en dehors d'elle de trop importants gisements (1).

1. Quand un gisement a été découvert dans la province de Hanovre, la compagnie qui désire entreprendre l'exploitation, réunit les paysans dont les propriétés recouvrent les gisements que l'on désire exploiter. Ceux-ci forment entre eux une association d'intérêts et leurs représentants traitent avec les agents de la compagnie. Il arrive parfois que le droit à l'exploitation soit cédé à des prix dérisoires, mais, le plus souvent, les paysans concluent des traités fort

Ne pouvant jouir d'un monopole absolu, le fisc s'était contenté de diriger le syndicat selon ses vues, et on a vu que le résultat en avait été en somme extrêmement favorable. Mais, si le fisc avait pu garder dans la direction du syndicat une influence prépondérante, celle-ci tenait plus aux privilèges particuliers qui lui étaient reconnus et aux nombreux moyens d'action dont disposent toujours les représentants de l'Etat, qu'à la part effective des mines fiscales dans l'ensemble de la production. Si, en effet, le fisc avait été, en 1879, dans la première convention groupant les producteurs de potasse, admis avec un taux de participation de 27 o/o, cette proportion était, en 1906, tombée à 6 o/o. C'était pour conserver son empire sur le syndicat un taux de participation trop faible, au moment surtout où les

avantageux, depuis la loi Gamp particulièrement. Dans le Lünebourg Haide, les redevances payées par les compagnies minières sont presque aussi élevées que les revenus procurés aux paysans par l'exploitation de la terre. Dans le traité passé entre la société et les propriétaires, celle-ci s'engage ordinairement à commencer les recherches dans un certain laps de temps, ordinairement deux ans depuis la passation du traité, et, dans le cas où l'on trouverait de la potasse, à creuser un puits. Les droits qu'elle paie aux propriétaires se décomposent en général comme suit : 1° un paiement d'attente jusqu'à ce que la mine entre en exploitation ; 2° paiement des achats de terrains nécessaires aux constructions extérieures ; 3° paiement de tant par Zentner quand la mine est en exploitation.

mines nouvellement admises s'efforçaient d'obtenir la majorité des voix au conseil d'administration.

Si la situation du syndicat en 1906 paraissait d'autant plus menacée par l'afflux constant de nouvelles entreprises, par la « fièvre de la potasse » comme on disait, c'est que la loi Gamp était venue trop tard pour arrêter cette fièvre et l'avait au contraire plutôt exaspérée.

« Tous les sondages projetés au moment de la proposition de la lex Gamp furent naturellement exécutés avec la plus grande hâte, afin qu'ils pussent encore conférer, conformément à l'ancien droit sur les mines, des droits à la propriété des gisements découverts. Ainsi, la plus grande partie de ces gisements se trouvent actuellement entre les mains de sociétés d'exploitations ou de sociétés de sondages. Mais, même abstraction faite de cette considération, l'influence de la loi Gamp devait être restreinte par cette circonstance qu'un des territoires possédant les gisements les plus importants de la Prusse, le Hanovre, était soustrait à son influence. » (1).

Impuissant à empêcher la formation de nouvelles entreprises, le gouvernement songea donc à renforcer sa situation syndicataire pour s'efforcer de régler, au mieux de l'intérêt national, le conflit entre anciennes et nouvelles exploitations.

1. Haas, *op. cit.*

Pour cela, il proposa au Landtag, par un projet de loi déposé le 23 mars 1906, de lui accorder un crédit de 30.950.000 marks destinés à l'acquisition de la société Hercynia.

Le gouvernement prussien poursuivait donc, dans l'Est, la méthode employée en 1904 en Westphalie pour acquérir par l'achat de la Hibernia une certaine influence dans le bassin westphalien : l'achat d'une société importante en pleine activité.

Mais, alors que la tentative d'achat de la Hibernia aboutissait à un échec, l'achat de la Hercynia s'opérait sans difficultés sérieuses. C'est qu'ici, le gouvernement trouvait la meilleure volonté des actionnaires à traiter avec lui, tandis que là, il ne rencontrait qu'irréductible opposition. Il est vrai que le but poursuivi par l'Etat était bien différent de celui désiré en 1904. Alors, c'est une diminution de l'influence de syndicat qu'il voulait, c'est en adversaire qu'il agissait. Aujourd'hui, tout au contraire, c'est pour renforcer l'influence du syndicat, pour mieux assurer son existence qu'il agit.

Il est vrai encore que pour la Hercynia, le gouvernement, au lieu de faire acheter en sous-main les actions de la compagnie, avait traité directement avec elle. Plus des trois quarts des porteurs de parts s'étaient immédiatement prononcés pour l'acceptation des offres du gouvernement.

D'autre part, si les valeurs des mines de potasse

avaient quelque peu monté à la nouvelle de l'offre du gouvernement, (pour la Hercynia, la part passait de 22.500 marks fin de l'année 1905, à 28.000 mk. 15 janvier 1906), cependant le mouvement de hausse n'avait été ni exagéré, ni durable.

Par l'acquisition de la Hercynia, dont le taux de participation au syndicat était de 4, 3 o/o, le fisc s'assurait un taux de participation de 10, 9 o/o à la vente totale du syndicat. La proportion de sylvine contenue dans les gisements en exploitation lui assurait également une influence particulière dans le syndicat, et, s'il se dissolvait, des avantages très appréciables dans la libre concurrence.

Le Landtag votait presque sans opposition le projet du gouvernement. Quelques observations seulement furent présentées sur le prix élevé de l'achat, sur l'économie qu'aurait réalisée le fisc en mettant en œuvre une mine déjà en sa possession, sur l'influence minime que pourrait avoir sur sa position dans le syndicat l'augmentation de son taux de participation (1). Mais la création d'une nouvelle exploitation par le fisc n'eût fait qu'augmenter la crise dont souffrait le syndicat, en augmentant aussi une surproduction déjà excessive. Il eût fallu également un certain nombre d'années pour créer une nouvelle

1. Bericht der Budgetkommission, n° 312. Haus der Abgeordneten 1905-1906. — Haus der Abg. Ste Be 68. Sitzung, 16 mai 1906. S. 4893 ufg. Dr Friedberg.

exploitation, et le fisc désirait acquérir aussi vite que possible une influence plus prépondérante (1).

Cependant, cette acquisition ne paraît pas avoir consolidé le syndicat pour une bien longue durée. Le fisc ne put empêcher les « jeunes exploitations » d'obtenir la majorité dans le conseil d'administration et leurs réclamations se font chaque jour plus pressantes.

La loi de 1907, qui réserve à l'Etat les gisements non encore concédés, ne semble pas devoir actuellement exercer une influence utile sur la situation des mines de potasse et du syndicat. Elle ne peut empêcher la formation des nouvelles entreprises sur les concessions accordées, entreprises dont le nombre suffira amplement pour provoquer une crise de surproduction.

De plus, la nouvelle loi ne s'applique pas au Hanovre qui reste soumis à son ancienne législation.

Pour retarder toutefois une crise presque inévitable, le gouvernement s'efforce de toutes façons de retarder la formation de nouvelles entreprises. La prescription qui oblige chaque mine prussienne à posséder deux puits, prescription prise dans un but de

1. Entwurf eines Gesetzes betreffend den Erwerb des Kalisalzbergwerks der Gewerkschaft Hercynia durch den Staat, n° 202. Haus der Abgeor, 20. Legislatur periode II. — Session 1905-1906. S. 5 ufg.

protection envers les mineurs, ne s'appliquait pas encore aux mines de potasse. Le gouvernement a enjoint au chef de district minier d'exiger la construction de ce second puits. On espère ainsi, par l'augmentation des charges financières qui en résulteront, diminuer un peu « la fièvre de la potasse ».

Quoi qu'il adviennne, on ne peut que louer les efforts incessants du gouvernement prussien pour régler d'une façon judicieuse et conforme à l'intérêt public la question des mines de potasse. Tant qu'il put dominer le syndicat et lui imposer ses vues, la situation de cette industrie fut florissante, l'agriculture satisfaite, l'intérêt général sauvegardé. Cette collaboration dans la production de l'Etat et des particuliers, réunis dans une entente ayant pour but la satisfaction modérée de tous les intérêts, a donné les résultats les plus profitables.

Quand cette entente fut menacée par les exigences des nouveaux venus, l'Etat s'est efforcé à tout prix de la sauvegarder. Il ne semble pas que les moyens employés puissent donner satisfaction. Mais le gouvernement en avait-il d'autres à sa disposition ?

CONCLUSION

Les mines dans les mains de l'Etat ou de quelques concessionnaires, mais ceux-ci surveillés, contrôlés, dirigés dans leur exploitation de telle sorte qu'ils en sont réduits au rôle de fonctionnaires sans initiative, le gouvernement poursuivant un but purement fiscal, ne songeant qu'à retirer de ses mines les plus gros bénéfices possibles, comme l'Espagne le pouvait faire autrefois de ses mines d'or Sud-Américaines ; ainsi donc, une industrie qui végète, étouffée sous la main pesante du fisc, sans force d'expansion, sans esprit d'entreprise, sans capitaux.

Puis tout à coup, liberté absolue ou presque, l'Etat ne conservant pour lui qu'un rôle lointain de haute police.

Alors, une vie nouvelle afflue de toute part dans cette industrie jusque-là en stagnation ; les sondages se multiplient, des sociétés minières se fondent, la production, rapidement, s'accroît.

La métallurgie allemande suivant les progrès de l'industrie extractive entre dans une ère de prospé-

rité qui doit la classer bientôt la première de l'Europe.

Ce développement des mines sous un régime de libre concurrence ne va pas sans luttes, sans crises, sans ruines. Bientôt, les plus faibles parmi les producteurs ont succombé ; les plus forts, las des batailles sans cesse renouvelées, se rapprochent, s'unissent, se groupent en des ententes éphémères d'abord, puis plus durables, qui, peu à peu, se fortifient, s'étendent, dominant toute une région, tout un bassin, réglant, non seulement la production du minerai, mais sa vente et son transport, se rendent en somme les maîtres économiques du pays.

Restreindre par une loi la liberté des syndicats ? Mais il n'est pas prouvé que ces ententes soient mauvaises. Le gouvernement prussien, bien au contraire, les estime utiles, nécessaires même au développement industriel de la nation. Une loi qui voudrait les réglementer plus étroitement ne risquerait-elle pas d'affaiblir leur activité, de compromettre leur existence même.

D'ailleurs, c'est en Westphalie seulement que se manifeste le danger le plus évident : le despotisme d'un cartel imposant à toute une région des prix exagérés.

Pour les minerais autres que la houille, et pour la houille elle-même en Basse-Silésie, en Haute-Silésie, dans la Saar, il n'est pas à craindre d'accaparement

dangereux, soit que le peu d'importance des gisements ou leur dispersion, soit que l'influence possible de l'Etat comme propriétaire de mines interdisent toute attitude préjudiciable à l'intérêt public.

Voici donc que, d'un régime de liberté, disparaît bientôt toute liberté, comme si celle-ci ne pouvait subsister jamais que sous la rude contrainte des lois.

Devant l'éparpillement des forces individuelles l'Etat a pu se contenter des attributs communs de la souveraineté. Devant ces cartels, dont la puissance chaque jour devient plus formidable, un rôle aussi passif ne peut suffire.

Il convient qu'un second Etat ne se forme pas dans l'Etat, dont un jour le pouvoir serait tel qu'il réglerait à sa guise la vie économique de tout le pays.

Représentant de l'intérêt public, l'Etat ne peut rester désarmé devant les excès toujours possibles de quelques capitalistes. Que faire ?

Le syndicat westphalien lui-même n'a pas commis de tels errements que des mesures immédiates et décisives soient nécessaires.

Que l'Etat prenne pied dans le bassin comme propriétaire de mines, puisse au besoin entrer en concurrence avec le syndicat, l'oblige par là à baisser ses prix et voici, semble-t-il, tout danger écarté : d'où les achats de 1902.

Mais bientôt cette solution apparaît insuffisante : le syndicat westphalien étend chaque jour son influence, ses prix de vente augmentent sans cesse, il est utile de ne pas attendre plus longtemps ; l'Etat doit prendre place immédiatement dans la production minière westphalienne : et c'est la tentative d'achat de la Hibernia. Elle échoue.

Cependant des événements graves se multiplient : c'est l'abandon de mines dans le bassin westphalien, la grève de la Ruhr, l'accaparement rapide de tous les gisements miniers du royaume par quelques sociétés de sondages.

A l'abandon des mines, l'Etat s'efforce de remédier en modifiant l'article 65 de la loi minière, et la loi Gamp arrête provisoirement l'accaparement des sociétés de sondages.

D'un côté, le cartel westphalien exagérant sans cesse sa puissance, d'un autre, celui de la potasse menacé de dissolution par l'afflux constant de nouvelles entreprises, la liberté d'exploitation et de recherches annihilée : telle est la situation en 1907, au moment où le gouvernement doit prendre une décision définitive : et c'est alors la nationalisation des gisements de houille et de potasse non encore concédés.

Dans ces tentatives multiples pour étendre son influence sur la propriété minière, le gouvernement prussien n'obéissait pas à un plan préconçu ; les

événements l'entraînèrent, l'obligeant à donner des solutions rapides, fragmentaires.

Ce sont tout d'abord des mesures assez anodines, puis à la coalition chaque jour plus menaçante de certains intérêts privés, il doit répondre par une augmentation adéquate des moyens d'actions de l'Etat : et c'est la mesure radicale de la nationalisation.

Ce faisant, l'Etat n'a rien entrepris contre le droit des particuliers ni contre la liberté.

En Prusse, la propriété du tréfonds a toujours été considérée comme indépendante de celle du fonds, les minerais qu'il contient comme étant à la disposition de la nation. En 1865, l'Etat a jugé utile à l'intérêt public d'abandonner provisoirement ses droits, dans l'intérêt public également il a le droit de les reprendre.

Quant à la liberté des mines, depuis longtemps elle n'existait plus, à moins qu'on appelle liberté le droit de quelques-uns de disposer à leur gré des richesses publiques.

Il ne pouvait donc à personne sembler que « ce que l'on revendiquait au profit de l'Etat, on l'enlevait à la liberté » (1).

Seul propriétaire de toutes les mines, on peut

1. A. P. Cauwès. *Cours d'économie politique*. Larose et Forcel, 1893, t. I, p. 186.

craindre de l'Etat trop de lenteur dans la mise en valeur des gisements, trop de lourdeur dans l'exploitation ; uniques possesseurs des mines, on peut redouter des particuliers le gaspillage des minerais, une exploitation dirigée sans nul souci de l'intérêt national, une hausse excessive des prix. De la coexistence des deux propriétés au contraire, il semble qu'on puisse attendre les meilleurs résultats : l'activité, la hardiesse du capital privé empêchant la stagnation des entreprises fiscales : le souci que doit prendre l'Etat des intérêts généraux de la collectivité interdisant aux mines privées l'exploitation dans un but purement égoïste.

Pour qu'en Prusse, ce système produise les conséquences attendues, il faudrait que le gouvernement renonçât au point de vue trop exclusivement fiscal auquel il s'est placé jusqu'ici. Il faudrait, d'autre part, que le souci de ménager les cartels ne l'entraînât pas à faire passer leurs intérêts avant ceux des consommateurs, mais qu'il persévérât, au contraire, dans le dessein qu'il semble depuis quelques années avoir formé de se montrer l'adversaire résolu de leurs prétentions exagérées.

Mais ce dessein, le gouvernement le voudra-t-il suivre avec fermeté, avec constance ? On en peut douter.

Les vues économiques des gouvernements se transforment suivant l'alternance des combinaisons

parlementaires. Rares sont les entreprises longuement méditées, réalisées avec patience. M. Möller considéré, à tort ou à raison, comme champion de la lutte contre le syndicat Rhénan-Westphalien, a donné ou a dû donner sa démission ; M. Delbrück, plus conciliant, lui succède.

Puis voici que se modifient en Allemagne les alliances des groupes politiques. Le centre, précieux collaborateur du gouvernement dans toutes les mesures appelées à restreindre l'influence du cartel rhénan, se voit rejeté dans les partis d'opposition. Cependant, les nationaux libéraux deviennent *personæ gratæ*.

Le consommateur allemand qui, de l'intervention de l'Etat, voulait espérer une diminution des prix sans cesse en hausse, ne doit-il pas, en voyant adversaires de la veille amis du lendemain, se répéter lui aussi, avec quelque mélancolie, l'ironique constatation d'un député du centre : « Le petit Hans embrassa la petite Grätel et tous deux furent de nouveau bons amis. »

Vu : Le Président de la thèse :

TRUCHY

Vu : le Doyen :

Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

*Tableau comparatif des prix de vente et des salaires
du Syndicat rhénan-westphalien et des Mines fiscales*

Années	Prix de vente par tonne en marks		Salaire par tonne en marks	
	Syndicat rhénan westphalien	Mines fiscales	District de Dortmund	Mines fiscales
1893	7,33	8,94	3,69	4,35
1894	7,83	8,81	3,71	4,22
1895	8,02	8,90	3,74	4,15
1896	8,14	8,94	3,82	4,08
1897	8,45	9,28	4,18	4,10
1898	8,62	9,53	4,49	4,18
1899	9,14	10,35	4,79	4,32
1900	10,56	11,99	5,14	4,50
1901	11,01	12,47	5,21	4,69
1902	10,28	11,54	4,87	4,89
1903	9,84	11,36	4,87	4,88
1904	9,82	11,64	4,95	4,98
1905	9,89	11,59	4,99	5,02

Tableau comparatif des salaires dans les différents bassins houillers prussiens

Années	HAUTE-SILÉSIE		BASSE-SILÉSIE		DORTMUND		SAARBRUCKEN	
	par poste	annuel	par poste	annuel	par poste	annuel	par poste	annuel
1888	1,85	516	2,04	630	2,69	863	2,92	842
1889	2,03	575	2,23	682	3,03	941	3,24	933
1890	2,37	671	2,45	735	3,49	1.067	3,79	1.114
1891	2,46	693	2,50	759	3,54	1.086	3,89	1.137
1892	2,43	669	2,46	747	3,28	976	3,69	1.042
1893	2,42	661	2,42	729	3,14	946	3,37	925
1894	2,45	664	2,40	723	3,16	961	3,24	921
1895	2,46	675	2,43	737	3,18	968	3,28	929
1896	2,49	697	2,49	757	3,19	1.035	3,28	966
1897	2,58	721	2,59	787	3,57	1.128	3,34	982
1898	2,73	772	2,67	812	3,74	1.175	3,40	1.015
1899	2,87	801	2,80	846	3,96	1.255	3,46	1.019
1900	3,12	877	3,00	910	4,18	1.332	3,56	1.044
1901	3,10	872	2,92	871	4,07	1.224	3,54	1.042
1902	2,97	820	2,73	799	3,82	1.131	3,57	1.053
1903	2,98	832	2,75	827	3,88	1.205	3,60	1.068
1904	2,98	836	2,79	848	3,98	1.208	3,71	1.097
1905	3,08	867	2,94	882	4,03	1.186	3,80	1.114

*Tableau comparatif des salaires des ouvriers mineurs
et de la valeur de la houille par tonne, dans les principaux pays
producteurs de la houille en Europe de 1883 à 1902 (en francs)*

Années	Salaire annuel de l'ouvrier				Valeur de la tonne au lieu de production				Frais de main d'œuvre à la tonne				
	Nord et Pas-de-Calais	Westphalie	Sarre	Belgique	Angleterre	Nord et Pas-de-Calais	Westphalie	Sarre	Belgique	Nord et Pas-de-Calais	Westphalie	Sarre	Belgique
1883	1.153	1.054	1.159	1.006	7,05	11,57	5,95	9,06	10,17	5,44	3,72	4,08	6,77
1888	1.066	1.079	1.052	899	6,35	9,03	6,00	9,01	8,43	4,30	3,25	4	4,68
1893	1.168	1.182	1.159	887	7,09	10,36	8,02	11,50	9,34	5,31	4,22	5,40	5,34
1898	1.291	1.468	1.281	1.068	7,90	10,27	9,15	11,80	11	5,17	5,35	5,22	6,10
1900	1.452	1.665	1.305	1.413	13,10	14,60	10,68	13,95	17,41	6,05	6,13	5,83	8
1902	1.301	1.414	1.316	1.197	10,10	14,04	10,50	14,60	13,20	6,29	5,77	5,80	7,06

Décomposition de la valeur par tonne dans le bassin de la Ruhr dans ses différents éléments

Circulaire du Comité Central
des houilles de France
N° 3.519. 20 janvier 1908.

Années	Valeur par tonne	Salaires par tonne			Dépenses par tonne pour l'assurance sociale	Impôts par tonne Compagnie de Gelsenkirchen	Frais généraux par tonne Compagnie de Gelsenkirchen	Dépenses par tonne pour bois, etc.	Bénéfice par tonne, après déduction des versements extraordinaires (Zubusse)
		des ouvriers	des employés	Ensemble					
Marks	Marks	Marks	Marks	Marks	Marks	Marks	Marks	Marks	Marks
1886	4,69	2,71	»	2,71	0,26	0,06	0,05	1,16	0,45
1887	4,64	2,60	0,13	2,73	0,30	0,06	0,06	0,96	0,53
1888	4,80	2,66	0,17	2,83	0,30	0,05	0,07	0,89	0,66
1889	5,46	3,12	0,18	3,30	0,32	0,05	0,08	0,71	0,99
1890	7,96	3,73	0,19	3,92	0,34	0,06	0,13	1,40	2,11
1891	8,36	3,91	0,19	4,10	0,36	0,10	0,13	1,84	1,83
1892	7,37	3,66	0,20	3,86	0,44	0,14	0,10	1,92	0,91
1893	6,41	3,49	0,20	3,69	0,45	0,13	0,07	1,58	0,49
1894	6,37	3,51	0,20	3,71	0,43	0,15	0,06	1,46	0,56
1895	6,66	3,54	0,20	3,74	0,44	0,13	0,07	1,27	0,68
1896	6,77	3,62	0,20	3,82	0,42	0,11	0,08	1,15	0,88
1897	7,03	3,98	0,20	4,18	0,41	0,09	0,09	1,07	0,99
1898	7,31	4,28	0,21	4,49	0,42	0,12	0,09	1,29	1,04
1899	7,66	4,57	0,22	4,79	0,47	0,14	0,09	1,33	1,10
1900	8,53	4,91	0,23	5,14	0,51	0,14	0,11	1,38	1,34
1901	8,76	4,96	0,25	5,21	0,59	0,15	0,13	1,36	1,35
1902	8,39	4,61	0,26	4,87	0,60	0,19	0,12	1,25	1,23
1903	8,28	4,62	0,25	4,87	0,58	0,19	0,10	1,24	1,18
1904	8,25	4,69	0,26	4,95	0,59	0,18	0,11	1,34	1,17
1905	8,40	4,71	0,28	4,99	0,65	0,20	0,14	1,27	1,18
1906	8,76	4,93	0,26	5,19	0,61	0,19	0,14	1,34	1,19

BIBLIOGRAPHIE

Aguillon. — Législation des mines françaises et étrangères.

Paris, 1886.

Annales des Mines.

Arndt (A.). — Bergbau und Bergbaupolitik. Leipzig, 1894.

— Allgemeines Berggesetz für die preussischen Staaten
in seiner jetzigen Fassung nebst kurzgefasstem
Kommentar. Leipzig, 1906.

Biermer. — Die letzte deutsche Wirtschaftskrisis und ihre
Ursachen. Giesen, 1905.

Blondel. — L'essor industriel et commercial du peuple alle-
mand. Paris, 1900.

Bourguin (M.). — Les systèmes socialistes et l'évolution
économique. Paris, 1904.

Circulaires du Comité central des houillères de France.
Paris.

Collier (A.). — Les coalitions industrielles et commerciales
d'aujourd'hui. Paris, 1906.

Elster (L.). — Wörterbuch der Wissenschaft. Iéna, 1906.

Erdmann. — Die rechtlichen Grundlagen des Kali und Stein-

- salzbergbaus in der Provinz Hannover. Hannover, 1906.
- Eschwege (L.)*. — Zum Kampf um die deutschen Kohlenschätze. Berlin, 1905.
- Eskens*. — Etude sur le projet de loi Gamp dans le Zeitschrift für Bergrecht, 1905.
- Gerber*. — System des deutschen Privatrecht. Iéna, 1895. Glückauf.
- Goetyke*. — Das rheinischwestfälische Kohlensyndicat 1905.
- Gothein (E.)*. — Die Konzentration im Kohlenbergbau und das preussische Berggesetz. Arch. für. Sozialwissenschaft und Sozialpolitik. Tübingen, 1905.
- Gothein (G.)*. — Die preussischen Berggesetznovellen. Arch. für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik. Tübingen, 1905.
- Haas*. — La crise des syndicats miniers et sidérurgiques allemands. Article de la revue économique internationale, 1907.
- Heimann (R.)*. — Etude sur les mines de potasse. Jahrbücher für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft, 1904.
- Hirsch (K.)*. — Zur Kartellfrage. Iéna, 1904.
- Huret (J.)*. — Rhin et Westphalie. Paris, 1907.
- Journal des Economistes.
- Kienitz (V.)*. — Zur Verstaatlichung des Kohlenbergbanes. 1905.

Klostermann. — Allgemeines Berggesetz für die preussischen Staaten von 24 juin 1865. 1896.

Lescure (J.). — Des crises générales et périodiques de surproduction. Bordeaux, 1906.

Liefmann (P.). — Die Erwerbung der Hibernia Gesellschaft. Annales des deutschen Reichs, 1905.

— Kartelle und Trüsts. Stuttgart, 1905.

Lindemann (H.). — Wen trifft die Schuld ? Essen, 1905.

Milhaud. — La démocratie socialiste allemande. Paris, 1903.

Paxmann. — Die deutsche Kaliindustrie, 1904.

Plate. — Das preussische Abgeordnetenhaus. Sessionsbericht, 1904-1905. Berlin, 1905.

Réforme économique.

Revue économique internationale.

Sayous (A.). — La crise allemande de 1901-1902, Paris, 1903.

Stegner (M.). — Allgemeines Berggesetz. Hall, 1906.

Stenographische Berichte über die Verhandlungen der beiden Häuser des Landtages der Monarchie. Berlin.

Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstages. Berlin.

Stillich (O.). — Steinkohlenindustrie. Leipzig, 1906.

Stæpel. — Die deutsche Kaliindustrie und das Kalisyndicat. Hall, 1904.

Turnau. — Das Bergwerkseigentum. Zeitschrift für Bergrecht. Bd. XVIII.

Villain (G.). — La politique des syndicats. Paris, 1901.

Wahle. — Die Stilllegung von Zechen. Arch. für Öffentliche Recht, 1905.

Westhoff. — Bergbau im Grundbesitz nach preussischem Recht. Berlin, 1905.

Zeitschrift für Bergrecht.

Zeitschrift für Berg Hütten und Salinenwesen im preussischen Staaten.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉAMBULE.	5
CHAPITRE I. — La production minière prussienne.	12
CHAPITRE II. — La loi de 1865.	21
CHAPITRE III. — Transformation du marché minier entre 1865 et 1904. La formation et le dévelop- pement du syndicat rhénan-westphalien.	34
CHAPITRE IV. — Tentative d'achat de la Hibernia par l'Etat (Hibernia Affaire).	81
CHAPITRE V. — Rejet du projet de loi déposé par le gouvernement le 17 février 1905.	138
CHAPITRE VI. — La loi Gamp.	169
CHAPITRE VII. — La loi du 18 juin 1907.	197
CHAPITRE VIII. — Les mines de potasse.	229
CONCLUSION	243
APPENDICE.	250
BIBLIOGRAPHIE.	255

